

# **Recueil des Actes Administratifs**

## **TOME 1/3**

**Septembre 2017**

## **S O M M A I R E**

**\*\*\*\*\***

**Délibérations**  
**Séance du 28 septembre 2017**

**Tome I page 001**

**Décisions**  
**Séance du 28 septembre 2017**

**Tome I page 133**

**Arrêtés Réglementaires**  
**Septembre 2017**

**Tome I page 212**

# **Recueil des Actes Administratifs**

Secrétariat général

Service de l'Assemblée

## **Délibérations**

**Adoptées en séance du Conseil municipal  
Du 28 septembre 2017**

**Séance ordinaire du  
jeudi 28 septembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt huit septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE.

## **Attribution d'une subvention à la Croix Rouge dans le cadre de l'aide humanitaire d'urgence aux victimes de l'ouragan Irma aux Antilles**

La Ville propose d'attribuer une aide humanitaire d'urgence de 30 000 euros à la Croix Rouge française pour venir en aide aux victimes de l'ouragan Irma qui s'est abattu sur les Antilles le 06 septembre 2017.

La Croix Rouge française a mis en place pour répondre à cette catastrophe naturelle un dispositif de grande envergure. Plus d'une centaine de bénévoles ont été mobilisés afin de répondre aux besoins immédiats :

- Rétablissement des moyens de télécommunication
- Mise en place d'une base logistique pour les premières actions d'urgence : soutien psychologique aux sinistrés, distribution de biens de première nécessité
- Réception du matériel de la plateforme régionale d'intervention (PIRAC), basée en Guadeloupe

La Croix-Rouge française a également mobilisé son service de maintien et de rétablissement des liens familiaux. Enfin, pour répondre aux inquiétudes de la communauté antillaise de métropole, une cellule téléphonique a été mise en place, 40 bénévoles de la Croix-Rouge française ont été mobilisés à la demande du ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères.



**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'attribuer une subvention d'un montant de 30 000 € à la Croix Rouge française ;
- De prélever ce montant sur les crédits inscrits au budget 2017, chapitre 920, nature 6574 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 29 SEP. 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention d'attribution

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du  
jeudi 28 septembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le vingt huit septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Hors Délégation

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Perlà DANAN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE.

## Décision sur le maintien ou non du 14<sup>ème</sup> Adjoint au Maire dans ses fonctions

Par arrêté n° VA/2017/3947 du 22 septembre 2017, a été rapportée la délégation de Monsieur Christophe COUR, 14<sup>ème</sup> Adjoint au Maire, dans le domaine de l'Ecologie urbaine.

Selon les dispositions de l'article L.2122-18 du Code général des collectivités territoriales, il appartient donc au Conseil municipal de se prononcer sur le maintien ou non de Monsieur Christophe COUR, 14<sup>ème</sup> Adjoint au Maire, dans ses fonctions.

### En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de ne pas maintenir le 14<sup>ème</sup> Adjoint au Maire de la Ville de Montpellier dans ses fonctions ;

- d'autoriser Monsieur le Maire de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 47 voix

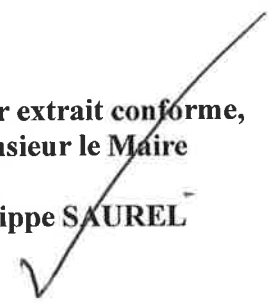
Contre : 5 voix

Abstentions : 9 voix

Ne prennent pas part au vote : 1 voix

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL



Publiée le : 29 SEP. 2017

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du  
jeudi 28 septembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le vingt huit septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOÛRE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Titina DASILVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE.

## Détermination du nombre d'Adjoints au Maire de la ville de Montpellier

En application des dispositions de l'article L 2122-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, « *le Conseil municipal détermine le nombre des Adjoints au Maire sans que ce nombre puisse excéder 30 % de l'effectif légal du Conseil municipal* ».

Compte tenu de la strate démographique dans laquelle se situe la Ville de Montpellier, cette disposition permet au Conseil municipal de créer au maximum à ce titre 19 postes d'Adjoints au Maire.

Par ailleurs, l'article L 2122-2-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit la possibilité, dans les communes de 80 000 habitants et plus, de créer des postes d'Adjoints au Maire principalement chargés d'un ou plusieurs quartiers, « *sans toutefois que le nombre de ceux-ci puisse excéder 10 % de l'effectif légal du Conseil municipal* ».

Cette disposition permet donc de créer au maximum 6 postes d'Adjoints au Maire supplémentaires, portant le nombre maximal total à 25 Adjoints.

Suite à la démission de Monsieur Fabien ABERT de ses fonctions d'Adjoint au Maire, et au non-maintien de Christophe COUR dans ses fonctions, il est proposé de maintenir à 22, comme actuellement, le nombre d'Adjoints au Maire.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De maintenir à 22 le nombre d'Adjoints au Maire de la Ville de Montpellier.  
Deux postes d'Adjoints au Maire sont donc déclarés vacants.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 1 voix

Abstentions : 9 voix

Ne prennent pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 29 SEP. 2017**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
jeudi 28 septembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt huit septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Hors Délégation**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Tifina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DÉMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE.

## **Election de deux Adjoints au Maire**

Suite à la démission de Monsieur Fabien ABERT, acceptée par courrier du Préfet en date du 7 septembre 2017, de ses fonctions d'Adjoint au Maire, et suite au non-maintien de Christophe COUR dans ses fonctions, deux postes d'Adjoints au Maire sont donc déclarés vacants.

Conformément aux dispositions de l'article L 2122-10 du Code général des collectivités territoriales, les Adjoints au Maire sont élus au scrutin de liste, en respectant un écart maximal de 1 entre hommes et femmes sur les listes proposées.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de remplacer poste pour poste le 6<sup>ème</sup> Adjoint au Maire et le 14<sup>ème</sup> Adjoint au Maire, en procédant à l'élection d'une liste de deux nouveaux Adjoints au Maire de Montpellier.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De procéder à cette élection.

Monsieur le Maire propose la liste suivante :

- Rabii YOUSSEUS

- Chantal MARION

Aucune autre liste n'est proposée.

A la suite d'un vote à bulletin secret, la liste proposée par Monsieur le Maire a obtenu 48 voix (0 contre, 13 blancs et 1 nul).

**Ont été élus :**

- **Rabii YOUSSEOUS (6<sup>ème</sup> Adjoint)**
- **Chantal MARION (14<sup>ème</sup> Adjointe)**

À l'issue d'un vote à bulletin secret, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 14 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

**Publiée le : 29 septembre 2017**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
jeudi 28 septembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt huit septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme et Aménagement  
durable**

**Présents :**

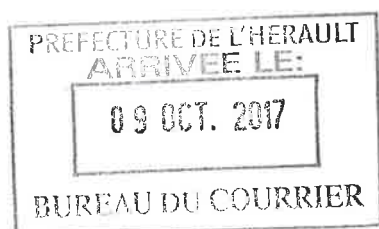
Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDÓ, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE.



## **Montpellier Grand Cœur**

### **Stratégie commerciale du cœur marchand : de l'attractivité métropolitaine au commerce de quartier**

La dynamisation du commerce et de l'artisanat du centre-ville est un des objectifs prioritaires de l'opération « Montpellier Grand Cœur » lancée en 2003 par la Ville de Montpellier, affirmant ainsi son ambition de développer le cœur marchand pour conforter son attractivité régionale, nationale et au-delà européenne.

Cette vision s'inscrit dans une programmation de projets cohérents et complémentaires qui concourent à étendre la superficie du cœur marchand et permettre un équilibre de l'attractivité vers le Sud du cœur de ville: restructuration commerciale du boulevard du Jeu de Paume, réaménagement de la gare, ZAC et parking du nouveau Saint-Roch, nouvelles halles marchandes sur la place Laissac, marché forain de plan cabanes, futur centre d'art contemporain, aménagement du faubourg du Courreau et de la Grand 'Rue Jean Moulin, opérations pour artisans de métiers d'art ...

Dans le cadre des concessions d'aménagement Grand Cœur et Nouveau Grand Cœur, un ensemble d'actions complémentaires est mis en œuvre pour développer, accompagner, dynamiser le commerce et les activités (acquisitions de murs commerciaux pour en gérer la destination, rénovation de locaux, mise en œuvre du droit de préemption sur les cessions de fonds de commerce et de baux commerciaux, aides à la requalification des devantures commerciales...).



Des secteurs « cibles » ont été définis : faubourg Figuerolles, Sud Comédie, Laissac, ainsi que des axes majeurs de « connexion » entre les polarités commerciales et les projets urbains comme le boulevard du Jeu de Paume, les rues d'Alger, Durand, Verdun, Aristide Olivier, celles du faubourg de la Saunerie et du faubourg du Courreau.

Aujourd'hui, il est proposé d'étendre ce périmètre d'actions à l'avenue Georges Clemenceau, la rue Rondelet et pour partie à l'avenue de Maurin.

L'avenue Georges Clemenceau, par sa configuration, sa position et sa structuration, représente un axe majeur de la ville. Le commerce y joue un rôle déterminant, son linéaire est significatif et la perte de qualité constatée impacte négativement l'image de l'avenue et par conséquence celle du centre-ville. Le commerce actuel, pourtant diversifié, est en perte significative de qualité et se caractérise par un déficit global d'attractivité. C'est un axe majeur à requalifier qui manque de lisibilité.

La rue Rondelet et l'avenue de Maurin présentent également les mêmes caractéristiques, en lien direct avec l'avenue Clemenceau.

Il convient par conséquent de s'intéresser au devenir du commerce sur ces axes pour agir sur la qualité et l'orientation des activités ainsi que pour contrôler les mutations que le passage futur du tramway, l'opération du « passage Clemenceau (280 logements), la ZAC du nouveau Saint-Roch à proximité vont engendrer.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:**

- de valider l'extension des axes majeurs de la stratégie commerciale du centre-ville de Montpellier aux secteurs Clemenceau, Rondelet et Maurin ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 9 voix

Ne prennent pas part au vote : 0 voix



**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 29 SEP. 2017**

**Liste des annexes transmises en Préfecture :**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
jeudi 28 septembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt huit septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme et Aménagement  
durable**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE.

## **Montpellier Grand Cœur Attribution de subventions pour travaux d'intérêt architectural**

Dans le cadre de l'opération « Montpellier Grand Cœur », un dispositif de subventionnement visant à favoriser la bonne restauration/restitution de vestiges rares voire uniques, ainsi que les dispositions remarquables d'édifices ayant un intérêt architectural ou historique, a été mis en place en 2010.

Dans ce cadre, la Ville peut subventionner des travaux en complément de subventions allouées par la Direction régionale des affaires culturelles (DRAC). La participation de la Ville sera au maximum égale à celle de la DRAC.

La commission d'attribution des subventions s'est réunie le 21 mars 2017 en présence du président de Montpellier Méditerranée Métropole et Maire de Montpellier, du représentant du directeur régional des affaires culturelles, du représentant du conservateur régional de l'archéologie, de la représentante du directeur de la mission Grand Cœur et de la chef du service patrimoine historique et ravalement de la mission Grand Cœur.

La commission a donné un avis favorable au subventionnement d'un chantier situé dans le site patrimonial remarquable « secteur sauvegardé ».

25 rue Maguelone – Temple protestant

Une subvention a été sollicitée par l'église protestante unie, dans le cadre de travaux de restauration des façades. Les travaux sont réalisés dans le respect des savoir-faire et des techniques traditionnelles (coût de 275 000 €).

L'étude et les travaux ont été réalisés sous la maîtrise d'œuvre de Laurent Dufoix, architecte du patrimoine et financée par l'Etat à hauteur de 57 000 €.

Il est proposé de verser une subvention de 5 000 €.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser le paiement d'une subvention d'un montant de 5 000 € pour le projet susvisé,
- de dire que la dépense liée à cette opération sera imputée sur la ligne subventions ravalement de la mission Grand Cœur du budget de la Ville (CRB 28500, nature 20422, chapitre 908).
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 29 SEP. 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
jeudi 28 septembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt huit septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme et Aménagement  
durable**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE.

**MONTPELLIER GRAND COEUR**  
**Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités**  
**Attribution de subventions**

Dans le cadre des aides à la requalification des devantures des locaux d'activités du cœur marchand de la Ville de Montpellier, des subventions sont attribuées à des entreprises (commerce, artisanat ou autre) pour les inciter à restaurer leur devanture. Les restaurations, réalisées dans le respect et la valorisation du patrimoine dans lequel elles s'insèrent, participent au renforcement de l'attractivité économique du cœur marchand de Montpellier.

Instaurées par les délibérations du 29 mai 2012 n°2012/284, du 17 juin 2013 n°2013/237 et renforcées par la délibération du 2015/151 du 07 mai 2015 élargissant le périmètre et modifiant les taux de subventionnement, ces campagnes ont été conduites jusqu'au 9 novembre 2015 en partenariat avec le FISAC (Fonds national d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce) afin de renforcer l'efficacité du dispositif.

Les dossiers déposés avant le 9 novembre 2015 sont subventionnés à hauteur de 65 % (50 % apportés par la Ville de Montpellier et 15 % par le FISAC). A cela s'ajoute une subvention communale pour le surcoût de travaux d'intérêt architectural (TIA) ainsi qu'une prime pour les travaux liés à l'accessibilité (PMR).

Les dossiers déposés après le 9 novembre 2015 reçoivent une subvention unique de la Ville de Montpellier de 50 % du montant hors taxe des travaux et des honoraires de maîtrise d'œuvre (hors subventions spécifiques TIA et/ou PMR).

Le règlement permet l'attribution d'un acompte de 50 % de la subvention allouée, le solde étant versé après conformité de la totalité des travaux.

Après validation des travaux réalisés par l'équipe chargée du dispositif de la mission Grand Cœur et de la Chambre de commerce et d'industrie de Montpellier, associée à l'instruction des dossiers et à l'animation de cette action, les subventions suivantes sont attribuables :

Dossier déposé avant le 9 novembre 2015 et bénéficiant d'une subvention Ville de 50 % et FISAC de 15 %	
<b>« ANNE PONNELLE ESTHETIQUE »</b> Gérante : Mlle Anne PONNELLE 4 rue du Général Maureilhan  65 % de subvention 1 875,00 € de subvention travaux et MOE, part Ville 562,50 € de subvention travaux et MOE, part Etat	
Part Ville : Part Etat (FISAC) :	1 875, 00 € 562, 50 €
<b>Montant total de la subvention :</b>	<b>2 437,50 €</b>

Dossiers déposés après le 9 novembre 2015 et bénéficiant d'une subvention Ville de 50 %	
<b>RPC AND CO, « JEAN LOUIS DAVID »,</b> Gérant : M. Patrice MORALES 14 boulevard du Jeu de Paume  3 490 € de subvention travaux 80 € de subvention et prime travaux pour mise en accessibilité P.M	
<b>Montant de la subvention :</b>	<b>3 570,00 €</b>
<b>« SARL L'ETOILE », restauration rapide</b> Gérante : Mme Rachel RAMZY AMIN 21 rue Daru  6 000 € de subvention travaux plafonnée 1 000 € de subvention MOE plafonnée 120 € de subvention et prime travaux pour mise en accessibilité P.M.R.	
<b>Montant de la subvention :</b>	<b>7 120,00 €</b>

Conformément au règlement attributif des subventions en vigueur au moment du dépôt de ces dossiers, les versements de ces subventions sont réalisés après visite de conformité des travaux.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser le paiement de ces subventions pour un montant total de 13 127,50 € correspondant à la re-qualification des devantures des locaux commerciaux listés ci-dessus ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de la Ville (CRB : 28500 - Chapitre 908) ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 29 SEP. 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
jeudi 28 septembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt huit septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme et Aménagement  
durable**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Jacques DOMERGUE, Julie FRÊCHE, Gérard LANNELONGUE.

**FONCIER**  
**ZAC Port Marianne - Rive Gauche**  
**Acquisition des parcelles SC 163a, SC 168b, SC 194 et SC 195a**  
**appartenant à la SERM**

L'importante évolution démographique du quartier Port Marianne nécessite la construction d'un nouveau groupe scolaire dont la mise en service opérationnelle doit être effective pour la rentrée de septembre 2020.

Cet équipement, intégré au programme des équipements publics de la ZAC Port Marianne - Rive Gauche, sera réalisé sur les parcelles SC 163a, SC 168b, SC 194 et SC 195a, en cours de numérotation cadastrale, d'une superficie totale d'environ 3 752 m<sup>2</sup>, situées avenue Raymond Dugrand et correspondant au lot 7b de la ZAC Port Marianne - Rive Gauche.

En nature de terrain nu, ce foncier est classé en zone à urbaniser 13AU-1w et 13AU-2w du plan local d'urbanisme (PLU).

Ces parcelles, dont l'acquisition fait l'objet de la présente délibération, appartiennent actuellement à la SERM, concessionnaire de la Ville pour l'aménagement de la ZAC Port Marianne - Rive Gauche.

La surface de plancher (SDP) prévue est d'environ 3 700 m<sup>2</sup>, susceptible d'évoluer jusqu'à l'arrêt du projet.

France Domaine a émis un avis portant sur l'évaluation du bien au prix de 170 Euros HT par m<sup>2</sup> de surface de plancher (cent soixante-dix Euros Hors Taxes).

Le montant d'acquisition sera donc d'environ 629 000 euros HT (six cent vingt-neuf mille Euros HT), au prorata de la SDP totale qui sera in fine arrêtée pour ce projet.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser l'acquisition par la Ville des parcelles SC 163a, SC 168b, SC 194 et SC 195a, en cours de numérotation cadastrale, d'une superficie totale d'environ 3 752 m<sup>2</sup>, situées avenue Raymond Dugrand, correspondant au lot 7b de la ZAC Port Marianne - Rive Gauche et appartenant à la SERM, pour un montant de 170 Euros HT par m<sup>2</sup> de surface de plancher (cent soixante-dix Euros Hors Taxes) ;
- de demander au notaire du vendeur de rédiger l'acte authentique constatant la cession aux frais de la Ville ;
- de dire que la dépense afférente à cet acte sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet au budget de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 29 SEP. 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
jeudi 28 septembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt huit septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme et Aménagement  
durable**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDÓ, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALLIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Jacques DOMERGUE, Julie FRÊCHE, Gérard LANNELONGUE.

**FONCIER**  
**ZAC de l'Ecole d'Application de l'Infanterie - Lot 2G**  
**Acquisition de la parcelle HY 25c appartenant à la SA3M**

La reconversion du site de l'ancienne l'Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI), acquis auprès de l'Etat le 6 avril 2012, constitue, en complément du développement de nouveaux quartiers, l'un des projets majeurs de renouvellement urbain de la municipalité en réintroduisant une variété d'occupations (mixité urbaine) et d'usages (mixité fonctionnelle) avec la volonté de produire une morphologie urbaine de qualité d'une plus grande compacité.

L'objectif de la ZAC de l'EAI, créée par délibération du conseil municipal du 26 janvier 2017, est de réaliser environ 2 500 nouveaux logements, 30 000 m<sup>2</sup> de locaux de services, commerces et activités ainsi que plusieurs équipements publics, dont une crèche de 48 berceaux.

La livraison de cet équipement, dénommé « Crèche Mireille LAGET », doit être effective à la fin de l'année 2018. D'une surface de plancher de 720 m<sup>2</sup> sur deux niveaux, le bâtiment sera réalisé sur la parcelle n° HY 25c, en cours de numérotation cadastrale, d'une superficie de 996 m<sup>2</sup>, correspondant au lot 2G de la ZAC, située rue du 56<sup>ème</sup> Régiment d'Artillerie.

Cette parcelle, dont l'acquisition fait l'objet de la présente délibération, appartient actuellement à la SA3M, concessionnaire de la Ville de Montpellier pour l'aménagement de la ZAC de l'EAI. Ce foncier, constitué d'un terrain sur lequel se trouve une ancienne chapelle désacralisée qui sera intégrée au projet, est classé en zone urbaine 2U1-13W du plan local d'urbanisme (PLU).

France Domaines a émis un avis en date du 27 juillet 2017 portant sur l'évaluation du bien au prix de 144 000 Euros HT (cent quarante-quatre mille Euros hors taxe).

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser l'acquisition par la Ville de la parcelle cadastrée HY 25 c, d'une superficie de 996 m<sup>2</sup>, située rue du 56<sup>ème</sup> Régiment d'Artillerie et appartenant à la SA3M pour un montant de 144 000 Euros HT (cent quarante-quatre mille Euros hors taxe) ;
- de demander au notaire du vendeur de rédiger l'acte authentique constatant la cession aux frais de la Ville ;
- de dire que la dépense afférente à cet acte sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet au budget de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 29 SEP. 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du  
jeudi 28 septembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le vingt huit septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement  
durable

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Jacques DOMERGUE, Julie FRÊCHE, Gérard LANNELONGUE.

**FONCIER**  
**Convention de servitude de passage d'un réseau électrique**  
**souterrain de RTE (Réseau de Transport d'Electricité)**  
**ZAC Port Marianne - République**  
**Parcelles cadastrées SE 35, SE 36 et SC 44**

Dans le cadre de l'enfouissement du réseau électrique de distribution publique, la société RTE réalise des aménagements sur son réseau 63 000 volts pour installer des liaisons aéro-souterraines entre Castelnau-le-Lez et Montpellier.

Les travaux consistant à la pose de câbles électriques souterrains impactent la bordure sud des parcelles cadastrées SE 35, SE 36 et SC 44, propriétés de la Ville, affectées à la réalisation de bassins de rétention dans le cadre de la zone d'aménagement concerté Port Marianne - République, sur une longueur de 173 mètres et parallèlement à la bordure nord de l'autoroute A709.

Ces travaux, qui ne devront pas perturber la destination de ces parcelles, seront effectués par la société Eiffage Energie Transport et Distribution, mandataire de RTE.

Afin de réaliser ces travaux, RTE propose à la Ville la signature d'une convention de servitude de passage de réseaux sur les parcelles cadastrées SE 35, SE 36 et SC 44.

Cette convention ayant pour objet de conférer à RTE des droits plus étendus que ceux prévus par l'article L.323-4 du code de l'énergie, sera réitérée par acte authentique devant notaire choisi par RTE, les frais inhérents à cet acte restant à la charge de RTE.

Cette convention devra en outre mentionner que, conformément à l'article L.2122-4 du code général de la propriété des personnes publiques, « des servitudes établies par conventions passées entre les propriétaires, conformément à l'article 639 du code civil, peuvent grever des biens des personnes publiques mentionnées à l'article L.1, qui relève du domaine public, dans la mesure où leur existence est compatible avec l'affectation de ceux de ces biens sur lesquels ces servitudes s'exercent ».

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser la Ville à signer avec la société RTE une convention de servitude sur le domaine public, à titre gratuit, pour le passage en souterrain d'un réseau électrique sur les parcelles cadastrées SE 35, SE 36 et SC 44, situées le long de la bordure nord de l'autoroute A709, pour une durée n'excédant pas la durée de l'ouvrage, sous les réserves techniques énoncées ci-avant ;
- de dire que l'acte authentique sera établi par le notaire choisi par la société RTE et publié à ses frais,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL ,**

**Publiée le : 29 SEP. 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
jeudi 28 septembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt huit septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme et Aménagement  
durable**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Titina DASILVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Jacques DOMERGUE, Julie FRÊCHE, Gérard LANNELONGUE.

**Quartier Hôpitaux-Facultés  
ZAC du Coteau**

**Demande de prorogation de l'arrêté de déclaration d'utilité publique (DUP)**

Le dossier de création de la ZAC du Coteau a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 3 octobre 2011.

Les objectifs de la ZAC, couvrant une superficie de 26 hectares, relèvent de l'intérêt général dans le respect des objectifs suivants :

- la poursuite du développement dans l'axe de développement nord-ouest/sud-est de la ville en cohérence avec les lignes 1 et 3 de tramway ;
- la réalisation d'un quartier mixte à dominante d'habitat, accueillant commerces et services tout en s'insérant dans le tissu urbain dense et structuré des quartiers voisins, notamment celui de Malbosc ;
- l'ouverture au public de nouveaux espaces de nature avec la mise en valeur des réseaux verts ;
- la production de logements neufs dans le respect des proportions équivalentes de logements sociaux, en accession abordable et accession libre.

L'enquête publique relative à la révision du plan local d'urbanisme (PLU) valant enquête préalable à la déclaration d'utilité publique (DUP) des opérations, acquisitions ou expropriations nécessaires à l'intérieur de la ZAC s'est déroulée du 14 mai au 15 juin 2012 inclus. A l'issue de l'enquête publique, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable sans réserve ni recommandation et déposé son rapport et conclusions le 12 juillet 2012.

Par arrêté n°2012-I-2420 du 8 novembre 2012, Monsieur le Préfet de l'Hérault déclarait d'utilité publique les acquisitions nécessaires à la réalisation du projet de la ZAC du Coteau.  
La validité de cet arrêté étant de 5 ans, celui-ci arrive à échéance le 8 novembre 2017.

Pour ces raisons, en application de l'article L.121-5 alinéa 1 du code de l'expropriation, la Ville de Montpellier sollicite de Monsieur le Préfet de l'Hérault une prorogation de l'arrêté du 8 novembre 2012 pour une durée de 5 ans, soit jusqu'au 8 novembre 2022, le projet couvert par la DUP en cours n'ayant fait l'objet d'aucune modification.

Par délibération du Conseil municipal du 22 juin 2017, la Ville a confié l'aménagement de la ZAC du Coteau à la SA3M et a approuvé le traité de concession correspondant. Ce traité sera signé par l'ensemble des parties à l'issue d'un prochain conseil d'administration de la SA3M.

Sur les 26 hectares de la ZAC, 18 ont été acquis par l'EPF d'Occitanie dans le cadre d'une convention opérationnelle signée avec la Ville de Montpellier. Cette convention arrive à expiration le 3 décembre 2017, date à laquelle la Ville de Montpellier puis la SA3M, aménageur de la Ville, auront racheté l'ensemble du foncier porté par l'EPF d'Occitanie.

A ce jour, pour finaliser la maîtrise foncière de la ZAC du Coteau, notamment 4 parcelles restent à acquérir représentant une superficie de 4600 m<sup>2</sup> propriété d'une indivision.  
Dans cet objectif, il est nécessaire que la Ville de Montpellier, puis son aménageur, puissent assurer la maîtrise foncière des terrains nécessaires à l'exécution de l'opération d'aménagement.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser Monsieur le Maire à solliciter auprès de Monsieur le Préfet de l'Hérault une prorogation de la validité de l'arrêté de DUP de la ZAC du Coteau pour une durée de 5 ans ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 2 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 29 SEP. 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
jeudi 28 septembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt huit septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme et Aménagement  
durable**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIÉ, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabrina BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Jacques DOMERGUE, Julie FRÊCHE, Gérard LANNELONGUE.



**ZAC DES GRISETTES (7ème tranche)  
Agrément de candidature  
ROXIM MANAGEMENT (Lot n°5D)**

La ZAC des Grisettes a été initiée dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway. D'une superficie de 20 ha environ, cette opération est située au sud-ouest de la ville, le long de l'avenue Colonel Pavelet, à proximité de la station de tramway et du parking d'échanges « les Sabines».

Cette opération prévoit dans un objectif de mixité urbaine la construction de 1900 logements sous forme d'habitat collectifs diversifiés, accompagnés de commerces et de bureaux. La ZAC contribue au développement d'équipements : le groupe scolaire Beethoven (2013), l'agri parc du Mas Nouguier (18ha), la résidence étudiante et récemment la clinique Saint Roch.  
Enfin, Grisettes est un quartier innovant qui a été récompensé par le label éco quartier fin 2015 et accueille la première opération d'habitat participatif de Montpellier.

La société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC des Grisettes par délibération du 6 novembre 2006 afin de réaliser les études et les aménagements de cette opération.



Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature de Roxim Management en vue de la cession d'un terrain permettant dans cette ZAC la réalisation 40 logements collectifs en propriété abordable.

**Dénomination du candidat :** ROXIM MANAGEMENT

**Localisation :** ZAC des Grisettes (7<sup>ème</sup> tranche)  
Lot n°5D

**Parcelle cadastrée :** Section DZ n°158

**Surface du lot :** 1 823 m<sup>2</sup>

**Nature du projet :** 40 logements collectifs en propriété abordable

**SDP envisagée :** 2 600 m<sup>2</sup> SDP en accession à la propriété abordable

**SDP maximale autorisée :** 2730 m<sup>2</sup> SDP

La SERM précise que la candidature de Roxim Management prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la candidature de ROXIM MANAGEMENT pour la construction de logements collectifs sur le lot 5D de la 7<sup>ème</sup> tranche de la ZAC des Grisettes ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 0 voix

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 SEP. 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :



Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

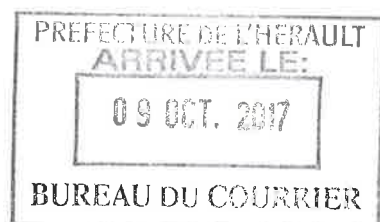
**Séance ordinaire du  
jeudi 28 septembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt huit septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme et Aménagement  
durable**



**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Titina DASILVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Mylène CHARDES, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Jacques DOMERGUE, Julie FRÊCHE, Gérard LANNELONGUE.

**ZAC OVALIE  
Demande d'agrément de candidature  
Tranche 7 - Lot n°23B  
"SNC MARIGNAN RESIDENCES"**

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003 de lancer une procédure de zone d'aménagement concerté (ZAC) pour la création du quartier Ovalie.

Le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie le 3 juin 2004 et le dossier de réalisation de la ZAC le 29 juillet 2004.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement à la Société d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Ce nouveau quartier, situé à proximité du quartier de Bagatelle et du complexe de rugby Yves du Manoir, s'étend sur une superficie d'environ 32 hectares.

Il est bordé par l'avenue de Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le Rieucoulon à l'ouest. Il a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la Ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier. Il offrira dans un cadre paysager de qualité environ 3000 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession abordable et libre) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics).

Fédérateurs d'échanges et de convivialité, deux espaces publics bordés de commerces et de services de proximité permettront d'assurer une animation du quartier.

Conformément à l'article 14 alinéa 2 de la convention publique d'aménagement signée le 1<sup>er</sup> septembre 2004 et à l'article 1.8 du cahier des charges de cession de terrain approuvé le 1<sup>er</sup> mars 2006, la SERM propose d'agréer la candidature de la société « SNC MARIGNAN RESIDENCES » pour le lot 23B de la tranche 7 de l'opération Ovalie.

**Maître d'ouvrage :** SNC MARIGNAN RESIDENCES  
770, rue Alfred NOBEL  
Parc du MILLENAIRE  
Immeuble le NOBEL  
34000 MONTPELLIER

**Localisation du projet :** Section PC n°3p, PC n°4p et PC n°191p

**Surface du lot :** 2.348 m<sup>2</sup> environ

**Nature du projet :** 62 logements collectifs en accession abordable

**SDP envisagée :** 3.699 m<sup>2</sup> en accession à la propriété abordable

**SDP maximale autorisée :** 3.800 m<sup>2</sup>

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'agréer la candidature de la société « SNC MARIGNAN RESIDENCES », en vue de la réalisation d'une opération immobilière d'environ 62 logements collectifs en accession abordable dans la ZAC Ovalie,

- d'autoriser Monsieur le Maire, ou l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 1 voix

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 SEP. 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
jeudi 28 septembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt huit septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme et Aménagement  
durable**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Samira SALOMON.

**Rénovation du Centre Commercial du Polygone  
Autorisations administratives à délivrer par la Ville de Montpellier  
en lien avec le permis de construire déposé**

Le centre commercial du Polygone, ouvert en 1975, constitue un des principaux moteurs économiques du centre-ville.

L'ensemble immobilier a fait l'objet en 1996 de travaux importants visant à la création par surélévation d'un troisième niveau de surface commerciale.

Depuis, le centre n'a fait l'objet que de travaux d'entretien et de rénovation courants.

Il accueille à ce jour 111 enseignes pour un peu plus de 45 400 m<sup>2</sup> de surface commerciale.

Outre son poids économique, l'intérêt de la Ville pour cet ensemble immobilier est également porté par son statut de copropriétaire au titre des 930 places de stationnement du parking souterrain (lots de copropriété 7014 et 7016), appartenant à la copropriété de l'ensemble immobilier Parkings et Centre Commercial du Polygone.

Au-delà de la Ville, la copropriété est constituée de six autres membres : la société Citynove - Grands Magasins des Galeries Lafayette, la société Polymair (murs de l'enseigne Monoprix), la société Redevco (murs de l'enseigne C&A), les sociétés SNC Polygone I et II (groupe SOCRI), la société SNC Société des Parkings du Polygone (groupe SOCRI).

Par nécessité de conforter cet outil, de le moderniser, mais également de procéder à sa mise aux normes (en particulier des parkings) exigée par la réglementation, la copropriété de l'ensemble immobilier a décidé lors de son assemblée générale du 22 juillet 2016 de lancer un programme complet de rénovation du centre commercial et des parkings.

Ce programme de rénovation, qui ne comprend aucune extension de surface commerciale, a principalement pour objet :

- de procéder à un rhabillage commercial intérieur complet du bâtiment ;
- d'améliorer le confort de la clientèle, principalement par le biais d'un apport en luminosité par la construction d'une verrière sur toute la longueur du mail central ;
- de reprendre les façades ;
- de réaménager l'ensemble des circulations horizontales et verticales, notamment par élargissement du mail central ;
- d'engager la mise aux normes des parkings souterrains.

La Ville est partie prenante du projet :

- en qualité de détenteur des lots 7014 et 7016 (47 % des parkings), qui correspondent à un peu plus de 10 % de détention de l'ensemble immobilier global ;
- en qualité de bénéficiaire de servitudes de passage public depuis la place Paul Bec-Echelles de la Ville, au travers du centre commercial du Polygone, jusqu'à l'allée Jules Milhau (dalle du Triangle).

La Ville participe financièrement à cette rénovation pour un montant de 1,217M € HT en sa qualité de copropriétaire et a pris une délibération sur cette affaire le 26 janvier 2017.

La maîtrise d'ouvrage a été déléguée par les copropriétaires à la société SOCRI Promotions qui a déposé la demande de permis de construire le 17 février 2017.

Le projet de rénovation impacte les domaines privé et public de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole situés sur le pourtour du centre commercial.

Selon les emprises concernées, des cessions, des conventions de servitudes ou des occupations temporaires du domaine public seront conclues avec le Syndicat des copropriétaires de l'ensemble immobilier Parkings et Centre Commercial du Polygone pour permettre la réalisation de l'opération et la délivrance du permis de construire.

Concernant la Ville, la réalisation de cette opération implique à ce jour trois types de régularisations foncières reprises dans le tableau ci-après :

Dénomination	Référence cadastrale	Contenance	Régularisations foncières
Entrée du Polygone (allée Jules Milhau)	HM 470 volume 2	301 m <sup>2</sup> environ	Transfert de domaine public de la Ville à Montpellier Méditerranée Métropole au titre de l'espace public
Escalier de secours du centre commercial	HK 191 HK 370p	56 m <sup>2</sup> environ	Cession au syndicat des copropriétaires du Polygone
Conduit d'aération dans la cour de l'ancien hôtel de ville	HK 464	14 m <sup>2</sup> environ	Passation d'une convention <i>propter rem</i> entre la Ville et le syndicat des copropriétaires du Polygone

- Concernant l'entrée du Polygone côté allée Jules Milhau, cadastrée HM 470 volume 2, il s'agit de procéder au transfert à titre gratuit de cet espace public à Montpellier Méditerranée Métropole au titre de sa compétence voirie/espace public en exécution des articles L.5217-2 et L.5217-5 du CGCT.

Ce transfert permettra à Montpellier Méditerranée Métropole de régler, conformément à ses compétences, les différents droits relatifs à cet espace et notamment ceux nécessaires au projet de rénovation du centre commercial.

- Concernant l'aménagement d'un escalier de secours complémentaire pour le centre commercial, les emprises à céder, impactant les parcelles HK 191 et 370 p pour environ 56 m<sup>2</sup> au total, concernent un espace délaissé et inaccessible depuis la voie publique, enclavé entre les deux façades arrière des immeubles du Polygone et des Echelles de la Ville.

L'ensemble des droits d'usage, accès éventuels depuis les deux immeubles ou leurs sous-sols et parkings seront bien entendu maintenus. Ces emprises ont été évaluées par la direction des services fiscaux à 50 €/m<sup>2</sup>.

Ce délaissé enclavé n'ayant aucune utilité pour la Ville, la commission consultative des cessions immobilières réunie le 7 septembre dernier a donné un avis favorable à sa cession de gré-à-gré au syndicat de copropriété du Polygone au prix fixé par les Domaines (50 €/m<sup>2</sup>), soit 2800 € nets vendeur environ, au prorata des surfaces exactes qui seront définitivement arrêtées par le géomètre-expert.

- Concernant enfin l'aménagement d'un conduit d'aération pour le centre commercial, ce dernier, nécessaire au projet de rénovation du centre commercial, est envisagé dans la cour de l'ancien hôtel de ville située près de la rue de la Spirale.

Cette cour constitue un espace également délaissé et non accessible depuis l'espace public, sinon par les sous-sols de l'ancienne mairie. Afin de ne pas préjuger de l'avenir de ce secteur, il est proposé de ne pas céder l'emprise au sol de 14 m<sup>2</sup> environ nécessaire à la mise en place du conduit d'aération, mais de proposer au syndicat des copropriétaires du Polygone de devenir titulaire d'une convention *propter rem*, convention d'occupation non onéreuse sans limite de durée et constitutive de droits réels.

Montpellier Méditerranée Métropole a été saisie pour les actes et conventions concernant ses propres compétences sur le domaine public affecté à la voirie et à l'espace public.

Le financement assuré par la Ville en sa qualité de copropriétaire et les cessions et autorisations conventionnelles qu'il vous est proposé de délivrer dans la présente délibération sont strictement nécessaires à la réalisation de l'opération de rénovation du Polygone, et à l'octroi du permis de construire afférent. Sans ces participations, l'opération n'est pas réalisable.

Aussi, le rôle de la Ville et l'ensemble de ces participations seront par suite reportés et rappelés dans une convention de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, SOCRI promotions et le syndicat des copropriétaires de l'ensemble immobilier du Polygone.



**En conséquence, il est proposé au conseil municipal :**

- de transférer à titre gratuit la propriété foncière la parcelle cadastrée HM 470 volume 2 au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre des transferts de compétence en matière de voirie-espace public ;
- de céder au syndicat des copropriétaires de l'ensemble immobilier Parkings et Centre Commercial du Polygone les parcelles cadastrées HK 191 et HK 370p au prix fixé par la direction des services fiscaux pour un prix de 50 €/m<sup>2</sup>, soit environ 2800 € nets vendeur au prorata des surfaces calculées par géomètre-expert ;
- de conclure une convention *propter rem* par acte notarié avec le syndicat des copropriétaires de l'ensemble immobilier Parkings et Centre Commercial du Polygone pour la parcelle cadastrée HK 464p, pour une emprise de 14 m<sup>2</sup> environ ;
- de désigner le notaire du syndicat des copropriétaires du Polygone, office notarial de M<sup>e</sup> Bonnary à Montpellier, en vue de procéder à la régularisation de tous les actes relatifs à cette affaire ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 29 SEP. 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avis des domaines hk191 et 370

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du  
jeudi 28 septembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le vingt huit septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Relations aux publics et  
Affaires militaires

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Samira SALOMON.

## **Avis du Conseil Municipal dans le cadre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement Enregistrement de l'entreprise BATIR**

Par arrêté n° 2017-I-887 en date du 11 juillet 2017, Monsieur le Préfet de l'Hérault a ordonné l'ouverture d'une procédure de consultation du public, qui se déroulera du lundi 04 septembre 2017 au vendredi 29 septembre 2017 inclus, jusqu'à 17h30, à l'égard de la demande formulée par Monsieur Jean-Marc BOYER, Directeur de la société BATIR dont le siège social est situé 339 chemin du mas Soulas - 34380 VIOLS-LE-FORT.

Elle vise à obtenir l'enregistrement d'une installation de broyage et de concassage, et d'une station de transit de matériaux situées sur la commune de MONTPELLIER, 3 024 avenue Albert Einstein, au lieu-dit « Le Grand Grès ».

Les communes de Montpellier, Mauguio et Saint-Aunès, comprises dans un rayon de 1 km autour de l'installation, sont appelées à donner leur avis sur la présente demande d'enregistrement.

Ces installations sont soumises à enregistrement et relèvent du titre 1er du livre V du Code de l'Environnement, notamment les articles R.512-46-11 à R.512-46-15, sous les rubriques 2717-2 et 2515-1b de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Deux activités exercées sur ce site sont soumises à enregistrement et sont classées sous les rubriques suivantes :

- 2717-2 : concernant une station de transit de produits minéraux non dangereux inertes, la superficie de l'aire de transit étant supérieure à 10 000 m<sup>2</sup> mais inférieure à 30 000 m<sup>2</sup>.

Sur le site, la superficie est de 17 917 m<sup>2</sup> :

- 2515-1b : concernant une installation de broyage, concassage, criblage de matériaux inertes.

La puissance installée des installations étant supérieure à 200 KW, mais inférieure ou égale à 550 KW.

Il est prévu sur le site l'utilisation d'un groupe mobile de concassage criblage d'une puissance installée totale de 351,5 KW.

La société BATIR exploite sur ce site, depuis juin 2009, une station de transit et de recyclage de matériaux inertes qui a fait initialement l'objet d'un récépissé de déclaration n°09-081 en date du 06 juillet 2009.

Devant, d'une part, l'évolution réglementaire de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, ne portant plus sur la capacité de stockage mais sur la superficie de l'aire de transit, qui est sur le site de 17 917 m<sup>2</sup>, et d'autre part, face à l'augmentation des quantités de matériaux inertes à traiter qui nécessitent l'utilisation d'un groupe mobile de concassage-criblage d'une puissance installée supérieure à celle de 2009, ces activités relèvent, ce jour, du régime de l'enregistrement et font l'objet du présent dossier.

La présente demande porte ainsi d'une part, sur l'activité d'une station de transit et d'autre part, sur une activité de recyclage des matériaux et des installations de traitement

**Après étude du dossier technique, il est proposé au Conseil Municipal d'émettre un avis favorable concernant ce projet sous réserve que :**

- L'exploitant se conforme au certificat d'urbanisme en date du 22 mai 2017, qui autorise la réalisation d'une opération à titre précaire application des dispositions des articles L et R 433-1 et suivants du Code de l'Urbanisme au regard des observations et prescriptions particulières suivantes : au vu du descriptif de l'activité qui ne pourra être qu'à durée précaire compte tenu de la révision du SCOT et nécessitera un transfert de l'activité non compatible avec les nouvelles dispositions de ce dernier, et au vu du caractère mobile facilement démontable des installations nécessaires à l'exercice de cette activité provisoire ;

- Une nouvelle campagne de mesures acoustiques soit réalisée, comme prévu par le projet, pendant une opération de criblage-concassage du nouveau groupe mobile.
- Une campagne de mesure des retombées de poussières soit réalisée, comme prévu par le projet.
- L'aire étanche soit aménagée pour le plein de la pelle et du chargeur, comme prévu par le projet.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 29 SEP. 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
jeudi 28 septembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt huit septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Ecologie urbaine**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Titina DASILVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE.

**Contrat d'exposition entre l'Agence Muséo et la Ville de Montpellier**  
**Exposition Francis HALLE**  
**Trente ans d'explorations des canopées forestières tropicales**

Dans le cadre d'un partenariat, la Ville de Montpellier souhaite organiser une exposition mettant à l'honneur Francis HALLE, botaniste français-intitulée « *30 ans d'explorations des canopées forestières tropicales* ».

Cette exposition se déroulera du 14 octobre 2017 au 31 janvier 2018.

Il s'agit d'une exposition autobiographique de photographies sur des bâches qui relatent 30 ans d'explorations des canopées forestières tropicales. Le but est de faire découvrir au public la manière dont il a pu observer et décrire de nombreuses espèces animales et végétales qui ne pouvaient être observées depuis le sol à l'aide d'un « radeau », structure de forme hexagonale et déposée au-dessus des arbres grâce à un dirigeable.

Ces expéditions ont donc permis de décrire de nombreuses espèces jusqu'alors inconnues et de prendre conscience de l'importance de la canopée dans la biodiversité.

A ce titre, l'Agence Muséo, société d'édition, titulaire des droits d'auteur, fournit gratuitement à la Ville les fichiers nécessaires à l'organisation de cette exposition ; celle-ci s'engageant à promouvoir l'exposition.

L'Agence Muséo propose de céder temporairement les droits de représentation publique d'exposition, de reproduction et de communication publique au profit de la Ville de Montpellier afin d'organiser cette exposition. Elle autorise également la Ville de Montpellier à présenter publiquement le contenu des fichiers dans le cadre de la présente exposition.

Ces dispositions et l'ensemble des engagements réciproques des parties sont décrites dans un contrat d'exposition annexé à la présente délibération.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver le contrat d'exposition avec l'Agence Muséo tel que joint en annexe ;
- D'autoriser la signature du dit contrat ainsi que de tout document relatif à cette affaire par Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 29 SEP. 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Contrat d'exposition Agence MUSEO

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
jeudi 28 septembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt huit septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Ecologie urbaine**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Titina DASILVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Jérémie MALEK.

**Espaces boisés classés du plan local d'urbanisme  
Autorisation de coupe ou d'abattage d'arbre  
relevant de la propriété publique ou privée de la Ville**

Si l'arbre urbain remplit des fonctions écologiques essentielles, il reste un être vivant pouvant subir des affections nécessitant coupe ou abattage.

La qualité d'ensemble de nombreux espaces verts de la Ville a conduit à en assurer la protection dans le cadre du plan local d'urbanisme au titre des espaces boisés classés, tels que définis par l'article L.113-1 du code de l'urbanisme.

Conformément aux dispositions de l'article L.424-1 du code de l'urbanisme, les coupes et abattages d'arbres situés dans un espace boisé sont soumis à autorisation préalable.

Dans les propriétés de la Ville, et en particulier dans les parcs et jardins, ces coupes ou abattages sont parfois nécessaires pour préserver la sécurité des usagers et lutter, selon les espèces végétales, contre certaines maladies comme le chancre coloré, le charançon rouge, le papillon du palmier...

Dans ce contexte, les services municipaux en charge de la gestion et de l'entretien du patrimoine arboré de la Ville doivent pouvoir procéder à ces interventions en espaces boisés classés sur l'ensemble du territoire communal, et ce, dès que nécessaire.



A ces fins, et conformément aux dispositions des articles L.2122-21 et L.2122-22 du code général des collectivités territoriales, le Conseil municipal doit autoriser Monsieur le Maire à déposer les autorisations préalables requises.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à déposer toutes demandes de déclaration préalable à la coupe ou l'abattage d'arbre situé en espace boisé classé du plan local d'urbanisme et relevant de la propriété publique ou privée de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 8 voix

Ne prennent pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 29 SEP. 2017**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
jeudi 28 septembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt huit septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Hors Délégation**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Titina DASILVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE.

**Election d'un nouveau membre de la Commission municipale n°1 "Finances"**

Le Conseil municipal forme, à l'occasion de son installation, des commissions municipales destinées à faciliter le fonctionnement de la gestion de la ville et le débat démocratique.

Elles sont au nombre de deux : « Finances » et « Affaires générales » et comprennent 11 membres dont le Maire, président de droit. Elles apportent un avis consultatif sur les affaires qui lui sont présentées, préalablement à leur soumission au vote du Conseil municipal.

Par délibération en date du 24 avril 2014, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a désigné les membres de la Commission municipale n°1 « Finances ».

Suite à la démission de Madame France JAMET du Conseil municipal de Montpellier, membre de la Commission Finances, il convient de procéder à l'élection d'un nouveau membre afin de la remplacer au sein de cette instance.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De désigner un nouveau membre de la Commission municipale n°1 « Finances ».

Monsieur le Maire propose la candidature de Michèle DRAY-FITOUSSI.

Audrey LLEDO, Clare HART et Anne BRISSAUD proposent également leur candidature.

Suite à un vote à bulletin secret, les votes se décomposent de la façon suivante :

- Michèle DRAY-FITOUSSI : 47 voix
- Audrey LLEDO : 1 voix
- Clare HART : 9 voix
- Anne BRISSAUD : 3 voix
- Blanc : 1 voix
- Nul : 1 voix

**A été élue :**

- Michèle DRAY-FITOUSSI

La Commission n°1 « Finances » est désormais composée des membres suivants :

Gérard LANNELONGUE  
Patrick RIVAS  
Séverine SCUDIER  
Henri MAILLET  
Vincent HALUSKA  
Nicole LIZA  
Dominique MARTIN-PRIVAT  
Luc ALBERNHE  
Michèle DRAY-FITOUSSI  
Hervé MARTIN

À l'issue d'un vote à bulletin secret, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 47 voix

Contre : 13 voix

Abstention : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 29 septembre 2017**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
jeudi 28 septembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt huit septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Hors Délégation**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOSSI, Titina DASILVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DÉMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Sabria BOUALLAGA, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Gérard LANNELONGUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

**Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges  
Désignation d'un représentant de la Ville**

L'article 836 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 a organisé la procédure d'évaluation des transferts de charges entre les communes et les EPCI à fiscalité propre. Cette procédure est codifiée au Code Général des Impôts (article 1609 nonies CIV).

La loi dispose qu'il est créé entre les communes et l'établissement public de coopération intercommunal une commission locale chargée d'évaluer les transferts de charges. Ce dispositif a pour objectif de permettre un juste calcul des attributions de compensation.

Les membres de cette commission doivent être désignés par les Conseils municipaux en leur sein. Un conseiller municipal siégeant au Conseil de Métropole peut également être membre de cette commission.

Le nombre de délégués par Conseil municipal au sein de la commission est égal au nombre de sièges que possède la commune au Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole.

La Ville de Montpellier dispose donc de 46 représentants titulaires et 19 suppléants.

La délibération 2014/436 du 2 octobre 2014 modifiée a désigné les membres de cette instance.

Suite à la démission de Madame France JAMET, membre de la CLETC, du Conseil municipal, il convient de procéder à l'élection d'un nouveau membre titulaire afin de la remplacer au sein de cette instance.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De désigner un nouveau membre titulaire de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**A été élu :**

**- Robert BEAUFILS**

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 45 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 9 voix

Ne prennent pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 29 SEP. 2017**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
jeudi 28 septembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt huit septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Démocratie participative et  
Maisons pour tous**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÉCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Titina DASILVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Mylène CHARDES, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE, Séverine SCUDIER.

**Mise à disposition à titre gratuit de salles dans les Maisons pour tous**

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Le Conseil Municipal du 29 Septembre 2015 a validé le projet des Maisons pour tous qui implique aussi l'occupation du domaine public des salles dans les Maisons pour tous par ces associations.

Il est demandé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous et à la vie du quartier.

Pour cette saison 2017/2018, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 110 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 44140 €

Les associations concernées sont :

**MPT CAILLENS** : Les compagnons de Simon 320€, Axe sport et culture 165€, Apaj 165€, Mozaiques 110€, Porto libre 165€, MMM tkd 140€, Sonikete flamenco 165€

**MPT CAMUS** : Auxiliaire des aveugles 165€, France Parkinson 300€

**MPT COLUCCI** : Comité départemental des associations familiales laïques de l'Hérault 165€, Collectif Yves du Manoir 350€, Croix rouge de Montpellier 300€, Devenet 300€, De fil en aiguille 165€, Epe 34 410€, La leche league allaitement 245€, MMM tkd 1950€

**MPT CHOPIN** : Mom'art factory 140€, Atout théâtre 165€, Coup de théâtre 165€

**MPT CURIE** : Centre de recherche et de l'enseignement de l'Histoire de l'Art moderne 245€, Riroli 165€, Le clos de la fontaine 455€, Metiss'art 245€, Arts Shanshui 110€, Eiki 165€, Les mains enchantées 165€, Etats d'M 220€, R'danse 165€, Odette Louise 110€

**MPT GUILLERME** : Avec 655€, Mas des Moulins Baby car 635€, Chru 165€, Comité de quartier St Clement 220€, No tag street culture 455€, Les uns de si de la 220€, En clap 'arté 245€, La clef du sol 110€, Context'art 110€, Kinissi 2 110€, Gyzendans 245€, Pour une éducation à la joie 110€, Popcorn Compagnie 245€

**MPT LAGRANGE** : Allons enfants 455€, Attitude 455€, Axe sport et culture 300€, Bosphore 455€, Carré menthe 110€, Chorale le chœur des balladins 270€, Codep gv 34 220€, Compagnie Ohé 245€, Cook doodle do 430€, Dream santé 245€, Flamenco puro 455€, Léve toi et danse 455€, Lez'arts mêlés 535€, Les restos du cœur 455€, Je pars à zarts 245€, Les sentiers de l'écriture 165€, Unisson 245€, Zadigozinc 1255€

**MPT PAGNOL** : Atout tarot 220€, Bge Montpellier 165€, CPNCM 165€, Croix rouge de Montpellier 245€, Tiens bon la barre 165€, Synergie des mémoires humaines 490€, C.R.I.E.R 165€, Pour toutes 245€

**MPT RICOME** : Apaj 300€, La croix rouge de Montpellier 570€, Somis 695€, Bge Montpellier 245€, Saudade 165€, Via Voltaire 245€

**MPT SARRAZIN** : Cie Maritime 455€, La palette de Nyna 245€, La voix de soi 245€, Ateneo popular Andalou 455€, Axe sport et culture 165€, Azziadé ou les nouvelles orientales 110€, Centre des arts du cirque Balthazar 245€, Les ateliers bien-être Montpellier 245€, Via Voltaire 165€, Bge Montpellier 165€, Strata'j'm 245€, Apaj 165€, ATG 165€, Le croix rouge de Montpellier 350€, Lâche les mots 165€, BCA 190€, Devenet 455€, La loba 245€, C.R.I.E.R 300€, Jouons en ludothèque 300€



**MPT VIAN** : Théâvida 165€, Jasmin d'Orient 350€

**MPT VILLON** : 100% lady's 245€, Abraxas dance compagny 465€, Mas du Moulins 455€, Bge Montpellier 245€, Conseil départemental de l'accès aux droits 245€, Centre d'information des droits de la femme et de la famille 245€, CLCV 245€, Club de la panthère 300€, La compagnie des Cast 165€, Comider 950€, Comité de quartier St Clément 245€, Devenet 245€, Essor 4135€, Good news gospel 430€, Initatives plurielles 300€, Kamala 300€, La détente 245€, La maison du judo 270€, MLJAM 495€, Montpellier Mambo danse compagny 110€, Montpellier scrabble 910€, Petits débrouillards 300€, Question pour un champion 535€, Raiponce 1940€, Somis 495€, Ufolep 300€

**MPT VOLTAIRE** : Outremangeurs anonymes 140€, Rando loisirs 140€, C.A.C du quartier St François 270€, Surdi 34 245€, Baobab 245€

La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 31 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 12645€

Les associations concernées sont :

**MPT CAMUS** : EHPAD Jean Peridier 110€, Comité de quartier Tastavin 110€, COFESC 440€, AVF 220€

**MPT CHAMSON** : Comité Miss Curvy France 110€, Comité de quartier Rocambole Ouest 110€

**MPT MERCOURI** : Chœur d'ô 110€, Euro Grèce 220€

**MPT CHOPIN** : Amap Beaux-arts La Triballe 220€, Pepi Morena 440€, Atout Théâtre 1100€, Cie Imagine 550€, Epilepsie de France 550€, Leche league 550€, Collecteurs 550€, Loum'art 1100€, Rire 550€, Zazouira 1100€

**MPT LAGRANGE** : Secours Populaire 275€, Zadig Productions 660€, CPAM 55€, Maisons du Tiers Monde et de la solidarité Internationale 220€, Dystingue moi 275€

**MPT VILLON** : APS 34 600€, Comité de quartier St Clément 110€, Essor savoirs et partages 330€, Face Hérault fondation agir contre l'exclusion 110€, Football Club Petit Bard 110€, Secours populaire Français 220€

**MPT VOLTAIRE** : Jumeaux et plus 880€, CAC St François 220€, Comité de quartier Pasquier Don Bosco 440€.

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 17 décembre 2015

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- D'approuver la mise à disposition de locaux à titre gratuit, ponctuelle ou annuelle, aux associations listées ci-dessus ;
- D'approuver la signature des conventions avec ces associations selon le cadre défini dans le projet d'orientation des Maisons pour tous approuvé lors du Conseil municipal du 29 septembre 2015 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 1 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 29 SEP. 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Tableau annuel
- Tableau ponctuel

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
jeudi 28 septembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt huit septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Réussite éducative**

**Présents :**

Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Titina DASILVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

**Absents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARE.

## **Projet Educatif de Territoire - Convention 2017/2018**

La Ville de Montpellier décline, dans le Projet Educatif de Territoire (PEDT), sa politique éducative en faveur des enfants scolarisés dans ses écoles maternelles et élémentaires publiques. Ce document formalise la démarche mise en œuvre par la Ville de Montpellier pour l'organisation des différents temps de l'enfant et notamment les temps liés à la réforme des rythmes éducatifs mis en place à la rentrée scolaire 2014.

Le Projet Educatif de Territoire (PEDT) a été transmis au Préfet, à la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale (DSDEN) et à la CAF de l'Hérault conformément à la délibération n° 2014/325 – du Conseil municipal du 24 juillet 2014. Il a été contractualisé pour la période de septembre 2014 à septembre 2017 et arrive donc à terme.

Il a été convenu avec les partenaires institutionnels de prolonger le PEDT actuel d'une année afin de prendre en compte les nouvelles orientations gouvernementales dans une expérimentation de nouveaux rythmes scolaires sur 6 écoles de la Ville de Montpellier.

Il convient donc de signer avec le Préfet, la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale (DSDEN) et la CAF de l'Hérault, une nouvelle convention d'une durée d'un an couvrant l'année scolaire 2017/2018 sur la base du Projet Educatif de Territoire (PEDT) existant.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer la convention relative au Projet Educatif de Territoire (PEdT) et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 29 SEP. 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention PEdT

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
jeudi 28 septembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt huit septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Réussite éducative**

**Présents :**

Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clère HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

**Absents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE.

## **Evolution des postes d'enseignants dans les écoles publiques à la rentrée 2017**

Monsieur le Directeur Académique des services de l'éducation nationale Directeur des services départementaux de l'éducation nationale de l'Hérault informe la ville que compte-tenu des effectifs scolaires et après avis du Comité Technique Spécial Départemental (C.T.S.D) et consultation du Conseil Départemental de l'Education Nationale (C.D.E.N) réunis le 3 mars et le 7 juillet 2017, il a été arrêté les mesures relatives aux ouvertures et fermetures de classes.

Monsieur le Directeur Académique des services de l'Education Nationale demande au Conseil municipal de se prononcer sur les ouvertures et fermetures suivantes et de prévoir en conséquence toutes les dispositions nécessaires pour assurer, avec le personnel adapté, l'accueil des élèves.

### **LES OUVERTURES DE CLASSES :**

**- 2 Ouvertures de postes en maternelle :**

Ecole maternelle Geneviève BON : Ouverture du 10<sup>ème</sup> poste.

Ecole primaire Olympe DE GOUGES : Ouverture du 7<sup>ème</sup> poste maternelle

**- 5 Ouvertures de postes en élémentaire :**

Ecole élémentaire ROOSEVELT : ouverture du 11<sup>ème</sup> poste.

Ecole primaire Ludwig VAN BEETHOVEN : ouverture du 9<sup>ème</sup> et 10<sup>ème</sup> poste élémentaire

Ecole primaire André MALRAUX : ouverture du 9<sup>ème</sup> poste élémentaire.

Ecole élémentaire Jean JAURES : ouverture du 6<sup>ème</sup> poste.

**LES FERMETURES DE CLASSES :**

**- 1 Fermeture en élémentaire :**

Ecole élémentaire Jules FERRY : Fermeture du 8<sup>ème</sup> poste élémentaire.

Au titre du personnel dédié aux écoles, la ville prévoit la création de postes d'ATSEM (Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles) en fonction des ouvertures de classes en école maternelle ainsi que la création de postes d'agent technique permanent et d'animateur en fonction des ouvertures de classes en école élémentaire.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'émettre un avis favorable aux ouvertures de classes proposées,
- D'émettre un avis défavorable à la fermeture de classe proposée,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 29 SEP. 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 28 septembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt huit septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Réussite éducative

#### Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

#### Absents :

Lorraine ACQUIER, Robert BEAUFILS, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE.

## Attributions de subventions - Temps d'activités périscolaires 2017-2018- Ajustements

Par délibérations du 18 Mai, du 22 Juin et du 20 juillet 2017, le Conseil municipal a voté l'attribution de subventions pour 156 projets associatifs visant à l'organisation d'activités périscolaires.

Il convient maintenant de réaliser des ajustements pour répondre au plus près aux besoins des écoles et pour s'adapter à la capacité des associations à mettre effectivement en place les projets prévus.

De plus, il est proposé d'organiser, pendant les temps périscolaires, un projet spécifique d'initiation aux premiers secours, en partenariat avec la Direction Départementale de la Cohésion Sociale.

### 1/ Annulations de subventions :

Les associations CPCV Sud Est et l'Abeille en jeux ont informé la collectivité qu'ils seraient dans l'impossibilité d'assurer l'organisation d'activités périscolaires. Il convient donc d'annuler les projets suivants :

Code	Nom de l'association	Nom du projet	Montant
2049	CPCV Sud Est	Fêtes d'ici et d'ailleurs	4 300
2049	CPCV Sud Est	Comédie musicale et découverte de l'anglais	4 300
2049	CPCV Sud Est	Jeux du monde et traditionnels	4 300
2049	CPCV Sud Est	Médialab	4 300
2049	CPCV Sud Est	Et toi t'écoutes quoi ?	4 300
2049	CPCV Sud Est	Nouveaux jeu sportifs	4 300
2049	CPCV Sud Est	Nos amis les bêtes	4 300
2049	CPCV Sud Est	Nature et copains	4 300
2049	CPCV Sud Est	Vis ma ville	4 300
2049	CPCV Sud Est	Sur les ondes	4 300
2049	CPCV Sud Est	Jeux de société	4 300
2049	CPCV Sud Est	jeux de construction	4 300
2049	CPCV Sud Est	Il était une fois	4 300
2049	CPCV Sud Est	Jeux coopératifs	4 300
2049	CPCV Sud Est	citoyen de demain, tous semblables, tous différents	4 300
6350	L'abeille en jeu	Découverte des abeilles pollinisatrices	3 000
	<b>Total</b>		<b>67 500</b>

## 2/ Attributions de subventions :

Afin de compenser les projets qui ne seront pas réalisés et de répondre aux besoins des écoles, il est proposé l'attribution de nouvelles subventions comme suit :

Code	Nom de l'association	Nom du projet	Montant
3178	Association Diffusion et Information sur la Technique Alexander ADITA	Eveil corporel	3150
2139	ASPTT	Temps périscolaires	15000
5911	Association Fabrique de l'Autonomie et de la Responsabilité Citoyenne F.A.R.C.	Vivre ensemble	8750
5898	La Petite Fabrique	Créativité et arts plastiques	5000
5803	Entrée de secours	La sécurité à table pendant que c'est show	7300
1813	Axe sport Art et culture	Multi danses	6900
1813	Axe sport Art et culture	Anglais	6900



6150	M(art)mot	Histoire de l'art et création	7500
	<b>Total</b>		<b>60500</b>

Le subventionnement de ces 8 projets permettra de remplacer les 1116 séances d'activités périscolaires correspondant aux 16 projets annulés. Au total, en tenant compte des projets précédemment adoptés, 312 séances d'activités périscolaires associatives seront organisées chaque jour, dans les 123 écoles de la ville, pendant l'année scolaire 2017-2018.

### **3/ Projet spécifique d'initiation aux premiers secours**

La Direction Départementale de la Cohésion Sociale propose de mettre en place un projet spécifique de formation de base aux premiers secours (Prévention et Secours Civiques de niveau 1 PSC1), à la place des actions qu'elle menait précédemment dans le cadre de l'Accompagnement Educatif et qui ne seront pas renouvelées.

A ce titre, une association, mandatée et financée par la DDSCS, interviendra de 16h à 17h30 dans des écoles élémentaires situées en Quartier Politique de la Ville, et prendra en charge des groupes de 10 enfants de CM2.

En lien avec les axes éducatifs de son Projet Éducatif de Territoire (PEDT), la Ville s'engage à accepter l'intervention de l'association et à piloter les modalités de son intervention sur site.

Afin de fixer les engagements respectifs de la Ville et de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale, il a été convenu de signer une convention de partenariat pour une durée d'une année scolaire.

### **4/ Prolongation de la durée d'application des conventions de l'année scolaire 2016-2017**

Conformément aux conventions, les associations qui ont reçu des subventions pour réaliser des projets en temps périscolaires pendant l'année scolaire 2016-2017 présentent le bilan de leur action, pièce nécessaire pour percevoir le solde de 30% du financement prévu après la fin de l'action.

Or, il apparaît que certains projets n'ont pas pu être finalisés dans les temps en raison de l'annulation de quelques séances d'activités pour des raisons fortuites (intempéries, grèves, intervenant malade...).

Il convient donc de prévoir la prorogation de la durée d'application de la convention, jusqu'au 31 décembre 2017, pour permettre la réalisation des séances manquantes.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions ;
- De prélever les sommes nécessaires au premier versement sur les crédits inscrits au budget 2017 sur la ligne 24419 nature 6574 chapitre 922 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer la convention de partenariat avec la Direction Départementale de la Cohésion Sociale relative au projet d'initiation aux premiers secours dans des écoles de la Ville;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 SEP. 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de partenariat DDCCS

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
jeudi 28 septembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt huit septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Jeunesse et Sports**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTÉ, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Titina DASILVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE.

**Partenariat sportif Ville de Montpellier - Associations  
Reconduction de l'Appel à Projets pour l'année 2018**

Les activités physiques constituent un élément important de l'éducation, de la santé et de l'intégration à la vie sociale.

Ainsi, la Ville de Montpellier, dans le cadre d'un partenariat avec les associations sportives du territoire, propose des activités en faveur du Sport pour Tous, permettant à chacun quel que soit son âge, de pratiquer une activité variée, de qualité et près de chez lui.

En 2017, ce dispositif a concerné 78 associations réparties sur 60 activités différentes. Plus de 3000 enfants bénéficient d'activités sportives lors des vacances scolaires de février, Pâques et Toussaint.

Des activités familles au printemps ou encore des stages estivaux complètent le dispositif.

Pour l'exercice 2018, il est proposé la reconduction de l'appel à projet spécifique relatif à ce dispositif. Celui-ci sera ouvert aux associations à but non lucratif qui concourent à un intérêt général local.

Celles-ci pourront présenter un projet s'inscrivant dans un cadre général défini autour d'animations sportives pendant les vacances scolaires, d'activités de découverte sans objectif de performance, de promotion de la mixité des publics ciblés et de diversité des activités proposées.

Dans ce cadre, les associations pourront présenter des réponses adaptées en définissant librement le contenu.

Les activités resteront gratuites et seront réservées aux montpelliérains titulaires de la carte Montpellier Sports.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la reconduction de l'appel à projet relatif au partenariat sportif pour l'année 2018 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 61 voix


Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 29 SEP. 2017**

**Liste des annexes transmises en Préfecture :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
jeudi 28 septembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt huit septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Jeunesse et Sports**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE.

**Convention cadre Ville de Montpellier/Montpellier Méditerranée  
Métropole/Montpellier Métropole ASPTT  
Autorisation de signature**

Dans le cadre de sa politique sportive, la Ville de Montpellier entretient depuis de nombreuses années des relations étroites avec les associations, acteurs incontournables de l'action publique dans les quartiers. Soucieuse de réaffirmer cet engagement, de nombreuses actions sont mises en œuvre afin de « valoriser, clarifier et sécuriser » ces relations dans le but de les inscrire dans un partenariat constructif et durable.

A ce titre, afin de poursuivre le partenariat déjà institutionnalisé avec Montpellier Métropole Méditerranée, la Ville souhaite à la demande de l'association, confirmer le principe des engagements respectifs de la Ville de Montpellier, de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'association Montpellier Métropole ASPTT.

Montpellier Méditerranée ASPTT, est une association omnisports qui concourt à la satisfaction d'un objectif d'intérêt général et local, et qui intervient dans de nombreuses disciplines.

La présente convention cadre vise également à approfondir les liens contractuels entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et le club qui mèneront ensemble des actions à caractère sportif, éducatif et social.

Les éléments principaux du projet de fonctionnement dans la convention ci-jointe sont les suivants :

- pour Montpellier Métropole ASPTT, des objectifs de développement de l'école de sport, la promotion de l'égalité femmes/hommes, l'encouragement du sport santé, le soutien au sport solidarité et la continuité de sa participation dans le partenariat Montpellier Sports ;
- pour la Ville de Montpellier, la mise à disposition de créneaux dans les installations sportives à titre gratuit, de locaux associatifs et des complexes de tennis sous le couvert d'une redevance définie annuellement, et une participation financière sous la forme de subventions.
- pour Montpellier Méditerranée Métropole, la mise à disposition de créneaux dans les installations nautiques selon le tarif en vigueur, et une participation financière sous la forme de subventions avec contrat d'objectifs.

La convention cadre prévoit que les redevances liées à l'occupation temporaire du domaine public, ainsi que les subventions de fonctionnement ou de projets, seront signées dans le cadre d'une convention annuelle, à l'identique de celles proposées aux autres associations de la Ville.

Les participations financières évoquées dans la convention cadre seront versées à l'association sous forme de subvention, sous réserve de l'autorisation annuelle de cette subvention soumise à l'approbation du Conseil municipal, et de la production des pièces administratives et financières demandées dans la convention annuelle d'attribution.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver la convention cadre susvisée, établie entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et Montpellier Métropole ASPTT jusqu'au 31 décembre 2020 ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 29 SEP. 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention cadre ASPTT 2017-2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
jeudi 28 septembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt huit septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Jeunesse et Sports**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUSS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE.

**Mise à disposition d'installations sportives et local associatif  
Autorisation de signer l'avenant n°1 à la convention d'occupation du domaine  
public  
Complexe tennis de Grammont**

La Ville de Montpellier souhaite dans le cadre de sa politique sportive de proximité, aménager de nouveaux équipements.

Ainsi, afin de répondre à une demande très forte de promotion et de développement de l'activité de « Padel », la Ville de Montpellier a construit deux terrains dédiés à cette activité dans le complexe de tennis de Grammont

Ce complexe est mis à disposition du Montpellier Méditerranée ASPTT, dans le cadre d'une convention d'occupation temporaire du domaine public du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2017, en contrepartie d'une redevance fixée annuellement.

Montpellier Métropole ASPTT souhaitant assurer la gestion et l'entretien de ces nouveaux terrains, il est nécessaire d'établir un avenant à la convention initiale, afin d'intégrer ces deux nouveaux équipements et fixer les conditions de mise à disposition.

En conséquence, Montpellier Métropole ASPTT devra comme pour les terrains de tennis assurer l'entretien des « Padel » en respectant les consignes et plans d'entretien établis par le fabricant et mettre à disposition



de la Ville de Montpellier des créneaux pour Montpellier Sport, soit :

- 2 terrains les lundis de 14 h à 16 h et mardis de 9 h 30 à 11 h 30 sur l'année scolaire.

Enfin, la Ville se réserve la possibilité d'organiser des manifestations exceptionnelles.

Le montant de la redevance annuelle 2017 reste inchangé :

ASSOCIATION	ADRESSE LOCAUX	Valeur Locative	Loyer Minoré	Aide annuelle en nature	Charges 2017	Redevance 2017
ASPTT Montpellier Tennis Grammont	Avenue Albert-Einstein 34000 Montpellier	3 240 €	35 €	3 205 €	3 262 €	3 297 €
<b>TOTAL</b>		3 240 €	35 €	3 205 €	3 262 €	3 297 €

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver l'avenant à la convention d'occupation du domaine public de la Ville avec Montpellier Métropole ASPTT fixant les conditions de mise à disposition ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer les conventions afférentes.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 29 SEP. 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant n°1 ASPTT -2017

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
jeudi 28 septembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt huit septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Relations aux publics et  
Affaires militaires**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémié MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Mylène CHARDES, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE.

**Recensement de la Population 2018  
Création de postes d'Agents Recenseurs  
et rémunération de ces postes**

Le recensement permet non seulement de produire de nombreuses informations sociologiques et statistiques sur la population et les logements et ainsi de mieux comprendre l'évolution de notre commune, mais également de fixer le chiffre légal de population à partir duquel sont calculées, entre autres, les dotations allouées à la commune par l'Etat.

Le nouveau chiffre légal de population au 1<sup>er</sup> janvier 2014, publié le 1<sup>er</sup> janvier 2017, est de 279 845 habitants. Dorénavant, la population légale de la Ville est calculée et connue chaque année.

L'enquête de recensement est préparée et réalisée par la Ville en partenariat avec l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) qui organise et contrôle la collecte.

Les opérations de collecte annuelle des données de recensement débiteront le jeudi 18 janvier 2018 et se termineront courant mars 2018, au retour définitif des informations collectées auprès de l'INSEE.

Le nombre de logements à recenser en 2018 étant estimé à environ 13 000, il est prévu de créer au tableau des effectifs 60 postes d'agents recenseurs.

Les éléments constituant la rémunération des agents recenseurs sont les suivants :

1-La rémunération de la formation dans les termes de la délibération du 22/11/04 :

Ce n'est qu'à l'issue de la formation de deux demi-journées que les agents recenseurs pourront prétendre exercer les fonctions d'agent de recensement et être désignés en cette qualité par arrêté municipal. Il est proposé de rémunérer la formation sur la base d'un forfait de 30 €.

2- La rémunération de la tournée de reconnaissance dans les termes de la délibération du 22/11/04 :

Cette tournée consiste à repérer, confirmer ou rectifier le nombre de logements à chaque adresse à recenser. Compte tenu de l'importance de ce travail de repérage des logements durant une semaine, il est proposé de rémunérer la tournée de reconnaissance au tarif de 40 €.

3- La rémunération de la collecte :

- Le tarif de base dans les termes de la délibération du 27/11/03, soit:

- Tarif de la Feuille de Logement : 0,48 €
- Tarif du Bulletin Individuel : 0,80 €

- La prime de résultat :

En ce qui concerne la prime de résultat ajoutée à ces deux éléments de base, il apparaît nécessaire, dans la mesure où la progression des montants unitaires fixés par l'article 30 du décret n° 2003-485 du 5 juin 2003 pour chaque habitant et chaque logement est connue pour le recensement 2018, de s'aligner sur cette évolution et en conséquence d'appliquer une augmentation de 0,01 € par feuille de logement et par bulletin individuel, soit :

- Feuille de Logement : 0,74 €, contre 0,73 € l'année précédente
- Bulletin Individuel : 1,00 €, contre 0,99 € l'année précédente

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de décider de la création au tableau des effectifs du personnel communal de 60 postes d'agents recenseurs pour la période correspondant aux opérations de recensement ;
- d'approuver les éléments constitutifs de la rémunération sus-visée ;
- de dire que les crédits correspondant à ces charges sont prévus au budget du personnel de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 29 SEP. 2017**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
jeudi 28 septembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt huit septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Cadre de vie**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE.

## **Dénomination du parvis de la nouvelle Faculté de Médecine**

Le site Arnaud de Villeneuve, quartier Hôpitaux Facultés, accueille aujourd'hui l'Unité Pédagogique Médicale (UPM) et l'Institut Universitaire de Recherche Clinique (IURC). Complété par la nouvelle faculté de médecine qui lui donne toute sa composition, ce site constitue une véritable centralité urbaine. L'un des enjeux majeurs de ce projet est de créer un grand espace public attractif sous la forme d'un parvis constituant l'entrée principale de la nouvelle université.

La Ville de Montpellier et l'agence d'architecture Garcia-Diaz ont réalisé un projet en demi-lune faisant la jonction entre le pôle multimodal d'Occitanie (Tramway, bus, parking relais, Vélomag, vélos) et la future faculté de médecine.

Dans une délibération en date 22 juillet 2013, le Conseil municipal avait proposé de dénommer ce parvis «Parvis Pierre MAUROY (1928-2013) Homme politique français», alors que l'aménagement n'était qu'un projet.

Afin de mieux correspondre à la vocation du site, il est proposé d'honorer celle qui fut entre autres ministre de la santé : Simone Veil.

**Parvis Simone Veil  
(1927-2017)  
Femme politique française**

Simone Veil, née Jacob le 13 juillet 1927 à Nice est morte le 30 juin 2017 à Paris.  
Déportée à Auschwitz à l'âge de 16 ans pour ses origines juives, elle perdra son père, son frère et sa mère.  
Rescapée avec ses sœurs Madeleine et Denise, elle épouse Antoine Veil en 1946 puis, après des études de droit et de science politique, entre dans la magistrature comme haut fonctionnaire.

En 1974, elle est nommée ministre de la Santé par le président Valéry Giscard d'Estaing, qui la charge de faire adopter la loi dépénalisant le recours par une femme à l'interruption volontaire de grossesse (IVG), loi qui sera ensuite couramment désignée comme la «loi Veil». Elle apparaît dès lors comme icône de la lutte contre la discrimination des femmes en France.  
Elle est la première présidente du Parlement européen, nouvellement élu au suffrage universel, de 1979 à 1982.

De façon générale, elle est considérée comme l'une des promotrices de la réconciliation franco-allemande et de la construction européenne.  
De 1993 à 1995, elle est ministre d'État, ministre des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville, puis siège au Conseil constitutionnel de 1998 à 2007.

Elle est élue à l'Académie française en 2008. Promue Grand officier de l'ordre national de la Légion d'honneur, elle sera honorée de son vivant par de nombreuses institutions politiques et universitaires.

Sur décision du président Emmanuel Macron, Simone Veil fera son entrée au Panthéon avec son époux.

Femme d'exception, de convictions et d'actions, Simone VEIL a su mettre sa force combative au service d'un engagement hors norme, fil conducteur de toute une existence. Elle restera l'emblème de la lutte pour les droits des femmes ; un combat qu'il nous appartient plus que jamais de poursuivre.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'adopter cette proposition de nouvelle dénomination;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL



Publiée le : 29 SEP. 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
jeudi 28 septembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt huit septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Affaires sociales**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE.

**Approbation des conventions de partenariat Politique de la Ville et Solidarité  
entre la Ville de Montpellier, Enedis Direction Hérault, l'association le Passe  
Muraille et Compagnons Bâtisseurs Languedoc Roussillon**

La Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault ont signé le 27 juin 2006 une convention de partenariat au titre de la concession pour le service public de distribution d'électricité. Par délibération en date du 26 mai 2016, le Conseil de Métropole a approuvé l'avenant n°3 à la convention qui prévoit au titre de son article 4 « Politique de la Ville et Solidarité » qu'Enedis Direction Hérault s'associe à des actions menées sur le territoire de la Ville de Montpellier qui contribuent au lien social, à la lutte contre l'exclusion, au développement économique et à l'accès à l'emploi.

Au titre de l'année 2017, l'identification, les objectifs ainsi que le contenu prévisionnel de ces différentes actions font l'objet de la présente convention de partenariat pour laquelle Enedis Direction Hérault s'engage à mobiliser 32 000 € sous forme de co-financements ou de mobilisation de ressources en personnel interne (27 000 € en co-financement et 5 000 € de mise à disposition de ressources internes).

Dans le cadre de cette convention, la Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault proposent de soutenir des opérations développées par des structures ayant répondu à l'appel à projets 2017 du Contrat de Ville. Il s'agit des actions suivantes :



- La réalisation de chantiers citoyens par l'association Le Passe Muraille :

Il est prévu au titre de cette action que soient réalisées cinq sessions d'une durée de 12 jours chacune. Pour chaque session, six jeunes en moyenne seront bénéficiaires de l'action.

En terme de supports d'intervention, seront pris en charge les postes de transformation repérés comme prioritaires par la Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault. Il sera réalisé prioritairement des couches de propreté et ponctuellement des fresques (en lien avec un artiste spécialisé proposé par l'association Le Passe Muraille). Le choix des postes de transformation retenus, le thème des fresques ainsi que le nombre à réaliser seront effectués en concertation entre la Ville et Enedis Direction Hérault et précisés dans la convention tripartite spécifique.

En complémentarité, la Ville de Montpellier proposera des supports d'intervention sur des équipements municipaux. Des supports identifiés en partenariat entre l'association Le Passe Muraille et d'autres structures pourront aussi être proposés au titre de cette action.

Différents ateliers éducatifs et de médiation sociale seront proposés aux jeunes sur chaque session de chantier citoyen autour des thématiques suivantes :

- mobilité et environnement urbain, animé par la TAM ;
- sécurité, technique et métiers autour de l'énergie, animée par Enedis ;
- prévention des addictions, animé par la Ville de Montpellier ;
- code de la route et savoir vivre ensemble, animé par la Maison de la sécurité routière.

Un atelier complémentaire sera proposé par Passe Muraille aux jeunes afin qu'ils se familiarisent avec les outils bureautiques et numériques. Les jeunes produiront avec leur encadrant un powerpoint, synthèse illustrée de photos de leur chantier.

L'objectif de ces chantiers est de permettre aux jeunes d'accéder à l'autonomie et à l'emploi par l'acquisition de compétences. Ils bénéficient par ailleurs d'une allocation de 300 euros pour accompagner un projet personnalisé facilitant leur insertion.

- La mise en œuvre de l'Espace Ressource Habitat avec l'Association Nationale des Compagnons Bâisseurs Etablissements LR (ANCB Ets LR) :

Porter un message autour de la sécurité des personnes et des biens vis-à-vis des dangers potentiels de l'électricité et de la maîtrise de l'énergie est un objectif partagé entre la Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault.

Dans le cadre de l'appel à projets du contrat de ville, l'ANCB propose une action intitulée « Espace Ressource Habitat » sur le quartier de la Mosson. Lieu pédagogique ouvert aux habitants du quartier, ce logement regroupe :

- un espace de mise en situation sur la maîtrise de l'énergie, la sécurité des personnes et des biens concernant les dangers potentiels de l'électricité ;
- des ateliers pédagogiques portant sur un sujet spécifique en lien avec l'habitat ;
- une outil-thèque mettant à disposition des habitants des outils en prêt, après formation, leur permettant de réaliser des travaux dans leurs logements.

En parallèle et avec l'appui de ce lieu pédagogique, l'ANCB réalise une action dédiée aux adhérents des 5 clubs de l'âge d'or des quartiers dits politique de la ville consacrée à la sécurité des personnes et des biens concernant les dangers potentiels de l'électricité et à la maîtrise de l'énergie.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération entre la Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault ;
- d'approuver les conventions de partenariat annexées à la présente délibération entre la Ville de Montpellier, Enedis Direction Hérault et l'Association le Passe Muraille pour la mise en œuvre de chantiers citoyens et entre la Ville de Montpellier, Enedis Direction Hérault et l'ANCB Ets LR pour la mise en œuvre de l'Espace Ressource Habitat et de l'action dédiée aux adhérents des clubs de l'âge d'or ;
- de prendre acte de l'attribution de la somme de 32 000 € par Enedis Direction Hérault selon les modalités suivantes :
  - 19 000 € au titre de la mise en œuvre des chantiers citoyens par l'association Le Passe Muraille ;
  - 8 000 € au titre de la mise en œuvre de l'Espace Ressource Habitat et de l'action dédiée aux adhérents des clubs de l'âge d'or par l'ANCB Ets LR ;
- de prendre acte de la mobilisation complémentaire par Enedis Direction Hérault de ressources en personnel interne à hauteur de 5 000 € ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjointe déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 29 SEP. 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention cadre Ville-Enedis
- Convention Ville-Enedis-Passe Muraille
- Convention Ville-Enedis-Compagnons Bâtisseurs Languedoc Roussillon

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
jeudi 28 septembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt huit septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

#### **Affaires sociales**

##### **Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clère HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

##### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

##### **Absents :**

Robert BEAUFILS, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE.

##### **Excusés :** Titina DASYLVA.

### **Avenant n°2 à la convention cadre pour l'attribution de la Dotation Politique de la Ville (DPV) 2017, approuvée en délibération du 29 mars 2017**

Par courrier en date du 22 février 2017, Monsieur le Préfet de l'Hérault a informé Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole de l'attribution, pour l'année 2017, d'une Dotation Politique de la Ville (DPV) d'un montant de 4 588 350,75 €. Par délibération en date du 30 mars dernier, le Conseil de Métropole a approuvé le projet de convention cadre pour l'attribution de cette dotation, signée par l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier.

L'avenant n°1 précisant la liste des projets et la répartition de la dotation pour chacun d'entre eux, ainsi que leur maître d'ouvrage a été approuvé par délibération en date du 18 mai 2017 et a fait l'objet d'une signature en date du 9 juin 2017.

Le présent projet d'avenant n°2 à la convention cadre pour l'attribution de la subvention porte sur une modification des opérations financées et sur des ajustements de taux de subvention.

Deux opérations sont supprimées et remplacées par une nouvelle opération :

- Accompagnement à l'installation du CAQ : opération supprimée au titre de la dotation 2017 – subvention initialement prévue, 40 000€
- Etude sur les lieux d'accueil, d'information et d'orientation de proximité : opération supprimée au titre de la dotation 2017 – subvention initialement prévue, 20 008€
- Ingénierie du contrat de ville : nouvelle opération venant en substitution des 2 opérations ci-dessus :
  - o Coût de l'opération en 2017 : 353 310€ - subvention 66 008€ - taux de 18,683%

Deux opérations dont le coût réel s'est avéré inférieur au coût prévisionnel ont bénéficié d'une augmentation du taux de la subvention, sur proposition de l'Etat. Il s'agit des opérations suivantes :

- Démarche expérimentale auprès du projet DEMOS :
  - o coût prévisionnel de 120 000€ – subvention de 72 000€ - taux de 60%
  - o coût final 66 000€ - subvention 66 000€ - taux de 100%
- Aménagements permettant la mise en accessibilité aux personnes handicapées : école élémentaire Garibaldi :
  - o coût prévisionnel de 169 290€ – subvention de 35 111€ - taux de 20.74%
  - o coût final 82 542€ - subvention 35 111€ - taux de 42.537%

Le montant total de la subvention Dotation Politique de la Ville 2017 reste inchangé à 4 588 349€.  
Le tableau annexé à la présente délibération intègre ces ajustements.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver le deuxième avenant à la convention cadre attributive de la subvention pour la Dotation Politique de la Ville 2017,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjointe déléguée à signer l'avenant susmentionné et tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 SEP. 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant n°2 - Répartition de la DPV 2017
- Avenant n°2 à la convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
jeudi 28 septembre 2017**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux mille dix sept et le vingt huit septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Affaires sociales**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE.

**Excusés :** Titina DASYLVA.

**Approbation de la Convention locale triennale 2017-2019  
CitésLab Montpellier - réseau d'amorçage de projets**

La Ville de Montpellier est signataire du contrat de ville Montpellier Méditerranée Métropole pour la période 2015-2020. Dans ce cadre, elle soutient des structures menant des actions visant le développement économique et l'emploi dans les quartiers relevant de la Politique de la Ville, une des priorités stratégiques du contrat de Ville 2015-2020.

Mis en place par les collectivités suite à une expérimentation menée de 2002 à 2005 à l'initiative de la Caisse des Dépôts, avec l'Etat, le « Service d'Amorçage de Projets », devenu réseau « CitésLab » depuis 2009 vise à stimuler l'entrepreneuriat, détecter les porteurs de projets dans les quartiers relevant de la Politique de la Ville et porter auprès du public l'offre globale d'accompagnement et de financement du réseau d'appui à la création d'entreprises.

Depuis octobre 2007, Montpellier Méditerranée Métropole, collectivité pilote aux côtés de la Caisse des Dépôts, mobilise les opérateurs locaux et organise la mise en place et le suivi du dispositif CitésLab sur son territoire. La BGE Montpellier assure la mise en œuvre opérationnelle du CitésLab Montpellier.

Tous les trois ans, une convention cadre de partenariat doit permettre de redéfinir les engagements de chacun des partenaires et marquer la mobilisation commune autour de l'objectif de CitésLab : intervenir au cœur des quartiers prioritaires pour développer le nombre des porteurs de projets de création, de reprise ou d'implantation d'activités ayant recours à l'accompagnement généraliste ou financier.

Les résultats du dispositif « CitésLab Montpellier » sur la période 2014-2016 ont été les suivants :

- 507 personnes ont pris contact pour une information,
- 417 porteurs d'idée ont été reçus lors des permanences de proximité dans les quartiers,
- 197 projets ont été amorcés (plusieurs rendez-vous),
- 166 personnes ont été orientées vers un organisme d'accompagnement ou de financement,
- 33 créations ont été enregistrées au cours de cette période,
- l'organisation d'un concours Talents des Quartiers de Montpellier mettant à l'honneur les porteurs de projets et créateurs d'activités.

Compte tenu de ces résultats positifs, les partenaires ont décidé la reconduction du dispositif sur le territoire et proposent une nouvelle convention triennale, conclue jusqu'au 31 décembre 2019. Les partenaires de cette convention triennale sont : la Caisse des Dépôts, l'Etat, le Département de l'Hérault, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier ainsi que le réseau local de l'accompagnement à la création d'entreprises.

Par cette convention, la Ville de Montpellier s'engage à :

- Mettre à disposition du chef de projet « CitésLab Montpellier » les locaux nécessaires à la tenue de ses permanences
- Assurer l'accès aux informations, statistiques, études, diagnostics dont elle dispose concernant les quartiers de la politique de la ville.
- Appuyer la démarche du chef de projet « CitésLab Montpellier » auprès des différents organismes intervenant sur chaque quartier prioritaire.
- Participer chaque année au financement du fonctionnement du dispositif « CitésLab Montpellier » sous réserve du vote annuel d'un budget affecté à l'action et de l'intervention financière de l'ensemble des partenaires. Une convention financière sera mise en place chaque année.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération entre la Ville de Montpellier et la Caisse des Dépôts, l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole, le Département de l'Hérault, l'ADIE, L'AIRDIE, Initiative Montpellier Pic Saint Loup, AXENETS, La chambre de Commerce et d'Industrie, la Chambre des Métiers et de l'Artisanat et BGE Montpellier.
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjointe déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 29 SEP. 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention locale CitésLab 2017-2019

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du  
jeudi 28 septembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le vingt huit septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

## Culture

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

### Absents :

Robert BEAUFILS, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Séverine SCUDIER.

### Excusés :

Titina DASYLVA.

## Agora des Savoirs saison 9 Cycle de conférences 2017-2018 Programmation

Par délibération du 5 octobre 2009, le Conseil Municipal a validé la création de l'Agora des savoirs, grande manifestation populaire axée sur la diffusion et le partage des connaissances scientifiques et des dernières avancées de la recherche. Ouverte à tous et gratuite, elle met en lumière le rôle nécessaire du chercheur dans nos sociétés et souhaite contribuer à faire connaître les différentes disciplines du savoir humain.

Pour sa 9<sup>e</sup> saison, l'Agora des Savoirs proposera 25 conférences sous la forme de 4 cycles bimensuels du mercredi 4 octobre 2017 au mercredi 16 mai 2018. Les conférences se dérouleront au Centre Rabelais, tous les mercredis hors vacances scolaires, de 20h à 22h. Chaque cycle sera construit autour d'un thème fédérateur. Le thème choisi pour la période octobre-novembre est : L'homme et la nature.

Les 25 conférenciers seront des enseignants et chercheurs de l'Université française ou des Grandes Écoles ayant publié un essai dans les deux années précédentes. Un certain nombre d'entre eux enseignent à Montpellier et tous seront présentés par des universitaires montpelliérains, dans le but de valoriser la recherche et l'enseignement montpelliérains.

Le programme de la saison 9 de l'Agora des Savoirs sera élaboré tous au long de l'année en écho à l'actualité des parutions autour des Savoirs et des Sciences, en dialogue avec un conseil scientifique



composé d'une quarantaine d'enseignants et de chercheurs issus des universités et des centres de recherche de Montpellier.

La Ville prendra en charge les frais de déplacements, d'hébergement et de restauration des conférenciers dans la limite d'une enveloppe de 13 000 € pour l'ensemble de la saison. Le montant de la prestation par conférence est fixé à 400 € (net/HT), pour une enveloppe totale (charges comprises/TTC) de 12 000 € maximum sur l'ensemble de la saison.

Une convention sera établie pour chacun des intervenants. Parmi les 25 conférenciers pressentis se trouvent Hubert Reeves, Serge Audier, Marc-André Selosse, Bruno Latour, François Frontisi Ducroux...

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'autoriser la signature des conventions (modèle joint en annexe) avec les conférencier(ère)s et leur rémunération pour un montant maximum de 12 000 € (douze mille euros) ainsi que la prise en charge des frais de déplacement, d'hébergement et de restauration pour un montant maximum de 13 000 € pour l'ensemble de la saison ;
- De prélever ces dépenses sur les crédits inscrits au budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou Madame l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 29 SEP. 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Modèle convention conférencier
- Modèle convention conférencière

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
jeudi 28 septembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt huit septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

## **Culture**

### **Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabi YOUSSEUS.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

### **Absents :**

Robert BEAUFILS, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Séverine SCUDIER.

**Excusés :** Titina DASYLVA.

## **Agora des Savoirs saison 9 Cycle de conférences 2017-2018 Partenariats avec Divergence FM, la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier et la librairie Sauramps**

La 9<sup>e</sup> saison de l'Agora des Savoirs proposera 25 conférences du 4 octobre 2017 au 16 mai 2018, réparties en quatre cycles bimensuels, le mercredi soir, à 20h, hors vacances scolaires.

Pour permettre la diffusion au plus grand nombre, ces conférences seront enregistrées et diffusées (en direct et en différé) en vidéo sur la page Youtube dédiée, sur montpellier.fr, sur le site de la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier, et sur les ondes radiophoniques de Divergence FM (93.9 FM).

À cette fin, deux partenariats sont envisagés :

- La Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier (MSH – M), groupement d'intérêt scientifique agissant pour le compte du Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur Sud de France (PRES Sud de France), procédera à la captation vidéo, à la diffusion en direct, au montage et à la mise en ligne de 22 des

conférences qui se dérouleront au Centre Rabelais. La co-production est prise en charge sur les crédits de la Direction de la Culture et du Patrimoine pour la captation et de la Direction de la Communication pour la diffusion.

- L'association Croqu'Oreilles - Divergence.FM, juridiquement constituée en association loi 1901, radio montpelliéraine, procédera à la diffusion des 25 conférences en direct le mercredi soir et en différé le samedi suivant sur ses ondes. Cette co-production est prise en charge par la Direction de la Culture et du Patrimoine.

Par ailleurs, la 9<sup>e</sup> saison de l'Agora des Savoirs recentrera les conférences sur l'actualité des parutions d'essais, support privilégié de partage des connaissances.

Librairie la plus active à Montpellier pour la valorisation et la diffusion des ouvrages universitaires, de sciences humaines, de sciences dures et de techniques, la librairie Sauramps apparaît comme un partenaire légitime pour proposer un accompagnement de la manifestation en consacrant au sein de la librairie un espace dédié à la présentation du programme de la saison 9 et des livres des conférenciers invités, mais aussi en annonçant au sein de son programmation d'animation les conférences des périodes en cours. La librairie disposera également d'un espace de vente des ouvrages du conférencier au sein du centre Rabelais le mercredi soir.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver la convention de co-production avec la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier, jointe en annexe, pour un montant de 18.953,65€ euros (dix-huit mille neuf cent cinquante-trois euros et soixante-cinq cents) TTC pour la captation et le montage, et 3.936,71€ euros (trois mille neuf cent trente-six euros et soixante et onze centimes) TTC pour la diffusion en direct ;
- De prélever ces dépenses sur les crédits de la Direction de la Culture et du Patrimoine, fonction 923, pour la captation et le montage, et sur les crédits de la Direction de la Communication pour la diffusion en direct ;
- D'approuver la convention de partenariat avec Divergence FM, également jointe en annexe, pour un montant de 15 535 € (Quinze mille cinq cents trente-cinq euros) TTC ;
- De prélever ces dépenses sur les crédits de la Direction de la Culture et du Patrimoine, fonction 923 ;
- d'approuver la convention de partenariat avec la librairie Sauramps, jointe en annexe ;

- D'autoriser Monsieur Le Maire, ou Madame l'Adjointe déléguée, à signer toutes les conventions et documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Philippe SAURÉL

Publiée le : 29 SEP. 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention MSH
- Convention Divergence FM
- Convention Sauramps

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
jeudi 28 septembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt huit septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

## **Culture**

### **Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

### **Absents :**

Robert BEAUFILS, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Séverine SCUDIER.

**Excusés :** Titina DASYLVA.

## **Cinéma municipal Nestor Burma**

**Dispositif ' Ecole et Cinéma ', ' Collège au cinéma ', ' Lycéens et apprentis au  
cinéma '**

**Conventions entre la Ville de Montpellier et l'association les Chiens Andaloux  
ainsi que l'association Languedoc-Roussillon Cinéma**

Le dispositif « Ecole et Cinéma », outil d'éducation artistique au cinéma, existe au niveau national depuis plus de 20 ans.

Il est soutenu à la fois par le Centre National du Cinéma et l'Image Animée sous l'autorité du Ministère de la Culture et de la Communication et de la Direction Générale de l'Enseignement Scolaire du Ministère de l'Education Nationale.

Depuis l'origine, l'association Les Chiens Andaloux est la coordinatrice de ce dispositif en collaboration étroite avec le Centre de Ressources Education à la culture numérique (CRECN). Il concerne près de 10 000 élèves au sein de l'Hérault, dont environ 4000 sur le territoire municipal.

Le cinéma municipal Nestor Burma a rejoint ce dispositif dès sa réouverture en février 2011 et a permis de développer fortement l'accueil des enfants de l'ouest montpelliérain, passant de 57 entrées en 2009-2010 à 4097 entrées en 2016 – 2017.

Les élèves peuvent ainsi participer à un parcours cinématographique de trois films ; la chargée du jeune public les accueille en leur présentant chaque séance.

Un cahier de notes sur le film est remis aux enseignants pour travailler en classe des axes de prolongement et chaque élève repart avec une carte postale et une présentation écrite du film.

Le dispositif « Collège au cinéma » est implanté dans le département de l'Hérault depuis l'année scolaire 2000-2001.

Il propose aux collégiens de découvrir des œuvres cinématographiques lors de projections organisées spécialement à leur attention dans les salles de cinéma et de se constituer ainsi les bases d'une culture cinématographique, grâce au travail pédagogique d'accompagnement conduit par les enseignants, les partenaires culturels ainsi que des professionnels.

Les activités de Collège au cinéma sont inscrites dans le temps et le calendrier scolaires au rythme minimum d'une projection par trimestre.

Après chaque séance en salle, un professionnel du cinéma vient débattre avec la classe des films en fournissant des notions de lecture d'images.

L'association Les Chiens Andaloux est la coordinatrice de ce dispositif, toujours en collaboration étroite avec le CRECN. Il concerne près de 2000 élèves au sein de l'Hérault, dont environ 550 sur le territoire municipal.

Le cinéma municipal Nestor Burma a rejoint ce dispositif pour l'année scolaire 2011-2012. On comptait 156 entrées en 2013-2014 et 462 entrées en 2016-2017.

Le dispositif « Lycéens et apprentis au cinéma » est implanté pour sa part dans la région Languedoc-Roussillon depuis l'année scolaire 2005-2006.

Il a pour objectif de faire évoluer le regard porté par les lycéens sur des cinématographies méconnues, voire rejetées, de développer chez eux une approche critique de l'image et de leur donner la capacité de cerner les enjeux d'un film.

La coordination régionale a été confiée au Festival Cinéma d'Alès et l'opération est accompagnée par des coordinations départementales.

Dans l'Hérault, la coordinatrice est l'association Languedoc-Roussillon Cinéma.

Le cinéma municipal Nestor Burma a rejoint ce dispositif pour l'année scolaire 2011-2012, 72 élèves participants ont donc pu assister en 2013-2014 à 3 films, présentés par la chargée du jeune public. En 2015 – 2016, on a compté 414 entrées et 33 entrées en 2016 – 2017.

Ces trois dispositifs d'éducation à l'image ont la particularité de faire travailler ensemble les salles de cinéma, les établissements scolaires, les enseignants, l'Inspection Académique, la DRAC ainsi que les services municipaux.

Le Cinéma municipal Nestor Burma souhaite ainsi renouveler leur accueil pour l'année scolaire 2017-2018.

Les conventions et le cahier des charges prévoient respectivement un tarif de 2,50 € par élève, avec un principe de gratuité pour les enseignants et les accompagnateurs.

**Compte tenu de la volonté forte de la Ville de Montpellier de favoriser l'accès des jeunes aux salles et de soutenir l'éducation artistique au cinéma, il est proposé au Conseil municipal:**

- D'approuver les conventions et le cahier des charges joints en annexe ;
- D'entériner le tarif de 2.50 € par élève pour la participation aux séances ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 29 SEP. 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Ecole et cinéma
- Convention Collégiens au cinéma
- Lycéens au cinéma
- Cahier des charges Lycéens

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
jeudi 28 septembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt huit septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Culture**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Titina DASYLVA, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Séverine SCUDIER.

**Théâtre Jean Vilar et Cinéma Nestor Burma  
Conventions avec le CROUS de Montpellier  
Dispositif Pass'Culture**

Par délibération V/2017/109 du 18 mai 2017, la Ville a approuvé la signature d'une convention de partenariat avec l'établissement public administratif CROUS de Montpellier, ainsi que l'octroi d'une subvention de 17 000 € pour la mise en œuvre du projet Pass'Culture.

Le dispositif Pass'Culture permet aux étudiants âgés de 30 ans maximum d'avoir accès à une offre culturelle riche et variée grâce à une politique tarifaire exceptionnelle le leur permettant. Le théâtre Jean Vilar et le cinéma Nestor Burma s'inscrivent naturellement dans ce dispositif.

Sur présentation de la carte Pass'Culture et remise d'une contremarque, les étudiants pourront bénéficier de places au théâtre Jean Vilar au tarif préférentiel de 9.50 € (contre 11 € pour le tarif étudiant) et ne payer que 5€, le CROUS prenant en charge la différence de 4.50 €.

Au cinéma Nestor Burma, les étudiants pourront bénéficier de places de cinéma au tarif préférentiel de 4.50 € (contre 5 € pour le tarif étudiant) et ne payer que 3.90 €, le CROUS prenant en charge la différence de 0.60 €.



**Il est donc proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver les conventions de partenariat entre la Ville et le CROUS, jointes en annexe, pour le renouvellement de la participation du théâtre Jean Vilar et du cinéma Nestor Burma au dispositif Pass'Culture pour l'année universitaire 2017-2018 ;
- D'entériner ce tarif Pass'Culture pour l'année 2018 ;
- De dire que la recette correspondante sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer ces conventions et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 29 SEP. 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Jean Vilar
- Convention Nestor Burma

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
jeudi 28 septembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt huit septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Culture**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clère HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Séverine SCUDIER.

**Convention de partenariat entre l'association ' Les enfants d'Hélène ' et le cinéma municipal Nestor Burma dans le cadre du projet Ciné ma différence**

L'association montpelliéraine « Les enfants d'Hélène », dont l'objet principal porte sur l'intégration des personnes handicapées, propose un programme de projections adapté au cinéma Nestor Burma. Cette association agit dans le cadre de l'association nationale « Ciné-ma différence » qui existe depuis 2005 et dont la marraine est l'actrice Sandrine Bonnaire. Son objet est de promouvoir partout en France, par le biais d'un réseau national d'associations, l'accès des personnes en situation de handicap, au monde de la culture et des loisirs et en particulier l'accès aux cinémas.

Il est ainsi proposé une convention de partenariat entre la Ville (cinéma Nestor Burma) et l'association « Les enfants d'Hélène » pour l'organisation de séances de cinéma adaptées au public handicapé. Ces séances de cinéma se dérouleront en règle générale le 3<sup>ème</sup> dimanche de chaque mois, de septembre à juillet. Elles sont ouvertes à tous, comme une séance classique, mais aménagées pour un public particulier, généralement exclu des loisirs culturels.

Dans le cadre de ce partenariat, la Ville s'engage notamment à respecter la charte « Ciné-ma différence », à fournir les films projetés et à assurer des conditions d'accueil adapté au public (accessibilité, lumières et volume sonore diminués...) ; l'association s'engage quant à elle à participer à l'accueil du public lors des séances et à contribuer aux actions de communication autour du projet.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- d'entériner le tarif de 3€ pour ces séances, conformément à la délibération n°2016/500 du 15 décembre 2016 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 29 SEP. 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
jeudi 28 septembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt huit septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Culture**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabi YOUSSOUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Séverine SCUDIER.

**Convention de partenariat pour l'accueil du festival ' Voir autrement le monde ' /  
Hors les murs du 36ème festival international Jean Rouch ' à la Panacée et au  
Cinéma Nestor Burma**

Les Hors les murs du 36ème Festival International Jean Rouch se tiennent pour la sixième édition à Montpellier. Conviant passionnés, curieux et néophytes à des projections de films ethnographiques suivies de débats, cette manifestation est accueillie dans l'auditorium de la Panacée le 5 octobre 2017 pour une soirée spéciale et au Cinéma Nestor Burma du 13 au 15 octobre 2017 pour une programmation dédiée.

2017 est une année exceptionnelle car le réalisateur humaniste Jean Rouch aurait eu cent ans. Cette édition rendra ainsi un hommage appuyé au doyen français du film ethnographique, expérimentateur hors pair, initiateur du cinéma-vérité et pionnier du cinéma direct.

Le festival « Voir autrement le monde » vient souligner le fort dynamisme culturel du quartier de Celleneuve. Il permet au plus grand nombre de découvrir la richesse du film ethnographique, historique comme contemporain.

La Ville de Montpellier soutient depuis son origine ce festival en l'accueillant au sein du Cinéma Nestor Burma et, aujourd'hui, à la Panacée. Dans le cadre de ce partenariat, elle prend en charge le coût de neuf séances dont l'une dédiée au jeune public pour un montant estimatif de 2000 € (location de films, frais d'hébergement et de restauration des intervenants extérieurs) ; la mise à disposition à titre gratuit de l'auditorium de la Panacée constitue une subvention en nature, inscrite à ce titre au compte administratif de la collectivité ainsi que dans les comptes de l'association

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- De dire que la mise à disposition à titre gratuit de l'auditorium est constitutive d'une subvention en nature et sera inscrite au compte administratif de la collectivité et dans les comptes de l'association bénéficiaire ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 29 SEP. 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
jeudi 28 septembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt huit septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Culture**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Tijana DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Séverine SCUDIER.

**Accord-cadre 2017-2020 entre la Ville de Montpellier, l'Université Paul Valéry et  
Montpellier Méditerranée Métropole**

La Ville de Montpellier entretient une relation ancienne et de long terme avec les universités et les autres établissements d'enseignement supérieur présents sur son territoire.

Montpellier Méditerranée Métropole entend ainsi développer, sur l'aire métropolitaine, les liens de partenariat, déjà nombreux, avec l'Université Paul-Valéry Montpellier 3 (UPVM).

L'UPVM est un établissement public d'enseignement supérieur et de recherche dans les domaines des Lettres, des Langues, des Arts, des Sciences Humaines et Sociales. Elle fournit un effort financier conséquent en faveur de la culture et a notamment en ses murs le musée des moulages, dont la collection est classée au titre des monuments historiques et le théâtre de la Vignette, scène conventionnée par le Ministère de la culture et de la communication.

Fortement reliée à son territoire d'implantation, et contribuant activement à sa renommée culturelle, l'UPVM souhaite développer ses liens avec la Métropole et la Ville de Montpellier, avec une volonté affirmée de consolider et d'élargir le périmètre des coopérations.

Au regard de leurs missions respectives et de leur volonté de développer conjointement des actions sur une large échelle, la Métropole, la Ville et l'UPVM souhaitent nouer un accord cadre qui vise à établir la ligne stratégique des collaborations à venir, tout en capitalisant la multitude des partenariats existants, en particulier dans les domaines de la coopération culturelle ou scientifique (réseau des médiathèques, musée Fabre, site archéologique Lattara – musée Henri Prades, Comédie du Livre, festival du cinéma méditerranéen, etc.) et de la formation (conservatoire, école supérieure d'art dramatique, centre chorégraphique national de Montpellier...)

Cet accord-cadre comprend deux registres, un registre humain centré sur les étudiants et la jeunesse et un registre thématique composé de volontés stratégiques conjointes : Montpellier, Métropole d'art et d'histoire ; cultures et civilisations méditerranéennes ; arts et innovations numériques.

Il investit trois grands champs de coopération : formation, recherche et développement économique, sensibilisation à la culture et productions artistiques.

L'accord cadre ainsi proposé sera décliné en conventions d'application qui donneront plus précisément les éléments des partenariats à intervenir, ainsi que leur budget prévisionnel.

Il court sur une période allant de sa date de signature jusqu'au 31 juillet 2020, de manière à couvrir trois années universitaires. Il sera conduit par un comité de pilotage comprenant des représentants des trois institutions, assisté par un comité de suivi composé notamment des différents chefs de projet.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes de l'accord-cadre, joint en annexe, conclu avec Montpellier Méditerranée Métropole et l'Université Paul-Valéry ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 2 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire ,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 29 SEP. 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet d'accord-cadre

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du  
jeudi 28 septembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le vingt huit septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

## Culture

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

### Absents :

Robert BEAUFILS, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Séverine SCUDIER.

## Culture et Patrimoine

### Attribution de subventions à des associations culturelles

### Exercice 2017

Au titre de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier encourage et accompagne les structures culturelles associatives portant leurs projets sur le territoire montpelliérain.

L'accès à la culture est à nos yeux l'un des fondements de l'épanouissement intellectuel, de l'éducation et du lien social pour les Montpelliérains, son impact économique et social est essentiel pour notre commune.

L'engagement du tissu associatif et des acteurs culturels en faveur de la sensibilisation, de l'accès des publics au patrimoine culturel et à la création artistique montpelliéraine est l'un des piliers de la vitalité culturelle de notre ville.

La littérature ainsi que le spectacle vivant sont autant de domaines d'intervention soutenus par la Ville de Montpellier.

Afin d'assurer la transparence de notre action en faveur du tissu associatif, nous soutenons des projets innovants et créatifs, en fonction de critères d'analyse objectifs reposant sur la dynamique urbaine des projets ou structures, la mise en œuvre d'actions en direction de tous les publics ou du jeune public, l'originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), la stabilité financière du projet au regard de ses objectifs et la participation financière des collectivités partenaires.

Après examen des dossiers, il est proposé aujourd'hui l'attribution de subventions aux 4 associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant de 18.800 € au titre de l'exercice 2017.



Code	Nom de la Structure	Nature	Montant
	<b>LIVRE</b>		
5860	CIE EL TRICICLO	Fonctionnement	1 000
2242	L'OISEAU LYRE	Projet	1 000
	<b>ARTS PLASTIQUES</b>		
5374	ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DE L'ARCHITECTURE, DES ARTS APPLIQUES ET VISUELS	Fonctionnement	5 000
	<b>ARTS VISUELS ET MEDIAS</b>		
107	LES AMIS DE JEAN VIGO	Fonctionnement	11 800
	<b>TOTAL</b>		<b>18 800</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:**

- De proposer l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions types le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2017 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour les manifestations et pour un montant total de 18.800 € ;
- D'approuver les lettres d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

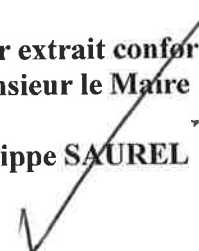
Contre : 1 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 29 SEP. 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement type
- Convention type fonctionnement

Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
jeudi 28 septembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt huit septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Relations internationales**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Jacques DOMERGUE, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Séverine SCUDIER.

**Déplacement à Londres- Participation à la journée de remise des prix de la  
"Leading Culture Destinations"**

La plateforme « Leading Culture Destinations » (LCD), basée à Londres, est dédiée à la promotion culturelle internationale, aux voyages culturels, et à la découverte de pôles d'attractivité. L'objectif étant de promouvoir les destinations culturelles fascinantes, déjà existantes et celles à venir, en célébrant le dynamisme des musées, des villes et du tourisme dans le monde. A ce titre, elle organise chaque année la remise de différents prix intitulés « LCD Awards » dans 16 catégories différentes.

La Ville de Montpellier a été nominée dans la catégorie « Meilleure ville culturelle émergente » (Best Emerging Culture City 2017) face à Athènes et Tong-Li, ville chinoise.

Monsieur le Maire, se rendra donc à Londres du 29 au 30 septembre afin d'assister à la remise des prix et à la conférence de presse dédiée. M. Ludovic Trabuchet, journaliste à Midi Libre, participera également à ce déplacement.

**En conséquence, il est proposé au conseil municipal :**

- D'accorder à M. le Maire, un mandat spécial pour le déplacement à Londres du 29 au 30 septembre 2017 ;
- D'autoriser le déplacement d'administratifs qualifiés ;

- D'autoriser la prise en charge du déplacement de M. Ludovic Trabuchet, journaliste à Midi Libre ;
- D'autoriser M. le Maire à prendre tous les actes relatifs à ces activités de nature internationale;
- De prélever les dépenses inhérentes à ce déplacement, d'un montant maximum de 5 500 euros, sur le budget 2017, tous chapitres.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 29 SEP. 2017**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
jeudi 28 septembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt huit septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Relations internationales**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Jacques DOMERGUE, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Séverine SCUDIER.

**Extension de l'accord de coopération entre la Ville de Montpellier et la Ville de  
Fès à Montpellier Méditerranée Métropole- Autorisation de signature**

Les villes de Montpellier et Fès au Maroc ont souhaité renforcer la collaboration euro-méditerranéenne en établissant officiellement, en 2003, un accord d'amitié et de coopération. Cet engagement se traduit depuis, par des échanges concrets d'expériences, de techniciens, de citoyens, dans les domaines de la santé, l'environnement, le sport, la culture, l'éducation, la mobilité à destination de la jeunesse...

A la suite de la mission institutionnelle et d'affaires menée par Montpellier Méditerranée Métropole début mai 2017 à Fès, il a été proposé d'étendre l'accord initial à la Métropole en y incluant une partie développement économique.

Dans le cadre de ce nouvel accord de coopération internationale tripartite, outre les relations économiques qui pourront en découler, cet accord cadre portera sur les échanges culturels, touristiques, universitaires, médicaux... envisageables entre les entités.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- approuver l'accord de coopération entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la Ville de Fès ;
- approuver le projet d'accord de partenariat étendu ;
- autoriser Monsieur le Maire à signer l'accord de coopération ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 SEP. 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet de convention de coopération

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
jeudi 28 septembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt huit septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Hors Délégation**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Claire HART, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Jacques DOMERGUE, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Séverine SCUDIER.

## **Abrogation du titre d'existence légale de la Congrégation des Sœurs franciscaines de Reinacker - Avis du Conseil municipal**

La Congrégation des Sœurs franciscaines de Reinacker est une congrégation diocésaine fondée en 1827 et dont le décret du 5 mai 1995 a reconnu l'existence légale.

Par courrier en date du 10 octobre 2014, adressé au Ministère de l'Intérieur, Sœur Marie-Paule BUGMANN, mandatée par l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Congrégation des Sœurs franciscaines de Reinacker du 27 décembre 2012, a sollicité l'abrogation du décret du 5 mai 1995. Cela permettant ainsi la fusion de ladite Congrégation par voie d'absorption par la Congrégation des Sœurs de Saint-François d'Assise, située 38 rue Lakanal à Montpellier.

Ce rapprochement étant fondé sur le partage d'une même spiritualité et d'un même engagement, sur des finalités et collaborations communes et sur la nécessité de bénéficier d'une logistique, tant spirituelle et apostolique, que matérielle et efficace.

Conformément à l'article 21 du décret du 16 août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, le Ministère de l'Intérieur doit procéder à l'acte réglementaire abrogeant le titre d'existence légale de la Congrégation en recueillant l'avis du Conseil municipal de la commune.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :**

- Emettre un avis favorable à la demande d'abrogation du décret du 5 mai 1995 ;
- Autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 29 SEP. 2017**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
jeudi 28 septembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt huit septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clère HART, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Jacques DOMERGUE, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Nicole LIZA, Séverine SCUDIER.

**Transports de l'Agglomération de Montpellier TaM - Rapport des  
administrateurs Exercice 2016**

**1. STATUTS ET COMPOSITION DE LA SOCIÉTÉ**

Le capital social est de 4 286 000€ et il est réparti entre deux groupes d'actionnaires :

- o Les collectivités locales (Montpellier Méditerranée Métropole et Ville de Montpellier)
- o Les autres actionnaires (TRANSDEV, Caisse des Dépôts et Consignations, Caisse d'Épargne, Banque Populaire du Sud, Crédit Agricole, Chambre de Commerce et d'Industrie, Chambre des Métiers, CLCV).

Lors de l'assemblée générale du 28 juin 2016, le mandat d'administrateur de la société TRANSDEV a été renouvelé pour une durée de 6 ans.

Actionnaires	Au 31 décembre 2016			
	Capital	%	Nb actions	Nb admin
Montpellier Méditerranée Métropole	1 972 250 €	46.02%	15 778	6
<b>Ville de Montpellier</b>	<b>390 250 €</b>	<b>9.11%</b>	<b>3 122</b>	<b>1</b>
TRANSDEV	856 750 €	19.99%	6 854	2
Caisse des Dépôts & Consignations	491 000 €	11.46%	3 928	1

Caisse d'Epargne et de Prévoyance	300 000 €	7.00%	2 400	1
Banque Populaire du Sud	150 000 €	3.50%	1 200	-
Crédit Agricole	75 000 €	1.75%	600	-
Chambre de Commerce et d'Industrie	50 000 €	1.17%	400	1
Chambre des Métiers	625 €	0.01%	5	-
CLCV - Association nationale de défense des consommateurs & usagers	125 €	0.01%	1	1
<b>Total</b>	<b>4 286 000 €</b>	<b>100%</b>	<b>34 288</b>	<b>13</b>

La Ville de Montpellier détient 9,11% du capital social, après la cession de 6 248 actions à Montpellier Méditerranée Métropole par délibération du 28 janvier 2016. Sa participation s'élève désormais à 390 250 €.

La part de capital de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de la société est donc passée de 27,79% à 46,02%, celle de la Ville de Montpellier de 27,33% à 9,11%.

Les Collectivités conservent 7 voix au Conseil d'Administration de TaM. La répartition des sièges de l'ensemble des représentants des actionnaires au sein du Conseil d'administration de la société se trouve ainsi modifiée : Montpellier Méditerranée Métropole passe de 4 à 6 représentants et la Ville de Montpellier de 3 à 1 représentant.

## 2. COMPTES ANNUELS

En millions d'euro HT	2015	2016	%
Produits d'exploitation	101,44	103,17	+1,7%
<i>dont CA</i>	63,16	64,80	+2,6%
Charges d'exploitation	103,7	104,09	+0,4%
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>-2,25</b>	<b>-0,92</b>	<b>+60%</b>
Produits financiers	0,28	0,26	-7,1%
Charges financières	0,30	1,51	+403%
<b>Résultat financier</b>	<b>-0,02</b>	<b>-1,25</b>	<b>-6150%</b>
Produits exceptionnels	3,37	2,77	-17,8%
Charges exceptionnelles	2,14	0,96	-55,1%
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>1,23</b>	<b>1,81</b>	<b>+47,2%</b>
Impôts sur bénéfice dont CICE / Participations des salariés	-1,86	-1,89	-1,6%
<b>Résultat net</b>	<b>0,82</b>	<b>1,20</b>	<b>+46,3%</b>

A noter en 2016 le changement de méthode comptable sur l'activité TRANSPORT concernant l'amortissement de caducité des biens de retour, avec ses impacts au passif et à l'actif du bilan (pour les acquisitions antérieures à 2016), et au compte de résultat. Conformément aux dispositions contractuelles préalables à la fin de DSP, la réunion de décembre 2016 avec les services de Montpellier Méditerranée Métropole a qualifié les catégories de biens et leur régime en fin de contrat. Les biens de retour à remettre sans indemnité font l'objet d'un amortissement de caducité. Le calcul rétrospectif concernant les biens acquis antérieurement à 2016 constitue un changement de méthode comptable avec les impacts suivants :

L'impact des amortissements de caducité nets de subventions a été comptabilisé dans le compte « Report à nouveau créditeur » diminué de 606 K€. La valeur d'origine des biens de retour est de 14 346 K€.

L'amortissement de caducité 2016 net des quote-parts de subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice, d'un montant de 1 236 k€, est inscrit dans le compte « Dotation amortissement de caducité

transport ». La contrepartie est enregistrée dans les droits du concédant. Ils sont classés au bilan dans les autres fonds propres. Ils totalisent 4 555 K€.

a) Compte de résultat

1] Analyse des produits

Le tableau suivant décompose le Chiffre d’Affaires par activité :

en millions d'euro HT	31-déc-16	31-déc-15	variation	
transport	54,29	52,30	+1,99	+3,8%
prestations stationnement en régie de recettes	1,14	0,94	+0,20	+21,5%
parkings centre-ville	6,62	7,09	-0,47	-6,7%
autres activités	1,63	1,17	+0,46	+39,5%
rémunération des activités en mandat	1,12	1,66	-0,54	-32,7%
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>64,80</b>	<b>63,17</b>	<b>+1,63</b>	<b>+2,6%</b>

Les autres produits augmentent de 1,0 M€ : il s’agit essentiellement de la production immobilisée et reprises de provisions sur les programmes de gros entretien

2] Analyse des charges

Les charges qui restent stables sont de l’ordre de 106 M€, avec :

- Des charges d’exploitation en progression de 0,4 M€, de 103,7 M€ à 104,1 M€ soit une évolution de +0,4%:

en millions d'euro HT	31-déc-16	31-déc-15	variation	
Achats, réparations et charges externes	25,44	23,11	+2,33	+10,1%
Frais de personnel	59,09	58,67	+0,41	+0,7%
Interim, formation, PMAD et multiservices	2,01	2,61	-0,60	-23,1%
S/s-traitance mandats, campagnes contrôle et autres	2,01	1,99	+0,02	+0,9%
Assurances flotte et autres	1,44	1,59	-0,14	-9,1%
Impôts et Taxes	4,75	4,58	+0,17	+3,6%
Prestations TRANSDEV-MPL	1,51	1,51	+0,00	+0,3%
<b>Charges de fonctionnement avant IS</b>	<b>96,25</b>	<b>94,06</b>	<b>+2,18</b>	<b>+2,3%</b>
<b>Dotations d'exploitation</b>	<b>5,43</b>	<b>7,22</b>	<b>-1,79</b>	<b>-24,8%</b>

<b>Redevances d'affermage</b>	<b>2,41</b>	<b>2,41</b>	<b>-0,00</b>	<b>-0,2%</b>
sous-total Charges d'Exploitation	104.09	103.70	+0.39	+0.4%

- Une charge nouvelle d'intéressement des salariés de 0,33 M€ (0,28 M€ auquel s'ajoute 20% de forfait social)

*b) Résultat*

Le résultat net après impôts et CICE s'élève à 1 201 K€ contre 818 K€ en 2015.

*c) CICE*

En 2016, TaM bénéficie pour la quatrième année de l'effet du Crédit d'Impôts Compétitivité Emploi (CICE).

Les montants des droits acquis par année sont les suivants :

- Exercice 2013 : **1 195 306,74 €**
- Exercice 2014 : **1 855 453,30 €**
- Exercice 2015 : **1 861 735,88 €**
- Exercice 2016 : **1 888 371,06€**

Le CICE participe depuis 2014 à la reconstitution du fonds de roulement compte tenu notamment des 30 emplois supplémentaires créés pour la lutte contre la fraude sans en faire porter la charge aux contribuables de la Métropole.

*d) Bilan*

Les fonds propres représentent plus de 20% du total bilan : 21,1 M€ soit 29% en 2016 contre 27% en 2015.

A 83,59 M€ en 2016, contre 84,96 M€ en 2015, l'actif immobilisé brut de TaM reste couvert par les capitaux permanents qui s'élèvent à 94,81 M€ (contre 94,40 M€ en 2015).

Ces derniers se constituent de :

- 21,1 M€ de fonds propres (incluant 4,01 M€ de subventions et 4,56 M€ de mise en concessions),
- 8,56 M€ de provisions,
- 2,39 M€ d'emprunts et cautionnements (hors concours bancaires),
- 62,8 M€ d'amortissements et dépréciations.

Le Fonds de Roulement Net Global (FRNG) s'élève à 11,22 M€ (9,43 M€ en 2015), soit une augmentation de +1,79 M€.

Le Besoin en Fonds de Roulement d'Exploitation (BFRE) demeure négatif bien qu'en hausse (variation de +3,38 M€), de -13,58 M€ en 2015 à -10,20 M€ en 2016.

Les créances clients continuent de diminuer alors que les stocks ont fortement augmenté :

- stocks : 7,923 M€ soit +0,49 M€

- clients : 4,51 M€ soit -0,53 M€

Le passif circulant est en augmentation de 2,19 M€:

- fournisseurs : 10,04 M€ soit +1,52M€
- dettes fiscales et sociales d'exploitation : 16,41 M€ soit -0,06 M€
- autres dettes d'exploitation et DCT : 1,97 M€ soit -0,13 M€
- comptes de régularisation : 8,68 M€ soit +0,86 M€

Compte tenu de ces éléments, la Trésorerie d'Exploitation au 31/12 passe de 24,3 M€ à 23,1 M€ (-1,2 M€).

### 3. ACTIVITES POUR L'ANNEE 2016

#### 1) Pour l'activité Transport

Le CA du 25 octobre 2016 a autorisé la signature de l'avenant n°9 au contrat de DSP, actant des décisions de l'Autorité Délégente portant sur l'évolution de l'offre de transport et une nouvelle grille tarifaire en vigueur au 02/8/2016.

Sur cette même période :

- Certains nouveaux biens mis à disposition par Montpellier Méditerranée Métropole vont générer des économies d'exploitation dont les parties avaient convenu qu'elles soient contractuellement prises en compte, ou à l'inverse certaines charges non prévues au contrat initial.
- Il est convenu de rétrocéder la part de la Subvention Forfaitaire d'Exploitation (SFE) correspondant aux décalages hors DSP de programmes de gros entretien tramway
- L'extension par le Gouvernement depuis avril 2016 des populations bénéficiaires du taux minoré de cotisations d'allocations familiales a généré des économies qui ont été répercutées sur la SFE.

Les actions de renforcement d'attractivité du réseau, d'innovation et modernisation se poursuivent :

- EMMAWEB (agence en ligne), prépaiement, application smartphone, opérationnels depuis mi 2016, réseaux sociaux, informations temps réel, Schéma d'Information Voyageurs et divers outils numériques...
- Travail sur le réseau viaire pour améliorer la régularité et les temps de parcours bus.
- Poursuite des opérations de Grande Maintenance : mi-vie (1 million de km) pour les rames de la ligne 1 (2015-2021) ; révision de 600.000 kilomètres des rames des lignes 2 et 4 (24 mois).

#### 2) Pour l'activité Stationnement

Sur l'exercice 2016, on note les événements suivants :

- Le Marché de collecte et maintenance du parking Vicarello de la Ville de Castelnau attribué à TaM pour la période du 1er janvier 2012 au 31 décembre 2015, et transféré de la Ville de Castelnau à la Métropole au 1er janvier 2016, a été prolongé jusqu'au 31 janvier 2017.
- Le marché de prestations d'exploitation des 70 places du parking du Bassin Jacques Cœur attribué à TaM pour une durée maximale de 36 mois et notifié le 15 mai 2013, puis transféré de la Ville de Montpellier à la Métropole au 1er janvier 2016 est parvenu à son terme le 31 octobre 2016.
- Fin d'activité concernant le parking Laissac suite à sa démolition et du parking arceaux.
- Un nouveau parking privé (nouvelle clinique St Roch-contrat signé le 8 janvier) a débuté son activité le 10 mars 2016.

#### 3) Pour les activités en marchés de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée et/ou Assistance à Maîtrise d'Ouvrage :



- Signature de l'avenant n°9 relatif au mandat d'étude et réalisation de la 2ème ligne de tramway : aménagements complémentaires du passage à niveau PN40
- Attribution du marché de Mandat d'étude et de réalisation de l'Extension Ligne 1 vers la gare TGV de la Mogère (délibération Métropole du 25/10/16)
- Avenant n°3 au marché de mandat de MOD relatif au bouclage L4/L5 avec l'engagement de la 1ère phase d'aménagement du dépôt Jeune Parque dont l'intégration d'un tour en fosse,

4) Activités liées aux autres conventions réglementées en vigueur :

- Signature de la convention cadre d'assistance par TaM auprès de Transdev Stationnement concernant la mise à disposition par TaM de ressources et moyens en réponse aux consultations
- Signature de la convention cadre d'assistance par TaM auprès de Transamo concernant la mise à disposition par TaM de ressources et moyens en réponse aux consultations DSP
- Signature de la convention cadre d'assistance par TaM auprès de Transdev SA concernant la mise à disposition par TaM de ressources et moyens en réponse aux consultations DSP
- Attributions de prestations de Formation Continue Obligatoire assurées par Transdev Formation (23 sessions)

5) Activités de la filiale

L'activité de la SAS Saint Roch Stationnement, filiale à 100% de TaM, est dédiée statutairement à la gestion de l'affermage en DSP du parking de la Gare Nouveau St Roch, ouvert au public en juillet 2015.

L'activité financière de la filiale été la suivante en 2016 :

- Produits d'exploitation : 3,07 M€ dont 4 K€ de transferts de charges (2015=1,55 M€ dont 0,18 M€ de transferts de charges)
- Charges d'exploitation : 2,5 M€ dont 745 K€ de redevances (2015=1,23 M€ dont 28 K€ de redevances)
- Résultat d'exploitation : 0,58 M€ (2015=0,32 M€)
- Charges Financières : 0,53 M€ (2015= 0,26 M€)
- Intéressement : 5,5 K€ dont forfait social de 20% (contrat d'intéressement 2016-2018)
- Résultat courant avant impôts 45,8 K€ soit 33,4 K€ après IS (2015= 60 K€ soit 43 K€ après IS)

#### 4. PERSONNEL

L'effectif moyen sur l'exercice 2016 est de 1 155 salariés contre 1 163 l'année précédente.

Le Conseil d'Administration du 18 mars 2016 a désigné Monsieur Luc EGOUMENIDES comme nouveau Directeur Général à compter du 1<sup>er</sup> juin 2016. Son mandat est valable jusqu'à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes 2024.

#### 5. PERSPECTIVES D'AVENIR

- Les compétences transférées par les communes à Montpellier Méditerranée Métropole concernant les contrats parkings, le nettoyage de surface, et la gestion « corrective » des carrefours à feux ont pris

effet au 1er janvier 2016. La gestion « préventive » des-dits carrefours a partiellement subsisté en 2016, les transferts devant être achevés pour 2017

- Pour l'Activité TRANSPORT : Montpellier Méditerranée Métropole a lancé début 2017 sa procédure de consultation concernant la future DSP pour la période 2018-2023. TaM a déposé sa candidature le 7 avril.
- Pour les contrats de STATIONNEMENT : La Ville de Montpellier a lancé fin 2016 sa procédure de consultation concernant la future DSP « voirie dépenalisée » pour la période 2018-2024. TaM a déposé sa candidature.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de prendre acte de ce rapport 2016 et d'entériner par un vote sa mise à disposition auprès des élus de l'assemblée délibérante.**

À l'issue d'un vote à main levée, le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions de la délibération

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 6 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 29 septembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- TaM - Rapport des administrateurs - Exercice 2016

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du  
jeudi 28 septembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le vingt huit septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Jacques DOMERGUE, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Nicole LIZA, Séverine SCUDIER.

## SOMIMON MERCADIS - Rapport des administrateurs Exercice 2016

### 1. STATUTS ET COMPOSITION DE LA SOCIETE

Le capital social de SOMIMON s'élève à 240 K€ composé de 15 000 parts sociales d'une valeur unitaire de 16 €. La Ville de Montpellier détient 8 % du capital social et sa participation au capital s'élève à 1 200 actions.

La détention du capital est répartie comme suit :

- 58% détenus par les collectivités locales
- 24% détenus par les organismes centraux
- 18% détenus par les organismes locaux divers

Actionnaires	Capital	%	Nbre d'actions	Nb admin
Montpellier Méditerranée Métropole	100 800 €	42.0%	6 300	4
Caisse des Dépôts et Consignations	57 600 €	24.0%	3 600	1
<b>Ville de Montpellier</b>	<b>19 200 €</b>	<b>8.0%</b>	<b>1 200</b>	<b>1</b>
Conseil Départemental de l'Hérault	19 200 €	8.0%	1 200	1
Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier	19 200 €	8.0%	1 200	1
Chambre d'Agriculture de l'Hérault	9 600 €	4.0%	600	1
Caisse Régionale de Crédit Agricole (C.R.C.A)	9 600 €	4.0%	600	1



B.R.L Participations	4 800 €	2.0%	300	-
<b>Total</b>	<b>240 000 €</b>	<b>100%</b>	<b>15 000</b>	<b>10</b>

En 2016, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES a été nommée comme Présidente du Conseil d'Administration.

## 2. COMPTES ANNUELS

Comptes annuels	2015	2016	Variation
Produits d'exploitation	2 977 342 €	3 181 792 €	+6,9%
<i>dont CA</i>	2 709 116 €	2 812 865 €	+3,8%
Charges d'exploitation	3 005 776 €	3 237 352 €	+7,7%
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>-28 434 €</b>	<b>-55 560 €</b>	<b>-95%</b>
Produits financiers	61 804 €	69 085 €	+11,8%
Charges financières	6 437 €	4 403 €	-31,6%
<b>Résultat financier</b>	<b>55 367 €</b>	<b>64 683 €</b>	<b>+16,8%</b>
Produits exceptionnels	4 402 €	2 757 €	-37,4%
Charges exceptionnelles	4 360 €	1 287 €	-70,5%
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>42 €</b>	<b>1 471 €</b>	<b>+3402%</b>
Impôts sur bénéfice / intéressement	16 006 €	9 826 €	-38,6%
<b>Résultat net</b>	<b>10 969 €</b>	<b>768 €</b>	<b>-93%</b>

## 3. COMPTE DE RESULTAT - RESULTAT D'EXPLOITATION

La SOMIMON dégage un résultat net de 768 €. Sa situation financière permet de dégager une participation des salariés aux résultats de l'entreprise de 10 K€ contre 16 K€ en 2015.

**Le total des produits d'exploitation** progresse de 6,9% par rapport à 2015, soit + 204 K€, pour atteindre 3 182 K€ en 2016.

Le chiffre d'affaires progresse de 104 K€ représentant une variation de +3,8%, s'expliquant notamment par les variations suivantes par rapport à 2015 :

- Entrepôts frigorifiques : +46 K€
- Congélation privatif : +21 K€
- Location : -15 K€
- Entrepôts agroalimentaires : +32 K€

Les reprises sur amortissements et provisions ont augmenté de 9 K€, suite à la clôture à l'amiable de litiges. Le suivi du plan gros entretien, ainsi que le volume des travaux, ont généré une reprise de 313 K€, soit +80 K€ par rapport à 2015.

**Le total des charges d'exploitation** augmente de 7,7% par rapport à 2015, s'élevant ainsi à 3 237 K€ pour l'exercice 2016.

Cette variation est principalement due aux éléments suivants:

- Diminution du recours à l'intérim (-21 K€)
- Personnel détaché à temps partagé pour l'évolution Informatique (+22 K€)
- Baisse de l'assistance technique (-23 K€) (contrat de réseau et honoraires).
- Progression du gardiennage de 19 K€.
- Stabilité des charges de personnel, les recrutements en cours d'année d'une chargée de mission et d'une responsable investissements sont compensés par le départ volontaire d'un contrôleur péagiste et le congé sabbatique de six mois d'un technicien.

- La redevance de concession, indexée sur l'indice Construction, est stable.
- Les pertes pour créances irrécouvrables diminuent (-12 K€).
- Les dotations aux amortissements et provisions augmentent de 39 K€ par rapport à 2015.
- La provision pour Gros Entretien diminue de 16 K€ pour s'établir à 184 K€ suivant le plan de gros entretien.
- La provision pour amortissement de caducité des fonds propres progresse (+28 K€) (l'accroissement technique annuel va s'amplifier au fur et à mesure du rapprochement de la fin de la concession).
- Les provisions pour clients douteux diminuent de manière significative (-20 K€).

**Le résultat d'exploitation** 2016 s'élève à -56 K€ contre -28 K€ en 2015.

**Le résultat financier** de l'exercice 2016 est positif à 65 K€ contre 55 K€ en 2015.

#### **4. ACTIVITES POUR L'ANNEE 2016**

##### **a) Activités de recherche et de développement**

- Renforcement du pavillon des grossistes alimentaires : nouvelles implantations pour compléter l'offre de produits
- Fin de l'activité horticole de Gigean
- Développement du pôle de transformation : 5 nouvelles entreprises se sont implantées représentant 50 emplois directs

##### **b) Réglementation**

- Amélioration de l'offre de produits sur le marché : les entreprises ne créant pas de synergie sont relocalisées (parfois résiliées) dans l'intérêt du service (ou à échéance)
- Renforcement du règlement intérieur par l'ajout d'un article relatif à la liberté de la concurrence et la destination des emplacements sur le marché avec pour objectif de garantir l'équité entre les entreprises
- Développement des mesures sanitaires des espaces communs des ateliers de transformation : annexion d'un règlement sanitaire au règlement intérieur

##### **c) Mouvements**

- 85 producteurs ont mis en marché leur production sur le Marché d'Intérêt National (MIN) : 45 permanents (-2 par rapport à 2015) et 40 saisonniers (+3 par rapport à 2015)
- Au niveau du pavillon des grossistes alimentaires on compte 7 arrivées et/ou agrandissements pour 2 départs et/ou réductions
- Les ateliers de transformations enregistrent l'arrivée d'une entreprise de conditionnement de produits locaux et l'agrandissement d'un préparateur de commande
- La halle et le pôle horticole ont été marqués par 4 départs pour 2 arrivées
- Au niveau du secteur logistique, on dénombre 9 arrivées pour 7 départs
- Concernant les autres services, on note 2 arrivées (une entreprise de recherche de fonds européens et une de mécanique générale) et un départ d'une entreprise de fournitures

##### **d) Evènements marquants**

- Mars : Participation au salon de l'agriculture
- Septembre : Signature de la charte 3M durable, présentation des appels à projets économie circulaire (organisé par le Région)
- Octobre : Rencontre nationale des référents en logistique urbaine (organisée par la 3M)

- Décembre : Rencontre des Marchés d'Intérêts Nationaux et des Marchés de Gros d'Occitanie (Montpellier, Perpignan, Toulouse)

## **5. PERSONNEL**

L'effectif de la société au 31 décembre 2016 s'élève à 17 agents dont le Directeur mis à disposition par la SCET GE.

## **6. PERSPECTIVES ET DEVELOPPEMENTS**

Les perspectives d'avenir relèvent principalement de la poursuite de la politique de développement et de l'évolution de la proposition du plan d'évolution stratégique.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de prendre acte de ce rapport 2016 et d'entériner par un vote sa mise à disposition auprès des élus de l'assemblée délibérante.**

À l'issue d'un vote à main levée, le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions de la délibération

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 1 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 29 septembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport des administrateurs - Exercice 2016

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du  
jeudi 28 septembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le vingt huit septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Jacques DOMERGUE, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Séverine SCUDIER.

## **Rénovation/Installation de mise en lumière Tour de la Babote Déclaration de Travaux**

Dans l'optique de valoriser son patrimoine, la Ville de Montpellier a engagé, depuis plusieurs années, des chantiers ambitieux de réparation, de rénovation et de réaménagement de ses bâtiments communaux.

Poursuivant cet objectif, la Ville souhaite aujourd'hui entreprendre une opération de mise en valeur de la Tour de la Babote, en repensant sa mise en lumière, à l'occasion notamment de la prochaine manifestation « Cœur de Ville en Lumières » qui aura lieu début décembre 2017.

Cet édifice, sis 17 boulevard de l'Observatoire, ancien vestige des remparts de Montpellier datant de la fin du XII<sup>ème</sup> et début XIII<sup>ème</sup> siècles, est aujourd'hui classé au titre des Monuments Historiques.

Aussi pour mener à bien cette opération, il convient de procéder au dépôt d'un dossier de déclaration pour travaux sur monuments historiques auprès des services compétents de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC), afin de présenter le projet envisagé et les équipements d'éclairage à mettre en place pour assurer la mise en lumière de la Tour de la Babote.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser le dépôt du dossier de déclaration pour travaux sur monuments historiques auprès de la DRAC ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 29 SEP. 2017**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
jeudi 28 septembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt huit septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Jacques DOMERGUE, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Séverine SCUDIER.

**Crèche Boussinesq  
Installation d'un "pare balcons"  
Déclaration préalable de travaux**

La crèche Boussinesq, partie intégrante de la Copropriété Villa Juliette, sis 6 rue Boussinesq, présente une cour située en façade Nord-Ouest, surplombée de trois balcons de logements qui pourraient occasionner des risques de chutes d'objets.

Afin de garantir la sécurité des enfants amenés à fréquenter cet équipement, il convient de prévoir des travaux consistant à l'installation d'une protection horizontale au pied des balcons des logements précités.

Il s'agira en effet, d'installer une structure en acier horizontale habillée d'une résille en maille inox qui empêchera ainsi, des chutes d'objets dans la cour de l'établissement.

Le montant estimé des travaux s'élève à 15 000 € TTC.

Pour mener à bien cette opération, il est nécessaire de déposer un dossier de déclaration préalable de travaux.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer et déposer le dossier de déclaration préalable de travaux auprès des services compétents ;
- d'autoriser l'imputation de la dépense sur le budget 2017 – chapitre 900 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 29 SEP. 2017**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
jeudi 28 septembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt huit septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Hors Délégation**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Jacques DOMERGUE, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Séverine SCUDIER.

**Mise à disposition de locaux associatifs - Approbation de loyer minoré -  
Autorisation de signer la convention - Tang 'Hérault**

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, la Ville de Montpellier propose une nouvelle convention de location pour l'association « Tang' Hérault Montpellier » du 1<sup>er</sup> octobre 2017 au 30 juin 2019.

Cette convention annule et remplace la précédente du 1<sup>er</sup> août 2016.

L'association occupe ces locaux depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008.

Au vu de l'intérêt communal attaché à cette structure, un loyer minoré lui sera proposé. Ce loyer constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et de l'association.

Association	Adresse du local	Valeur locative	Loyer annuel	Aide annuelle en nature
Tang' Hérault Montpellier	Résidence le Saint James 40 rue Favre de Saint Castor 34080 Montpellier	20 900 €	35 €	20 865 €



**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver le loyer minoré proposé à l'association « Tang ' Hérault Montpellier » et de porter au Compte administratif de la Ville ces informations comptables ;
- D'approuver la convention d'occupation du domaine privé passée avec cette association ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 29 SEP. 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Tang' Hérault
- Convention Mise à Disposition Maison Tango 2017-2018

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
jeudi 28 septembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt huit septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Jacques DOMERGUE, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Séverine SCUDIER.

## **Attributions de subventions - Exercice 2017**

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année, la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

1) Attributions de subventions :

o Dans le cadre de la thématique **JEUNESSE & SPORTS** :

- SPORTS

Code	Structure	Type	Montant
1819	CLUB SPORTIF BOULISTE DE MONTPELLIER	Fonctionnement	2 000 €
4806	ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE PAILLADE MERCURE	Fonctionnement	4 200 €
4897	ENERGIE PAILLADE	Fonctionnement	500 €
TOTAL			6 700 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25722, nature 6574, chapitre 924

- BOURSE ANIMATION JEUNES

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
6748	COOPERATION SANTE EDUCATION	Projet	APPUI A L'EQUIPEMENT MEDICAL A L'HOPITAL LEON BECERRA (EQUATEUR)	3 000 €
6765	POPLITE MOBILIS	Projet	ABSURDE ORAGE	2 000 €
TOTAL				5 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1937, nature 6574, chapitre 924

o Dans le cadre de la thématique **REUSSITE EDUCATIVE** :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
2737	SWING GUM ENFANCE	Projet		2 500 €
3901	HALTE POUCE	Projet	ACCOMPAGNER DES ENFANTS EN SITUATION DE HANDICAP	3 000 €
TOTAL				5 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922

o Dans le cadre de la thématique **SOCIAL** :

- COHESION SOCIALE

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
661	ASSO DEPARTEMENTALE D'INFORMATION ET D'AIDE AUX VICTIMES	Projet	ACCES DES DROITS DES VICTIMES D'INFRACTIONS PENALES	6 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21498, nature 6574, chapitre 925

o Dans le cadre de la thématique **VIE ASSOCIATIVE**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
589	PAPOT CROIX	Projet	1ER FESTIVAL DE LA BRODERIE A MONTPELLIER	1 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1260, nature 6574, chapitre 920

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2017 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 25 200 €;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 29 SEP. 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention fonctionnement type
- Convention projet type
- Lettre d'engagement type
- Convention Montpellier Handball
- Convention Montpellier Hérault Sport Club
- Convention Montpellier Rugby Club

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
jeudi 28 septembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt huit septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Ressources humaines**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Jacques DOMERGUE, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Séverine SCUDIER.

**Modification du tableau des effectifs**

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier, afin de tenir compte des besoins de la collectivité :

**Créations de postes :**

Filière Administrative :

Adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe : Création de seize postes  
Adjoint administratif principal de 1<sup>ère</sup> classe : Création de dix-huit postes  
Rédacteur : création de trois postes  
Rédacteur principal de 2<sup>ème</sup> classe : création de cinq postes  
Rédacteur principal de 1<sup>ère</sup> classe : création de deux postes  
Attaché : création de trois postes  
Attaché principal : création de deux postes  
Attaché hors classe : création de deux postes

Filière Technique :

Adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe : création de cinquante-cinq postes  
Adjoint technique principal de 1<sup>ère</sup> classe : création de trente postes  
Agent de maîtrise : création de onze postes

Agent de maîtrise principal : création de dix-huit postes  
Technicien : création de trois postes  
Technicien principal de 2ème classe : création de cinq postes  
Technicien principal de 1ère classe : création de trois postes  
Ingénieur : création d'un poste  
Ingénieur principal : création d'un poste

Filière Sportive :

Educateur des APS principal de 1ère classe : création de deux postes

Filière Animation :

Adjoint d'animation principal de 2ème classe : création de sept postes  
Adjoint d'animation principal de 1ère classe : création de deux postes  
Animateur : création d'un poste  
Animateur principal de 2ème classe : création de deux postes

Filière Médico-sociale :

ATSEM principal de 1ère classe : création de trente-huit postes  
Auxiliaire de puériculture principal de 1ère classe : création de trente-cinq postes  
Educateur principal de jeunes enfants : création de deux postes  
Puéricultrice de classe supérieure : création d'un poste  
Puéricultrice hors classe : création d'un poste  
Cadre supérieur de santé : création de trois postes

Filière Sécurité :

Brigadier-chef principal : création de six postes  
Chef de service de PM de 2ème classe : création de deux postes

**Suppression de postes (sous réserve de l'avis du Comité Technique du 10 Octobre 2017) :**

Filière Administrative :

Adjoint administratif : suppression d'un poste

Filière Technique :

Adjoint technique : suppression d'un poste  
Adjoint technique principal de 2ème classe : suppression de trois postes  
Agent de maîtrise : suppression d'un poste

Filière Animation :

Adjoint d'animation : suppression d'un poste

**En conséquence, sous réserve de l'avis du Comité Technique, il est proposé au Conseil municipal d'approuver les modifications proposées au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier.**

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

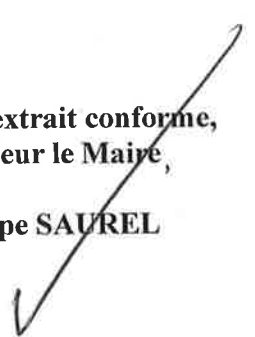
Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL**



**Publiée le : 29 SEP. 2017**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
jeudi 28 septembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt huit septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Ressources humaines**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Séverine SCUDIER.

## **Protection fonctionnelle des élus et agents de la Ville**

Aux termes de l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, les agents publics, titulaires ou non titulaires, peuvent bénéficier de la protection fonctionnelle.

Cette protection bénéficie également aux élus conformément aux articles L. 2123-34 et L. 2123-35 du code général des collectivités territoriales.

Cette protection peut leur être octroyée par l'administration dans trois hypothèses :

- Lorsque l'agent ou l'élue est victime d'atteinte à son honneur et à son intégrité en raison de ses fonctions (menace, violence, voie de fait, injure, diffamation, outrage) ;
- Lorsque l'agent ou l'élue est poursuivi civilement par un tiers pour faute de service et que le conflit d'attribution n'a pas été élevé ;
- Lorsque l'agent ou l'élue est poursuivi pénalement pour faute de service.



L'agent ou l'élu qui souhaite bénéficier de la protection fonctionnelle doit en faire la demande par écrit à l'autorité territoriale en donnant tous les éléments d'information et justificatifs concernant les faits et les circonstances motivant cette demande.

L'octroi de la protection fonctionnelle par la commune de Montpellier se traduit, outre une assistance de l'agent, par la mise en œuvre de différents moyens :

- Prise en charge des honoraires d'avocat utiles à la défense de la victime en cas de poursuites judiciaires engagées ainsi que les frais annexes de procédure, sur justificatifs ;
- Prise en charge des dommages et intérêts alloués à la victime sur la base de la décision juridictionnelle définitive (la collectivité se retournant ensuite contre l'auteur du dommage pour recouvrer les condamnations proposées), ainsi que les condamnations civiles.

En cas de préjudice subi par la commune, celle-ci pourra également se constituer partie civile (recouvrement des frais liés aux accidents de service notamment).

La protection fonctionnelle accordée n'est pas inconditionnelle. Il appartient à la collectivité de pouvoir apprécier jusqu'à quel point elle apporte son soutien. Ainsi, la prise en charge n'est accordée que jusqu'à la date où la juridiction initialement saisie des faits se sera prononcée.

Toute poursuite de la procédure au-delà de cette étape qui pourrait être souhaitée par la victime, donnera lieu à une nouvelle demande de protection afin de permettre à la collectivité de pouvoir apprécier si sa prise en charge est toujours fondée.

Le Conseil municipal étant compétent, il lui est demandé de se prononcer sur les demandes de protection fonctionnelle telles que précisées dans l'annexe à la présente délibération.

**Il est donc proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver l'octroi de la protection fonctionnelle dans les modalités ci-dessus évoquées aux élus et agents, et pour les faits tels que désignés dans la pièce annexée à la présente délibération ;
- D'approuver notamment à ce titre les prises en charge financières découlant de cette protection : frais de justice et de représentation, pris en charge des condamnations civiles ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire ;

- De dire que les dépenses relatives à cette affaire seront prélevées sur les crédits inscrits au budget de la collectivité nature fonction : 6227-920 200.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 8 voix

Ne prennent pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 29 SEP. 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Annexe à la délibération

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 28 septembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt huit septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Hors Délégation

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clère HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE.

## Adoption du procès-verbal du Conseil municipal du 20 juillet 2017

Voir procès-verbal du Conseil municipal du 20 juillet 2017 en pièce annexe.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

Publiée le :

29 SEP. 2017

**Liste des annexes transmises en Préfecture :****- Procès-verbal**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

# **Recueil des Actes Administratifs**

Secrétariat général

Service de l'Assemblée

## **Décisions**

**Rapportées en séance du Conseil municipal  
Du 28 septembre 2017**



**Direction de la Communication**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Marché n° 7B0059  
Achat d'espaces dans le Midi-Libre  
à l'occasion du Feu d'Artifice du 14 juillet**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA afin de choisir un prestataire pour la réalisation d'un Cavalier Jacquette permettant la présentation détaillée du Feu d'Artifice du 14 juillet ; cette prestation inclut la conception, la réalisation, l'impression ainsi que la diffusion dans un 1<sup>er</sup> cahier du quotidien Midi Libre, à paraître le 14 juillet 2017 ;
- Qu'à la suite d'une procédure de marché sans publicité ni mise en concurrence, et conformément à l'article 30 I 10° du décret 2016-360 du 25 mars 2016, la société MidiMédia a présenté une offre économiquement avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

**Article 1 :** D'attribuer le marché n° 7B0059 "Achat d'espaces dans Midi-Libre pour la manifestation du 14 juillet" à l'entreprise MIDIMEDIA, pour un montant de 25 248,00 euros HT ;

**Article 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Ville, chapitre 920 nature 6231 ;

**Article 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12/09/2017  
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA

Publiée le : 13/09/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Administration des Ressources Humaines**  
Unité rémunération portefeuille Ville

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

## **Renouvellement de maintenance pour le logiciel de gestion du chômage Indeline**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté de délégation de Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller municipal délégué aux Ressources Humaines ;
- Vu la décision n° 2015/0264 autorisant le recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics pour l'acquisition d'un logiciel de gestion du chômage et autorisant le paiement annuel de la maintenance pour une durée maximum de 4 ans et d'un montant maximum de 4 000 € HT annuel ;
- Vu l'acquisition à compter du 27 janvier 2016 du logiciel de gestion du chômage Indeline de la société CEGAPE ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de faire procéder à la maintenance du logiciel de gestion du chômage, Indeline ;
- Que seul le prestataire du logiciel, CEGAPE, est habilité à assurer la maintenance ;

**Décide en conséquence :**

- D'autoriser les services de la Ville de Montpellier à faire appel à la société CEGAPE pour la maintenance du logiciel de gestion du chômage Indeline ;



- D'autoriser le paiement annuel de la maintenance pour une durée maximum de 3 ans et d'un montant maximum de 4 000 € HT annuel ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, Chapitre 900, Nature 2051 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le contrat de maintenance et tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 09/08/2017  
Monsieur le Conseiller municipal

Abdi EL KANDOUSSI

**Publiée le :** 11/08/2017

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des parcours professionnels et des compétences**  
Service Formation

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Formation BPJEPS option Loisirs Tous Publics  
2017/2018  
Marché n° 7B055**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de signature de Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller Municipal délégué aux Ressources Humaines ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à une mise en concurrence pour la formation BPJEPS option Loisirs Tous Publics ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à bons de commande pour une durée de 2 ans ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient la valeur technique pour 60% et le prix pour 40% ;
- Qu'après analyse, l'entreprise Union Régionale FRANCAS Languedoc Roussillon Montpellier, seul organisme de formation à avoir répondu, a présenté une offre avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

**Article 1 :** D'attribuer le marché n° 7B055 « BPJEPS option Loisirs Tous Publics 2017/2018 » à l'entreprise Union Régionale FRANCAS Languedoc Roussillon Montpellier, pour un montant minimum de 6000 euros HT, un montant maximum de 88 000€ HT et une durée de 2 ans ;

**Article 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget du service Formation de la Ville, chapitre 920 ;

**Article 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21.07.2017

Monsieur le Conseiller municipal

Abdi EL KANDOUSSI

Publiée le : 21.07.2017  
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Travaux et Maintenance**  
Service Administration et Comptabilité

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

## **Ecole maternelle Geneviève BON Rénovation partielle - Demande de subventions**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté relatif à la délégation consentie à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au maire déléguée à la Réussite Educative ;

**Considérant :**

- Que dans le cadre de sa politique de maintenance des bâtiments scolaires, la Ville envisage des travaux de rénovation partielle à l'école maternelle Geneviève BON sise, 971 rue Paul Rimbaud quartier les Cévennes à Montpellier ;
- Que ces travaux consistent à la rénovation des sanitaires, la réfection de l'étanchéité de la toiture-terrasse et le remplacement des menuiseries du dortoir ;
- Que ces travaux seront effectués par les entreprises titulaires d'un marché à bons de commande attribué par la Ville durant les vacances scolaires 2017, afin de ne pas pénaliser le bon fonctionnement de l'école, pour un coût estimé à 105 000 €HT ;

**Décide en conséquence :**

- De demander les subventions les plus larges possible auprès des organismes compétents ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Madame l'Adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire et notamment les autorisations d'urbanisme.

Montpellier, le 26.04.2017  
Madame l'Adjointe au Maire

Isabelle MARSALA

Publiée le : 26.04.2017  
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Travaux et Maintenance**  
Service Administration et Comptabilité

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Ecole élémentaire Julie DAUBIE  
Création de locaux et mise  
en conformité du restaurant scolaire  
Demande de subventions**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté relatif à la délégation consentie à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au maire déléguée à la Réussite Educative ;

**Considérant :**

- Qu'afin d'améliorer les conditions d'accueil des élèves dans les bâtiments scolaires et répondre aux normes d'hygiène dans la salle de restauration, la Ville envisage la création de locaux au sein de l'école élémentaire Julie DAUBIE sise, 183 allée de l'Aqueduc quartier les Cévennes à Montpellier ;
- Que ces travaux consistent en :
  - La restructuration des salles de restauration pour les maternelles et élémentaires ;
  - La création d'une salle d'accueil indépendante des salles de restauration ;
  - La création de deux bureaux, un pour la responsable technique du groupe scolaire et un pour la responsable de l'animation ;
  - Une salle de repli pour le personnel du groupe scolaire ;
  - Une remise aux normes des offices et la création d'un vestiaire pour les agents opérant dans le restaurant scolaire ;
- Que ces travaux seront effectués par les entreprises titulaires d'un marché à bons de commande attribué par la Ville durant les vacances scolaires 2017, afin de ne pas pénaliser le bon fonctionnement de l'école, pour un coût estimé à 100 000 €HT. Cette somme est inscrite au budget primitif 2017 de la Ville de Montpellier ;

**Décide en conséquence :**

- De demander les subventions les plus larges possible auprès des organismes compétents ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Madame l'Adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire et notamment les autorisations d'urbanisme.

Montpellier, le 26.07.2017  
Madame l'Adjointe au Maire

Isabelle MARSALA



Publiée le : 26.07.2017  
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Service Politique Petite Enfance et Prospective

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

## **Réservation de berceaux auprès d'entreprises de crèches sur le territoire communal - Marché n° 7D0008**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Titina DASYLVA ;

**Considérant :**

- Que pour faire face à l'augmentation croissante des besoins des familles montpelliéraines, la Ville souhaite diversifier et développer l'offre d'accueil sur son territoire par la réservation de berceaux auprès d'entreprises de crèches sur le territoire communal. Les places réservées seront attribuées, par le comité municipal d'attribution, à des familles inscrites sur liste d'attente municipale ;
- Qu'une procédure adaptée a été lancée conformément aux articles 28 et 78 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande. Le marché est prévu pour une période initiale de 16 mois du 1er septembre 2017 au 31 décembre 2018 et pourra être reconduit pour deux périodes successives de 12 mois. Il comporte 3 lots décomposés de la manière suivante :
  - Lot 1 : Quartier Mosson (avec un maximum de 10 berceaux)
  - Lot 2 : Quartier Hôpitaux-Facultés (avec un maximum de 10 berceaux)
  - Lot 3 : Quartier Centre (avec un maximum de 10 berceaux)
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - Valeur technique 60%
  - Prix des prestations 40%
- Que la commission d'appel d'offres, dans sa séance du 04 juillet 2017, a attribué :
  - le lot 1 à l'entreprise Les Petits Chaperons Rouges (crèche LPCR Parc 2000), 6 allée Jean Prouvé 92110 Clichy, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.
  - le lot 2 à l'entreprise Les Petits Chaperons Rouges (crèche LPCR Euromédecine), 6 allée Jean Prouvé 92110 Clichy, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.
  - le lot 3 à l'entreprise Bébébiz (crèche les jardins de Flore), 40 rue du Faubourg St Jaumes 34000 Montpellier, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.



**Décide en conséquence :**

**Article 1** : D'autoriser la signature du marché de réservation de berceaux auprès d'entreprises de crèches sur le territoire communal :

- pour le lot 1, à l'entreprise Les Petits Chaperons Rouges, pour un prix unitaire annuel de 7 600 euros, soit un montant maximum de 253 333€ pour la durée totale du marché, périodes de reconductions comprises.
- pour le lot 2, à l'entreprise Les Petits Chaperons Rouges, pour un prix unitaire annuel de 7 600 euros, soit un montant maximum de 253 333€ pour la durée totale du marché, périodes de reconductions comprises.
- pour le lot 3, à l'entreprise Bébébiz, pour un prix unitaire annuel de 8 163 euros soit un montant maximum de 272 000€ pour la durée totale du marché, périodes de reconductions comprises.

**Article 2** : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de la Ville, chapitre 926.

**Article 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché de réservation de berceaux auprès d'entreprises de crèches sur le territoire communal pour les lots 1, 2 et 3 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02/08/2017  
Madame l'Adjointe au Maire

Titina DASYLVA

Publiée le : 04/08/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Contentieux**  
**Commune de Montpellier c/ Société PROPAV**  
**Recours pour excès de pouvoir contre la décision**  
**de la Commission nationale d'aménagement**  
**commercial du 30 mars 2017**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que par une décision du 30 mars 2017, la Commission Nationale d'Aménagement Commercial a autorisé la SAS DISTRIBUTION CASINO FRANCE à procéder à une extension de 319 m<sup>2</sup> de son magasin CASINO situé avenue de Toulouse ;
- Que la société PROPAV a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès de la Cour Administrative d'Appel de Marseille, le 26/06/2017 sous le n° 17MA02651 ;

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 920 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 06/09/2017  
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA

Publiée le : 12/09/2017  
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**CONTENTIEUX**  
**Madame GOULLI-FARID**  
**Recours contre l'arrêté du 17 mai 2017**  
**Décision de défendre**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, 1<sup>er</sup> Adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que Madame GOULLI-FARID conteste l'arrêté du 17 mai 2017 mettant fin à son stage de manière anticipé et la licenciant pour insuffisance professionnelle (instance n°1703125-3) ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans ce dossier ;

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 920 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 24.07.2017  
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA

Publiée le : 25.07.2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public**  
Service Gestion des Moyens Communs

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Conception et production artistique de la  
manifestation 2017 "Coeur de Ville en lumières"  
Marché n° 7C0010**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Brigitte ROUSSEL GALIANA ;

**Considérant :**

- Que le « Cœur de Ville en Lumières », connaît depuis plus de 3 ans un succès toujours croissant tant par l'affluence record de spectateurs en ville, que par son impact médiatique et que la Ville a donc décidé de reconduire cette année encore, l'organisation de cet événement très attendu du public mais aussi des professionnels du tourisme et de la restauration ;
- Que le projet consiste cette année en la mise place de différents parcours originaux, touristiques, culturels et ludiques autour de nombreux sites, sur l'ensemble du Centre-ville piéton de Montpellier et qu'il se déroulera durant trois jours consécutifs : les 30 novembre, 1er et 2 décembre 2017 (projections diffusées entre 18h30 et 22h00) ;
- Que « Cœur de Ville en Lumières » 2017 reste une fête gratuite qui propose des œuvres urbaines éphémères sur de nombreux sites dans le centre-ville, ouverte à tout public pour un moment magique où la poésie, l'étonnement et l'émotion seront présents.
- Que les propositions des contenus permettront de toucher un public varié avec l'ambition d'utiliser des techniques de la lumière diverses de haut niveau.
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 28 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché ordinaire réparti en 7 lots pour une durée de 7 mois.
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants pour l'ensemble des lots : la qualité artistique et esthétique pour 40%, la valeur technique pour 30% et le prix pour 30% ;
- Qu'après analyse, l'entreprise B71 pour les lots 1, 2 et 4 (Quai de Rome n°6, 4000 LIEGE, Belgique, l'entreprise ID SCENES pour les lots 3 et 5 (5 Rue Barthélemy, 34000 MONTPELLIER) et Maurice FOUILHE pour le lot 6 (18 Rue Rambaud, 34000 MONTPELLIER) présentent une offre économiquement avantageuse ;
- Que, aucune offre n'ayant été présentée pour le lot 7, la consultation sera relancée par procédure adaptée ;

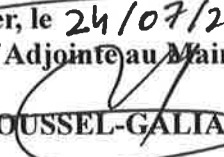
**Décide en conséquence :**

**Article 1 :** D'attribuer le marché n° 7C0010 «Conception et Production artistique de la manifestation 2017 Cœur de Ville en Lumières » à : l'entreprise B71 pour les lots 1 (31 430 € HT), 2 (40 980 € HT) et 4 (44 351.76 € HT), l'entreprise IDSCENES pour les lots 3 (30 027.50 HT) et 5 (45 506.50 € HT), et à Maurice FOUILHE pour le lot 6 (6 250 € HT) ;

**Article 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de la Ville, chapitre 929.

**Article 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24/07/2017  
Madame l'Adjointe au Maire  
  
Brigitte ROUSSEL-GALIANA

**Publiée le :** 03/08/2017

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Mission Grand Cœur**

Service Accueil Communication Espace Public

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Attribution des marchés relatifs aux travaux de  
construction des nouvelles halles Laissac.**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la convention de mandat en date du 27 décembre 2016 conclue au bénéfice de la SA3M

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de désigner des prestataires pour les lots de travaux relatifs à la construction des nouvelles Halles ;

Lot n° 1 : Gros œuvre

Lot n° 2 : Structure métallique

Lot n° 3 : Menuiseries extérieures acier – Brises soleil

Lot n° 4 : Couverture acier et zinc

Lot n° 5 : Revêtements de sols

Lot n° 6 : Cloisons Doublage Faux plafonds – Menuiseries intérieures

Lot n° 7 : Peinture – Nettoyage

Lot n° 8 : Ascenseur

Lot n° 9 : Serrurerie

Lot n° 10 : Electricité

Lot n° 11 : Rafraichissement – Ventilation – Plomberie – Sanitaire

- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 67 et 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché alloti pour une durée prévisionnelle de 13 mois à compter de l'ordre de service ;

- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :

- 60% : Valeur technique de l'offre – Notation sur 10 (appréciée à partir du mémoire justificatif)

- 40% : Prix de la prestation – Notation sur 10

- Que la Commission d'appel d'offres de la Ville de Montpellier qui s'est réunie le 27 Juillet 2017 a décidé d'attribuer :

- Le lot 1 : Gros œuvre, à l'entreprise DARVER, domiciliée au 445 Avenue des Razeteurs – 34160 CASTRIES, pour un montant de 1 250 000.00 € HT.
- Le lot 2 : Structure métallique, à l'entreprise CABROL, domiciliée à la Zone Industrielle Bonnetcombe – 6 Rue de la Ferronnerie – 81200 MAZAMET, pour un montant de 978 978.19 € HT et l'option 2 pour un montant de 5233.73 €
- Le lot 3 : Menuiseries extérieures acier – Brises soleil, à l'entreprise SERRURERIE ROMANO (mandataire), domiciliée 10, Rue de la Bergerie – 30250 COMBAS, et METAL FORME TRADITION au 550, Chemin de Parignargues – 30730 MONTPEZAT, pour un montant de 1 051 396.00 € HT.
- Le lot 4 : Couverture acier et zinc, à l'entreprise STRUCTURE BOIS, domiciliée rue du Puit du Marin – 34920 LE CRES, pour un montant de 384 524.00 € HT.
- Le lot 5 : Revêtements de sols, à l'entreprise SOCAMO, domiciliée au PA Charles Martel – 354 Rue Gustave Courbet – 34750 VILLENEUVE LES MAGUELONE, pour un montant de 365 465.50 € HT.
- Le lot 6 : Cloisons Doublage Faux plafonds – Menuiseries intérieures, à l'entreprise – FPI (mandataire), domiciliée au PAE La tour – 264, Rue Denis Papin – 34570 MONTARNAUD, et CARDONET au 405, Rue des Avants – 34 270 ST MATHIEU DE TREVIERS, pour un montant de 371 495.30 € HT et l'option 1 pour un montant de 18 376.20 € HT.
- Le lot 7 : Peinture – Nettoyage, à l'entreprise VIOLAN, domiciliée au 2941 avenue Etienne Méhul – 34070 MONTPELLIER, pour un montant de 16 500.00 € HT.
- Le lot 8 : Ascenseur, à l'entreprise CFA, domiciliée au 6, Rue de la Goélette – ZE du Grand large – 86280 SAINT BENOIT pour un montant de 19 800.00 € HT.



- Le lot 9 : Serrurerie, à l'entreprise TECHNIFER, domiciliée au 150 Rue du Mas de Bringaud – BP 95592 – 34071 MONTPELLIER Cedex, pour un montant de 97 509.00 € HT.
- Le lot 10 : Electricité, à l'entreprise INEO, domiciliée à la ZA Font de la Banquière – « Le Météor » - BP 20032 LATTES, pour un montant de 289 969.63 € HT et l'option 1 pour un montant de 11 358.72€ HT.
- Le lot 11 : Rafraichissement – Ventilation – Plomberie - Sanitaire, à l'entreprise TEMPERIA, domiciliée au lieu-dit Vauguières le Bas – CS 90053 – 34134 MAUGUIO Cedex, pour un montant de 298 000.00 € HT.

Lesdites entreprises présentant les offres économiquement les plus avantageuses

**Décide en conséquence :**

**Article 1 :** D'autoriser la signature des marchés aux entreprises ci-dessous pour les montants ci- dessous :

N° du lot	Désignation du lot	Entreprises	Numéro du marché	Montant € HT
1	Gros œuvre	DARVER	2907 T 17.02	1 250 000.00
2	Structure métallique	CABROL	2907 T 17.03	984 211.92
3	Menuiseries extérieures acier – Brises soleil	SERRURERIE ROMANO/METAL FORME TRADITION	2907 T 17.04	1 051 396.00
4	Couverture acier et zinc	STRUCTURE BOIS	2907 T 17.05	384 524.00
5	Revêtements de sols	SOCAMO	2907 T 17.06	365 465.50
6	Cloisons – Doublage – Faux plafonds – Menuiseries intérieures	FPI / CARDONNET	2907 T 17.07	389 871.50
7	Peinture – Nettoyage	VIOLAN	2907 T 17.08	16 500.00
8	Ascenseur	CFA	2907 T 17.09	19 800.00
9	Serrurerie	TECHNIFER	2907 T 17.10	97 509.00
10	Electricité	INEO	2907 T 17.11	278 610.91
11	Rafraichissement – Ventilation – Plomberie - Sanitaire	TEMPERIA	2907 T 17.12	298 000.00
	TOTAL € HT			5 135 888.83

**Article 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, CRB 28500, chapitre 908 ;

**Article 3 :** D'autoriser Monsieur le Maire ou toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés ci-dessus et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

**Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le  
Monsieur le Maire

28 JUL. 2017

Philippe SAUREL

**Publiée le :** 31 JUL. 2017

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Architecture et Immobilier**  
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**MAINTENANCE DES BATIMENTS  
COMMUNAUX : EQUIPEMENTS DE  
SECURITE INCENDIE ET CONTROLE  
D'ACCES  
N° DE MARCHE : 6D0052**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

**Considérant :**

- Qu'il est nécessaire d'assurer la maintenance des équipements de sécurité incendie et de contrôle d'accès de l'Hôtel de Ville et des équipements de sécurité incendie des bâtiments communaux ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 25-I.1°, 67 à 68 et 78 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un appel d'offres ouvert à bons de commande sans minimum ni maximum.

Que ce marché comporte 2 lots :

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>
1	Maintenance des équipements de sécurité incendie et de contrôle d'accès de l'Hôtel de Ville
2	Maintenance des équipements de sécurité incendie des bâtiments communaux

Qu'il est conclu pour une durée d'un an reconductible trois fois ;

- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - Valeur technique : 60 %
  - Prix : 40 %

- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 4 juillet 2017 a attribué les marchés aux entreprises ayant présenté les offres économiquement les plus avantageuses suivantes :

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>	<i>Entreprise retenue</i>	<i>Adresse</i>
1	Maintenance des équipements de sécurité incendie et de contrôle d'accès de l'Hôtel de Ville	INEO MP LR	ZAE FONT DE LA BANQUIERE IMMEUBLE LE METEOR BP 20032 34970 LATTES
2	Maintenance des équipements de sécurité incendie des bâtiments communaux	SPIE FACILITIES	PARC D'ACTIVITES M. DASSAULT 170 RUE HENRI FARMAN BP 70339 34435 ST JEAN DE VEDAS

**Décide en conséquence :**

**Article 1 :** D'autoriser la signature des 2 lots du marché « Maintenance des bâtiments communaux : équipements de sécurité incendie et contrôle d'accès » avec les entreprises :

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>	<i>Entreprise retenue</i>
1	Maintenance des équipements de sécurité incendie et de contrôle d'accès de l'Hôtel de Ville	INEO MP LR
2	Maintenance des équipements de sécurité incendie des bâtiments communaux	SPIE FACILITIES

**Article 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Ville, chapitre 920 à 929.

**Article 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à ces affaires.

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04/08/2017  
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

**Publiée le :** 04/08/2017

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Urbanisme Opérationnel**  
**Service Foncier Opérationnel**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**DROIT DE PREEMPTION URBAIN**  
**Propriété SCI NN**  
**Lot 1 local commercial - 4 bis avenue Clemenceau**

**Exercice du droit de préemption**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de la Métropole, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme ;
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme ;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé ;
- Vu la concession d'aménagement confiée à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2013 ;
- Vu l'estimation des services fiscaux du 20 juillet 2017.

**Considérant :**

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;

- que par décision du 4 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur une partie du territoire communal ;
- que le 08 juin 2017, la SCI NN a déposé une déclaration d'intention d'aliéner un local commercial, lot 1 de la copropriété située 4 bis avenue Georges Clemenceau et cadastrée section HW 230, au prix de 158.000 € plus 12.000 € de commission d'agence ;
- que la politique locale de l'habitat et de dynamisation du commerce mise en œuvre par la Ville de Montpellier, se traduit en application de l'article L 300-1 du code de l'urbanisme, par des actions en faveur du renouvellement urbain, de lutte contre l'insalubrité, de sauvegarde et de mise en valeur du patrimoine bâti, et de revitalisation du commerce ;
- qu'à cette fin, par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003, la Ville de Montpellier a décidé de réaliser l'opération d'aménagement urbain "Montpellier Grand Cœur";
- que par délibération en date du 7 octobre 2013, la Ville a défini un nouveau programme et un nouveau périmètre à partir de potentialités foncières et immobilières identifiées et évaluées ;
- que sur la base de ce programme et de ce périmètre, la Ville a décidé de confier la réalisation de l'opération à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier, devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole, en vertu des articles L 300-4 et L 300-5-2 du Code de l'urbanisme ;
- que le 3 décembre 2013 la Ville a conclu avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier, devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole, une concession d'aménagement "Nouveau Grand Cœur 2013-2020";
- que le bilan prévisionnel de la concession d'aménagement relative à cette opération, établi sur une période de 7 ans, prévoit notamment des opérations de restructuration de commerces ou d'activités (acquisition, restructuration, location ou revente) et de création de surfaces nouvelles en rez-de-chaussée d'immeuble (4 600 m<sup>2</sup>) ;
- que ledit bien immobilier est situé dans le périmètre de l'opération définie ci-dessus ;
- que, dans ces conditions, il paraît opportun pour la Ville de Montpellier d'exercer le droit de préemption sur ledit bien immobilier dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'actions de développement commercial du centre-ville et des quartiers, en vue notamment de faire respecter les dispositions des baux commerciaux, d'être en mesure d'exercer un contrôle sur la nature et la qualité des activités commerciales en cas de cession du droit au bail, de commercialiser ou de mettre en place des projets novateurs en cohérence avec le développement commercial du secteur en cas de vacance.

#### **Décide en conséquence,**

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété de la SCI NN, située 4 bis avenue Georges Clemenceau, cadastrée section HW 230, au prix de 158.000 € plus 12.000 € de commission d'agence proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner ;
- que la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de tiers payeur et que le bien lui sera ensuite cédé gratuitement afin de poursuivre sa mission dans le cadre de la concession d'aménagement ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 2 AOUT 2017  
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publiée le : 11/08/2017  
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**EXPULSION ANCIENNES ARCHIVES  
DEPARTEMENTALES  
APPEL DE L'ORDONNANCE DU 14 JUIN 2017  
  
DECISION D'ESTER**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que la Ville est propriétaire, pour l'avoir acquis auprès du département de l'Hérault, du bâtiment des anciennes archives départementales sis 4 avenue de Castelnau et 40 rue Proudhon ;
- Que la police municipale a constaté dans plusieurs rapports que ce bâtiment était irrégulièrement occupé ;
- Que par requête en date du 10 mars 2017, la Ville a demandé l'expulsion des occupants sans droit ni titre ;
- Que par ordonnance en date du 14 juin 2017, le tribunal d'instance a ordonné l'expulsion des occupants dans un délai de huit mois renouvelable ;
- Que la Ville souhaite faire appel de l'ordonnance en ce qu'elle accorde un délai de huit mois renouvelables ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.



**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 920 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 06/09/2017  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

**Publiée le :** 13/09/2017

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Service Intendance et Maintenance

Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier

**Fourniture, installation et mise en service  
de deux systèmes de conditionnement  
en barquettes alimentaires par operculage pour  
l'Unité Centrale de Production de  
la Cuisine Centrale de la Ville de Montpellier  
Marché n°7D0020**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Réussite Educative ;

**Considérant :**

- Que les deux systèmes de conditionnement en barquettes alimentaires par operculage de l'Unité Centrale de Production de la Cuisine Centrale de la Ville sont devenus obsolètes du fait de la vétusté des matériels et de l'augmentation importante et régulière des besoins en production alimentaire, et qu'il y a donc lieu de procéder à leur remplacement ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 25-I.1° et 67 à 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de 2 ans (période de garantie obligatoire) ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : Valeur technique 60% - Prix : 40% ;
- Qu'après ouverture des plis le 4 juillet 2017 et examen des offres, la Commission d'Appel d'Offres du 18 juillet 2017 a attribué le marché à l'entreprise MECAPACK, ZI de Montifaut, 85700 POUZAUGES, qui présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

**Décide en conséquence :**

**Article 1 :** D'attribuer le marché relatif à la fourniture, l'installation et la mise en service de deux systèmes de conditionnement en barquettes alimentaires par operculage pour l'Unité Centrale de Production de la Cuisine Centrale de la Ville à l'entreprise MECAPACK, pour un montant de 193 155,12 euros HT pour la base;

**Article 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget d'investissement de la Ville : Direction de la Politique Alimentaire – CRB 13000 - Nature 2188 - chapitre 902 – LC 26113 ;

**Article 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03/08/2017

Madame l'Adjointe au Maire

  
Isabelle MARSALA

**Publiée le :** 04/08/2017

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique  
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier

**REFERE-SUSPENSION  
MME GOULLI-FARID / COMMUNE DE  
MONTPELLIER  
DECISION DE DEFENDRE**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que par requête en date du 01/07/2017 enregistrée auprès du Tribunal Administratif de Montpellier sous le numéro 1703126-1, MME GOULLI-FARID demande la suspension de l'arrêté du 17 mai 2017 mettant fin de manière anticipée à son stage et prononçant son licenciement pour insuffisance professionnelle.;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 920 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 06/09/2017  
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA

Publiée le : 13/09/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Urbanisme Opérationnel**  
**Service Foncier Opérationnel**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**DROIT DE PREEMPTION URBAIN**  
**Propriété des Cts SAINT PIERRE et de la SCI du**  
**MAS DE BRINGAUD**  
**150 rue du Mas de Bringaud**  
**Exercice du droit de préemption**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
  - Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
  - Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de la Métropole, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme ;
  - Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole ;
  - Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme ;
  - Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 ;
  - Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal ;
  - Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé ;
  - Vu la délibération du conseil municipal du 30 mars 2009 approuvant la création de la zone d'aménagement concerté de la Restanque ;

- Vu la délibération du conseil municipal du 25 juin 2012 approuvant la désignation de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM, devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole, soit SA3M) comme titulaire de la concession d'aménagement de la zone d'aménagement concerté de la Restanque ;
- Vu le Contrat de Plan Etat Région signé le 20 juillet 2015 ;
- Vu le Contrat triennal Région Métropole signé le 11 juillet 2016 ;
- Vu la délibération du Conseil de Métropole du 29 mars 2017 approuvant le volet métropolitain du Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) ;
- Vu l'estimation des services fiscaux du 31 juillet 2017.

**Considérant :**

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- que par décision du 4 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur une partie du territoire communal ;
- que la propriété est comprise dans un secteur où le droit de préemption urbain a été délégué à la Ville ;
- que le 22 mai 2017, les consorts SAINT PIERRE et la SCI MAS DE BRINGAUD ont déposé une déclaration d'intention d'aliéner un terrain avec divers bâtiments à usage industriel, situé 150 rue du Mas de Bringaud, cadastré section OL 29, OO 17, OO 18p et OO 19, au prix de 1.270.000 € étant précisé que l'acquéreur supportera seul les frais d'élimination des déchets estimés à 2.000.000 €;
- que ce bien fait l'objet de deux baux commerciaux en date du 1<sup>er</sup> janvier 2013 au profit de la Société FINANCIERE MALAFOSSE et d'une sous-location au moyen de deux baux commerciaux en date du 1<sup>er</sup> janvier 2013 consentie par la Société FINANCIERE MALAFOSSE au profit de la SAS SAINT PIERRE ;
- que la propriété est comprise dans un secteur où le droit de préemption urbain a été délégué à la Ville ;
- qu'il paraît opportun pour la Ville de Montpellier d'exercer le droit de préemption sur ce bien compris dans la zone d'aménagement concerté de la Restanque qui prévoit la réalisation d'une opération de renouvellement urbain de grande envergure sur ce quartier contigu avec le centre-ville, par la transformation de la zone industrielle des Près d'Arènes en un quartier de ville aux multiples usages (habitat, activités, commerces, équipements publics et privés).
- que cette acquisition permettra de répondre en partie aux besoins en activités de la zone par le développement de la filière agroalimentaire compte tenu, entre autres, de la proximité immédiate du marché d'intérêt national (MIN) dont le développement est prévu par Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation, ce projet étant conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de permettre le renouvellement urbain et d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques.

**Décide en conséquence :**

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété des consorts SAINT PIERRE et de la SCI MAS DE BRINGAUD, située 150 rue du Mas de Bringaud, cadastré section OL 29, OO 17, OO 18p et OO 19, au prix de 1.270.000 € ;
- que la SA3M interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de concessionnaire de la ZAC de la Restanque et en qualité de tiers-payeur, le bien lui étant par la suite cédé gratuitement ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le 04 AOUT 2017  
Monsieur le Maire  
Philippe SAUREL

**Publiée le :** 11/08/2017

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Energie et Moyens Techniques**  
**Service Achats et Production Graphique**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Attribution d'un Accord Cadre passé selon une**  
**procédure adaptée pour l'achat**  
**d'électroménagers blancs.**  
**(N°7B0060)**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté n° A-2017/122 du 21 mars 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux finances ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat d'électroménagers blancs répondant aux besoins des services techniques et administratifs de la Ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n°7B0060) a été lancée, en date du 20 juin 2017, conformément aux articles 27, 78 et 80 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 (Accord Cadre à bons de commande pour un montant total maximum d'achats de 80 000 euros HT), pour une durée d'exécution de 2 ans à compter de sa notification ;
- Que les critères d'analyse, pour le jugement des offres étaient les suivants : 40 % pour le prix des prestations et 60% pour la valeur technique ;
- Qu'après analyse, la société DARTY PRO, RN 6 – BP38 – 69578 LIMNEST CEDEX a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché « Achat d'électroménagers blancs » à l'entreprise DARTY PRO, pour un montant maximum d'achats de 80 000 euros HT, pour une durée d'exécution de 2 ans à compter de sa notification ;



- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de fonctionnement et d'investissement de la Ville, tous chapitres.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché « Achat d'électroménagers blancs n°7B0060 » et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05/09/2017  
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA

Publiée le : 07/09/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Energie et Moyens Techniques**  
Service Achats et Production Graphique

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Marché n° 4D0040 lot 1**  
**Avenant au lot n° 1 ' Achat de papier ' pour**  
**transfert de raison sociale (Acquisition de**  
**PAPYRUS France par le groupe INAPA**  
**FRANCE)**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté n° A-2017/122 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;
- Vu la décision N° 2015/0065 attribuant le lot n° 1 (Achat de papier) du marché « Achat de papier, d'enveloppes, de bobines de papier et de matériels offset (n° 4D0040) » à l'entreprise PAPYRUS, pour un montant de 1 200 000.00 euros HT (toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises) et pour une durée de 4 ans (toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises).

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de papier pour les services de la Ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure en appel d'offres ouvert a été lancée conformément aux articles 33 3° alinéa 57 à 59 et 77-1 du Code des Marchés Publics, sous forme d'un marché à bons de commande sans minimum ni maximum (N°4D0040) en date du 27 octobre 2014, la société PAPYRUS a présenté l'offre jugée économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères ;
- Que par décision, en date de 25 février 2015, notifié le 14 avril 2015, Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier a attribué ce marché n° 4D0040 lot n°1 à la Société PAPYRUS pour une durée initiale d'un an, reconductible trois fois par tacite reconduction à compter de sa notification et pour un montant de 300 000 € HT ;
- Que par courrier, en date du 20 mars 2017, nous avons été informés du changement de dénomination sociale de la société PAPYRUS en PAPETERIES DE FRANCE ;

- Que par courrier, en date du le 02 juillet 2017, nous avons été informés de la cession du contrat de la société PAPETERIES DE FRANCE à la société INAPA FRANCE en date du 30 juin 2017 par :
  - la réalisation de la fusion par absorption de PAPETERIES DE FRANCE par PAPETERIES DE FRANCE HOLDING ;
  - la réalisation de la fusion par absorption de PAPETERIES DE FRANCE HOLDING par INAPA FRANCE ;
- Qu'il convient donc d'établir un avenant autorisant le transfert du titulaire actuel de ce marché vers le nouveau titulaire le groupe INAPA FRANCE, sous réserves que les conditions de ce marché soient identiques et que le nouvel adjudicataire n'y apporte aucune modification.

**Décide en conséquence :**

- D'approuver le principe de cet avenant de transfert de raison sociale,
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer cet avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 07/09/2017  
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA

Publiée le : 07/09/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Architecture et Immobilier**  
**Service Gestion Active/Propriété/Sécurité**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Accord-cadre de travaux à bons de commande**  
**pour la réalisation du programme 2017 des**  
**travaux d'accessibilité des ERP de la Ville de**  
**Montpellier**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération n° 2015/390 du 29 septembre 2015 relative à l'approbation de l'Agenda d'Accessibilité Programmée de la Ville ;
- Vu la décision n° 2016/0283 du 23 août 2016 autorisant la signature de la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage mandatant la SA3M pour la réalisation de la mise en accessibilité du patrimoine immobilier bâti communal ;

**Considérant :**

- Que par délibération n° 2015/390 du 29 septembre 2015, la Ville a approuvé un Agenda d'Accessibilité Programmée afin de mettre en accessibilité ses bâtiments par le biais d'une programmation pluriannuelle ;
- Que par décision n° 2016/0283 du 23 août 2016, une convention de mandat de maîtrise d'ouvrage pour la mise en accessibilité du patrimoine immobilier bâti communal a été signée avec la SA3M ;
- Qu'il est nécessaire de mettre en accessibilité 14 ERP de la Ville en 2017 ;
- Que pour la mise en accessibilité des ERP du programme 2017, il est nécessaire de désigner des entreprises pour la réalisation des travaux ;
- Qu'une procédure adaptée ouverte a été lancée, conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, en vue de la passation de 7 accords-cadres à bons de commande avec un maximum (sans minimum) en valeur de 950 000 € HT, au sens des articles 78 et 80 et pour une durée de 12 mois à notification du marché ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique : 60 % et prix : 40 % ;
- Que la Commission d'appel d'offres de la Ville, dans un avis rendu le 27 juillet 2017, a jugé comme économiquement les plus avantageuses les offres des entreprises ci-dessous désignées :
  - lot N° 2 Electricité - SSI l'entreprise INEO MP LR SNC – AGENCE LANGUEDOC ZA Font de La Banquière - Le Météor 34970 LATTES,
  - lot N° 3 Maçonnerie – Cloisonnement – Carrelage – Revêtement – Peinture l'entreprise DARVER 445 avenue des Razeteurs 34160 CASTRIES,
  - lot N° 4 Marquage - Signalétique l'entreprise EO GUIDAGE SAS – 6 rue des Aulnes – 69410 CHAMPAGNE AU MONT D'OR,

- lot N° 7 V.R.D l'entreprise EIFFAGE Est Languedoc Roussillon – Agence de Montpellier RD 613 Lieudit Le Deves CS 2000 34433 ST JEAN DE VEDAS présente l'offre économiquement la plus avantageuse,
- les lots N° 1 Appareil de levage, N° 5 Métallerie / Serrurerie et le Lot N° 6 Plomberie sanitaire sont infructueux.

**Décide en conséquence :**

**Article 1 :**

D'autoriser la signature des marchés n° 2993 T17-01 « Accord-cadre de travaux à bons de commande pour la réalisation du programme 2017 des travaux d'accessibilité des ERP de la Ville de Montpellier » avec les entreprises :

- INEO MP LR SNC pour le lot N° 2 Electricité SSI, accord-cadre à bons de commande avec un maximum (sans minimum) de 100 000 € H.T,
- DARVER pour le lot N°3 Maçonnerie – Cloisonnement – Carrelage – Revêtement – Peinture, accord-cadre à bons de commande avec un maximum (sans minimum) de 100 000 € H.T,
- EO GUIDAGE pour le lot N°4 Marquage – Signalétique, accord-cadre à bons de commande avec un maximum (sans minimum) de 100 000 € H.T,
- EIFFAGE pour le lot N° 7 VRD, accord-cadre à bons de commande avec un maximum (sans minimum) de 250 000 € H.T.

D'autoriser la SA3M à engager une procédure négociée pour les lots N° 1 Appareil de levage, N° 5 Métallerie / Serrurerie et le Lot N° 6 Plomberie sanitaire infructueux.

**Article 2 :**

De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Ville, chapitres 900 à 909.

**Article 3 :**

D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**Article 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03/08/2017  
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publiée le : 03/08/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Communication**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Marché 6D0042 / 4577CO16 - Réalisation,  
aménagement de structure et matériel  
d'exposition - Stockage, maintenance et entretien  
des éléments d'exposition et autres supports  
visuels - Avenant n° 1 - Autorisation de signature.**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA ;
- Vu la délibération N°2016/140 du 31/03/2016 autorisant le groupement de commandes avec la métropole de Montpellier et autorisant le lancement de l'appel d'offres, le marché « Réalisation, aménagement de structure et matériel d'exposition - Stockage, maintenance et entretien des éléments d'exposition et autres supports visuels » a été attribué à l'entreprise SOLUTION EXPOSITION - ISF MEDITERRANEE pour un montant maximum de 4 800 000 euros HT) et pour une durée de une année reconductible trois fois (toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises).

**Considérant :**

- Qu'une clause sur la retenue de garantie a été ajoutée par erreur dans le CCAP, il convient donc de la supprimer afin de garantir le paiement des prestations. Aucune garantie financière ne sera appliquée dans le cadre de l'exécution au présent accord cadre.

**Décide en conséquence :**

**Article 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant au marché Réalisation, aménagement de structure et matériel d'exposition - Stockage, maintenance et entretien des éléments d'exposition et autres supports visuels à l'entreprise SOLUTION EXPOSITION - ISF MEDITERRANEE, avenant sans incidence sur le montant du marché.

**Article 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant/ le protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**Article 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06/09/2017  
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA



Publiée le : 07/09/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Architecture et Immobilier**  
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Réhabilitation et mises aux normes des  
ascenseurs de l'ancien Hôtel de Ville  
Marché n°2910 T17.01**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté n° VA/2017/2307 portant délégation de fonction à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire déléguée ;
- Vu la décision n° 2016/0028 du 29 janvier 2016 relative à la signature de la Convention d'occupation du domaine public constitutive de droits réels avec Montpellier Méditerranée Métropole – Ancien Hôtel de Ville de Montpellier ;
- Vu la décision n° 2016/0041 du 15 février 2016 autorisant la signature avec la SA3M d'un mandat de réalisation de travaux liés à la pérennité du bâtiment de l'ancienne Mairie de Montpellier ;

**Considérant :**

- Que, par décision n° 2016/0028 du 29 janvier 2016, une Convention d'occupation du domaine public constitutive de droits réels avec Montpellier Méditerranée Métropole – Ancien Hôtel de Ville de Montpellier a été signé ;
  - Que, par décision n° 2016/0041 du 15 février 2016, un mandat de réalisation de travaux à l'ancienne Mairie de Montpellier a été signé avec la SA3M ;
  - Qu'il est nécessaire de réhabiliter et mettre aux normes les ascenseurs de l'ancien Hôtel de Ville ;
  - Qu'en conséquence, conformément au décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 et notamment l'article 27, un marché à procédure adaptée ouverte, a été lancé sous la référence 2910 T17.01 « Réhabilitation et mises aux normes des ascenseurs de l'ancien Hôtel de Ville ». Ce marché comporte une tranche ferme et 2 tranches optionnelles définies comme suit :
    - Tranche ferme : Travaux SAE et sécurité ;
    - Tranche optionnelle 1 : Remplacement des machines de traction ;
    - Tranche optionnelle 2 : Remplacement des armoires de commande et mise en accessibilité.
- Ce marché est conclu pour une durée de 40 mois à compter de la notification.
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient la valeur technique des prestations (60 %) et le prix (40 %) ;



- Que la Commission d'appel d'offres de la Ville, dans sa séance du 18 juillet 2017, a été informé de l'attribution du marché à l'entreprise OTIS – 3, Place de la Pyramide - La Défense 9 – 92800 Puteaux, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse pour un montant de 211 232 € H.T, décomposé comme suit :
  - Tranche Ferme : 31 232 € H.T ;
  - Tranche optionnelle 1, remplacement des machines de traction : 90 000 € H.T ;
  - Tranche optionnelle 2, remplacement des armoires de commande et mise en accessibilité : 90 000 € H.T.

**Décide en conséquence :**

**Article 1** : D'autoriser la signature du marché n° 2910T17.01 « Réhabilitation et mises aux normes des ascenseurs de l'ancien Hôtel de Ville » avec l'entreprise OTIS, pour un montant toutes tranches confondues de 211 232 € H.T.

**Article 2** : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de la Ville, chapitre 900.

**Article 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24/08/2017  
Madame l'Adjointe au Maire

Isabelle MARSALA



Publiée le : 25/08/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Architecture et Immobilier**  
**Service Gestion Active/Propriété/Sécurité**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Marché de services de nettoyage des parties  
communes et privatives de l'Ancien Hôtel de Ville**

**Marché n° 2911S17.03**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et en particulier les articles 27 et 77 relatif aux marchés à tranches ;
- Vu l'arrêté N° VA/2017/2307 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire déléguée ;
- Vu la décision n° 2016/0363 du 28 octobre 2016 autorisant la signature avec la SA3M d'un mandat de gestion technique de l'Ancienne Mairie A et de sa salle polyvalente ;

**Considérant :**

- Que, par décision n° 2016/0363 du 28 octobre 2016, a été signé avec SA3M un mandat de gestion technique de l'ancienne Mairie A et de sa salle polyvalente ;
- Qu'il est nécessaire de lancer un marché de services de nettoyage de l'ancien Hôtel de Ville ;
- Qu'en conséquence, et conformément au décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 et notamment les articles 27 et 77, un marché de services et à tranches, d'une durée d'un an reconductible expressément 3 fois un an, a été lancé sous la référence n° 2911S17.03 « Marché de nettoyage des parties communes et privatives de l'Ancien Hôtel de Ville ». Ce marché comporte une tranche ferme et une tranche optionnelle définies comme suit :
  - Tranche ferme : hors nouvel espace jeunesse ;
  - Tranche optionnelle 1 : nouvel espace jeunesse ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient la valeur technique des prestations (60 %) et le prix (40 %) ;
- Qu'après analyse, la Société DERICHEBOURG PROPLETE – 34, rue Patrice Lumumba - ZAC de Garosud - 34070 Montpellier, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, pour un montant de 21 016,95 € H.T, décomposé comme suit :
  - Tranche Ferme : 16 612,57 € H.T ;

- Tranche optionnelle 1, nouvel espace jeunesse : 4 404.38 € H.T ;

**Décide en conséquence :**

**Article 1 :** D'attribuer le marché n° 2911S17.03 « Marché de services de nettoyage des parties communes et privatives de l'Ancien Hôtel de Ville » à l'entreprise DERICHEBOURG PROPLETE, pour un montant toutes tranches confondues de 21 016,95€ € H.T.

**Article 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de la Ville, chapitre 900.

**Article 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24/08/2017  
Madame l'Adjointe au Maire

Isabelle MARSALA



Publiée le : 25/08/2017  
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Architecture et Immobilier**  
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Gardiennage et télésurveillance de l'ancien Hôtel  
de Ville  
Accord-cadre n° 2911 S17.04**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté n° VA/2017/1680 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire déléguée ;
- Vu la décision n° 2016/0363 du 28 octobre 2016 relative au mandat de gestion technique de l'Ancienne Mairie A et de la salle Pagézy, conclu avec la SA3M ;

**Considérant :**

- Que, par décision n° 2016/0363 du 28 octobre 2016 a été signé le mandat de gestion technique de l'Ancienne Mairie A et de la salle Pagézy, avec la SA3M ;
- Qu'il est nécessaire de lancer un accord-cadre de services de gardiennage et télésurveillance de l'ancien Hôtel de Ville ;
- Qu'en conséquence, conformément au décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 et notamment l'article 27, un accord-cadre a été lancé sous la référence 2911 S17.04 « Gardiennage et télésurveillance de l'ancien Hôtel de Ville ». Le présent accord-cadre à bons de commande est conclu pour :
  - un montant minimal annuel (prix forfaitaire annuel),
  - un montant maximal annuel fixé à 25 000 € H.T.

Cet accord-cadre est conclu pour une durée d'un an à compter de sa notification, et reconductible expressément 3 fois un an ;

- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient la valeur technique des prestations (60 %) et le prix (40 %) ;
- Qu'il ressort du rapport d'analyse des offres, que la société GIP L.R. - ZAC Font de la Banquière - BP 60028 - 34871 LATTES Cedex, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse (variante n°1) ;

**Décide en conséquence :**

**Article 1 :** D'attribuer l'accord-cadre n° 2911 S17.04 « Gardiennage et télésurveillance de l'ancien Hôtel de Ville » à la société GIP L.R, pour un montant minimal annuel de 18 400 € H.T. et un montant maximal annuel de 25 000 € H.T.

**Article 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de la Ville, chapitre 900.

**Article 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché (accord-cadre à bons de commande) et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24/08/2017  
Madame l'Adjointe au Maire

Isabelle MARSALA



Publiée le : 25/08/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public**  
Service Gestion des Moyens Communs

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

## **AMO aménagement des étals des commerçants des nouvelle Halles LAISSAC - Marché 7B0062 - Attribution**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté numéro VA/2017/3212 donnant délégation de fonction à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller municipal délégué, du 04 au 16 septembre 2017.

### **Considérant :**

- Que La Ville de Montpellier a décidé de mener à bien la démolition des anciennes halles Laissac (achevée en octobre 2016) et la reconstruction sur site d'un nouveau bâtiment.  
Le chantier de construction a démarré à l'été 2017 pour une ouverture au public courant novembre 2018. Le projet est situé en cœur de ville de Montpellier. La reconstruction des halles Laissac s'inscrit dans le projet global de redynamisation du centre-ville et en particulier du secteur du boulevard du Jeu de Paume. L'objectif est de créer un véritable pôle de quartier avec des commerces de proximité qualitatifs (halles, place Laissac, rue faubourg de la Saunerie) et animation sur les espaces publics.  
Dans ce cadre la Ville a décidé de recourir à un assistant à maîtrise d'ouvrage pour accompagner l'aménagement des étals des commerçants dans les nouvelles halles.
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché *ordinaire* pour une durée allant de la notification du marché à mars 2019 au plus tard.

- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

**Valeur Technique : 70 points**

- Proposition méthodologique globale : le candidat détaillera dans un mémoire de 10 pages maximum la méthode qu'il compte appliquer pour le projet (nombre de rdv, documents présentés...) : 50 points
- Moyens humains affectés au projet : 10 pts
- Planning de conception et de mise en œuvre : 10 pts

**Prix : 30 points**

- Qu'après analyse, l'entreprise EURL PEYTAVIN YVAN, 15 Avenue d'Assas, 34000 MONTPELLIER présente une offre économiquement avantageuse.

**Décide en conséquence :**

**Article 1 :** D'attribuer le marché *Assistance à maîtrise d'ouvrage : aménagement des étals des commerçants des nouvelles halles Laissac* à l'entreprise EURL PEYTAVIN YVAN, pour un montant de 67 000 euros HT.

**Article 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 et 2018 de la Ville, chapitre 909.

**Article 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11/09/2017  
Monsieur le Conseiller municipal

Abdi EL KANDOUSSI

Publiée le : 13/09/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Education**  
Service Ressources (Education)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Concours de maîtrise d'œuvre pour l'extension et  
le réaménagement partiel de l'école maternelle  
Pape Carpentier  
Attribution et autorisation de signer le marché de  
maîtrise d'œuvre n°6D0039**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et en particulier les articles 35 I 6° et 88 à 90 ;
- Vu la délibération n° 2016/225 du 22 juin 2016 approuvant le lancement d'un concours de maîtrise d'œuvre d'architecture pour l'extension et la réhabilitation partielle de l'école maternelle Pape Carpentier (quartier Mosson – Celleneuve à Montpellier) ;
- Vu la décision n° 2017/0023 du 20 janvier 2017 relative à la désignation des membres du jury de concours de maîtrise d'œuvre pour l'extension et la réhabilitation partielle de l'école maternelle Pape Carpentier (quartier Mosson – Celleneuve à Montpellier) ;
- Vu la décision n° 2017/147 du 14 juin 2017 relative à la désignation du lauréat du concours de maîtrise d'œuvre pour l'extension et la réhabilitation partielle de l'école maternelle Pape Carpentier ;
- Vu l'arrêté n° VA/2017/1682 du 30 juin 2017 portant délégation de fonction à Madame Isabelle Marsala, Adjointe au Maire, déléguée à la Réussite Educative ;
- Vu le procès-verbal de la commission du jury du 6 juin 2017 ;
- Vu le rapport d'analyse du projet du lauréat examiné par la commission d'Appel d'offres le 18 juillet 2017 ;

**Considérant :**

- Que par délibération en date du 22 juin 2016, le Conseil Municipal a décidé d'approuver le lancement d'un concours de maîtrise d'œuvre d'architecture pour l'extension et la réhabilitation partielle de l'école maternelle Pape Carpentier (quartier Mosson – Celleneuve à Montpellier) ;
- Qu'ainsi, un concours de maîtrise d'œuvre d'architecture pour l'extension et la réhabilitation partielle de l'école maternelle Pape Carpentier a été lancé ;
- Que par décision n° 2017/0023 du 20 janvier 2017, les membres du jury de concours de maîtrise d'œuvre pour l'extension et la réhabilitation partielle de l'école maternelle Pape Carpentier (quartier Mosson – Celleneuve à Montpellier) ont été désignés ;
- Que le jury de concours s'est réuni le 6 juin 2017, a classé les candidats et a émis un avis motivé ;



- Que le pouvoir adjudicateur, par décision n° 2017/147 du 14 juin 2017 relative à la désignation du lauréat du concours de maîtrise d'œuvre pour l'extension et la réhabilitation partielle de l'école maternelle Pape Carpentier, a décidé de suivre l'avis du jury et de déclarer lauréat du concours l'équipe Atelier d'Architectures CASTELNAU FERRI / CALDER INGENIERIE / BET DURAND / PLUS DE VERT / FRUSTIE & Associés / GUI JOURDAN / ORDIPRO ;
- Que suite aux négociations du contrat de maîtrise d'œuvre, il ressort :
  - \* un taux de rémunération pour les missions de base et les missions complémentaires de 12.94 % représentant un montant d'honoraires provisoire de 310 560 € H.T, sur la base d'une enveloppe de travaux estimée à 2 400 000 € H.T ;
  - \* un taux de rémunération pour la mission OPC de 1.35 % représentant un montant d'honoraires provisoire de 32 400 € H.T, sur la base d'une enveloppe de travaux estimée à 2 400 000 € H.T ;

**Décide en conséquence :**

**Article 1 :** D'attribuer le marché de maîtrise d'œuvre n°6D0039 pour l'extension et la réhabilitation partielle de l'école maternelle Pape Carpentier, concernant les missions de base, les missions complémentaires et la variante exigée OPC, soit un total du marché de maîtrise d'œuvre estimé à 342 960 € H.T, à l'équipe lauréate :

- Atelier d'Architectures CASTELNAU FERRI, mandataire
- CALDER INGENIERIE
- BET DURAND
- PLUS DE VERT
- FRUSTIE & Associés
- GUI JOURDAN
- ORDIPRO

**Article 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement de la Ville - Nature 21312 - Chapitre 902 - Fonction 211.

**Article 3 :** D'autoriser M. le Maire ou à défaut Mme l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire, notamment ledit marché de maîtrise d'œuvre ainsi que le permis de construire afférent.

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24/08/2017  
Madame l'Adjointe au Maire

Isabelle MARSALA



**Publiée le :** 25/08/2017

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction du Parc de Lunaret**  
Service Administration (Parc de Lunaret)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

## **Réhabilitation de la serre amazonienne du Parc zoologique de Lunaret : Convention de mandat de travaux avec la SA3M**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté de délégation de Monsieur Max LÉVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances;

**Considérant :**

- Que La Serre Amazonienne du Zoo de Lunaret doit faire l'objet d'un programme de travaux de réhabilitation et de travaux d'urgence;
- Que ce projet est techniquement complexe, nécessitant des process d'ingénierie, de mise en oeuvre techniques et de pilotage de chantier spécifiques en site occupé ;
- Que la Ville de Montpellier a décidé de déléguer à un mandataire le soin de faire réaliser ce projet en son nom et pour son compte, et de lui conférer à cet effet le pouvoir de la représenter pour l'accomplissement des actes juridiques relevant des attributions du Maître de l'ouvrage, dans le cadre d'un mandat ;
- Que la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) est à même d'assurer la mission de réhabilitation Serre Amazonienne du Zoo de Lunaret dans le cadre d'une convention de mandat de travaux à conclure avec la Ville de Montpellier ;
- Que le statut de SPLA de la SA3M autorise la Ville de Montpellier à conclure ce marché sans mise en concurrence préalable ;
- Que la convention de mandat annexée à la présente porte d'une part sur la définition des missions de suivi et d'encadrement confiées par la Ville de Montpellier (en son nom et pour son compte) à la SA3M, pour la bonne réalisation de ces travaux, et d'autre part sur les conditions de financement de ces travaux dont le montant prévisionnel est estimé à 2 654 000 €HT ;

**Décide en conséquence :**

- De conclure un marché de mandat de travaux entre la Ville de Montpellier et la SA3M, tel qu'annexé à la présente décision, pour un montant prévisionnel total de travaux 2 654 000 HT et pour une durée de 4 ans à compter de la réception par le mandataire de la notification du document signé et transmis au représentant de l'Etat ;

- De dire que les honoraires de la SA3M pour l'exécution de sa mission seront établis au montant forfaitaire total de 190 000 € HT;
- D'autoriser la SA3M, mandataire, à signer au nom et pour le compte de la Ville de Montpellier, les marchés d'études relevant de sa mission, dans la forme prescrite par les règles applicables au sein de la collectivité et dans le respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnels ;
- De dire que la dépense sera imputée au budget d'investissement de la Ville de Montpellier – Direction Parc de Lunaret- Chapitre 908 ;
- D'autoriser Monsieur le Premier Adjoint à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Montpellier, le 20/09/2017**  
**Monsieur le Premier Adjoint**

**Max LEVITA**



**Publiée le : 20/09/2017**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Contentieux**  
**Commune de MONTPELLIER c/ COTENCIN**  
**Régis**  
**Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de**  
**permis d'aménager n° PA 34172 16V0003**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;

- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que par un arrêté du 12/01/2017, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis d'aménager à M. ANGELOTTI, visant à procéder à la réalisation de 5 lots à usage d'habitat individuel, 633 rue de l'Aiguelongue ;
- Que M. COTENCIN Régis a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 09/07/2017 sous le n° 1703277-1 ;

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 920 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 06/09/2017  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 13/09/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Contentieux**  
**Commune de MONTPELLIER c/ SDC CLOS**  
**VEZY**  
**Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de**  
**permis d'aménager n° PA 34172 16V0003**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que par un arrêté du 12/01/2017, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis d'aménager à M. ANGELOTTI, visant à procéder à la création de 5 lots à usage d'habitat individuel, 633 rue de l'Aiguelongue ;
- Que la SDC CLOS VEZY a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 21/07/2017 sous le n° n° 1703521-1;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 920 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 06/09/2017  
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEMITA

Publiée le : 13/09/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Relations aux Publics**  
Service Administration des Cimetières

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Marché public**  
**Obsèques des personnes dépourvues de**  
**ressources ou sans famille 2017**  
**7B0067**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° A-2017/0003 du 17 mars 2017 donnant délégation de signature à Madame Lorraine ACQUIER, adjointe déléguée à l'Etat Civil et aux Affaires Militaires.

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à l'inhumation ou à la crémation des personnes dépourvues de ressources suffisantes décédées sur le territoire de la commune à compter du 17 juin 2017 ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 27, 78 et 80 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord cadre à bons de commandes pour une durée d'un an renouvelable 1 fois.
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - Valeur technique : 50% :
    - moyens humains (références, qualifications du personnel)
    - moyens matériels (corbillards, cercueils, urnes, matériel de fossoyage)
  - Prix : 50 %.
- Qu'après analyse, l'entreprise Service Funéraires de Montpellier-Agglomération, avenue Albert Einstein, domaine de Grammont, 34000 MONTPELLIER a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché « Obsèques des personnes dépourvues de ressources » à l'entreprise Services Funéraires de Montpellier-Agglomération pour un montant de 62 283, 22 € H.T à compter de la notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget général de la Ville, Nature 62878 Fonction 920262



- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 14/09/2017  
Madame l'Adjointe au Maire

Lorraine ACQUIER

Publiée le : 15/09/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique  
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier

**Contentieux**  
**Monsieur Stéphane SAUVION**  
**Recours contre l'arrêté de non-renouvellement de**  
**son contrat**  
**Décision de défendre**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que Monsieur SAUVION conteste (instance n°1702990-1) l'arrêté du 27 avril 2017 refusant le renouvellement de son contrat ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 920 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 06/09/2017  
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA

Publiée le : 13/09/2017  
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Architecture et Immobilier**  
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Sécurisation des Hôtels Baschy-du-Cayla et  
Varennnes  
Mission de maîtrise d'œuvre  
Marché n° 7B0056**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et en particulier l'article 27 ;
- Vu l'arrêté N° VA/2017/2307 du 5 juillet 2017 portant délégation de fonction à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire déléguée ;

**Considérant :**

- Que la Ville de Montpellier est propriétaire des deux hôtels particuliers Varennnes et Baschy-du-Cayla, inscrits au titre des monuments historiques ;
- Que, dans le cadre de la gestion active de son patrimoine, la Ville souhaite réaliser un programme de travaux de sécurisation de ces 2 bâtiments ;
- Que pour cela, il est nécessaire de confier une mission de maîtrise d'œuvre ;
- Qu'un marché à procédure adaptée a été lancé sous la référence n° 7B0056 « Sécurisation des Hôtels Baschy-du-Cayla et Varennnes - Mission de maîtrise d'œuvre » sous la forme d'un marché ordinaire, d'une durée de 72 mois (60 mois + 12 mois GPA) à compter de la notification ;
- Que les critères de jugement des offres étaient les suivants :
  - o Valeur technique : 70 %
  - o Prix : 30 % ;
- Qu'après analyse, le groupement SELARL EUPALINOS – Coefficient SARL, ayant pour mandataire SELARL EUPALINOS – Laurent Dufoix – Architecte D.P.L.G. – 5, Grand-Rue Jean Moulin – 34000 Montpellier, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

**Article 1 :** D'attribuer le marché n° 7B0056 « Sécurisation des Hôtels Baschy du Cayla et Varennnes - Mission de maîtrise d'œuvre » au groupement SELARL EUPALINOS – Coefficient SARL, ayant pour mandataire SELARL EUPALINOS.

Le taux de rémunération est fixé à 9 %.

Sur la base d'une enveloppe financière affectée aux travaux par le maître d'ouvrage arrêtée à 580 000 € H.T., le forfait provisoire de rémunération s'élève à 52 200 € H.T. réparti comme suit :

- o SELARL EUPALINOS : 41 760 € H.T.
- o Coefficient SARL : 10 440 € H.T.

**Article 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville - Chapitre 900.

**Article 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29/08/2017  
Madame l'Adjointe au Maire

Isabelle MARSALA



Publiée le : 01/09/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Réglementation et Tranquillité Publique**  
Service Ressources Communes

Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier

**Avenant n°1**  
**Marché à Procédure Négociée**  
**concernant la mise en place de la verbalisation**  
**par voie électronique des infractions à la**  
**circulation routière**  
**Autorisation de signer l'avenant**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°A-2017/171 du 17 mars 2017 donnant délégation de signature à Madame Marie-Hélène SANTARELLI, Adjointe déléguée à la Sécurité.

**Considérant :**

- Que par décision 2014/0363 en date du 21 octobre 2014, le pouvoir adjudicateur a confié à la société EXYZT sise 81100 Castres le marché concernant la mise en place de la verbalisation par voie électronique des infractions à la circulation routière.
- Que ce marché à bons de commande à prix unitaires sans minimum mais avec un maximum de 850 000,00 Euros H.T. (article 77 du code des marchés publics) immatriculé 3D05251140 a été conclu pour une durée initiale de 2 ans, reconductible pour la même durée à compter de sa notification en date du 24 novembre 2014.
- Que l'avenant n°1 a pour objet la modification d'un prix unitaire pour le motif suivant : Le marché prévoit un échange standard en cas de panne des terminaux permettant la verbalisation, or le fournisseur a informé le prestataire retenu, la Société Exyzt, de l'arrêt de la fabrication du modèle de terminal PIDION BIP 6000. Afin de continuer à honorer la clause d'échange standard dans le cadre du contrat de maintenance, le prestataire propose :
  - o En cas d'échange standard le remplacement des terminaux PIDION BIP 6000 par des terminaux CIPHERLAB RS30 de génération plus récente. Ce modèle est agréé par l'ANTAI ainsi que la solution de verbalisation associée.
  - o L'usage à titre gracieux de la licence d'utilisation de TAé pour les nouveaux terminaux RS 30 jusqu'à la fin du marché soit jusqu'au 23 novembre 2018.

- o La compilation avec la solution initiale TAé sur les remontées d'informations des terminaux PIDION BIP 6000 et des terminaux CIPHERLAB RS30 sur le système central. Toutes les données appartenant à la ville seront transmissibles à la fin du marché selon le souhait de la collectivité.
  - o Un nouveau prix unitaire pour le poste « réparations forfaitaires : échange standard du terminal » de 420 € HT au lieu de 920 € HT sur le BPU initial.
- Qu'il est demandé de modifier le bordereau de prix unitaire - du marché initial attribué à la Société EXYZT - poste « réparations forfaitaires : terminal mobile échange standard » qui passe à 420 € HT au lieu de 920 € HT et ce jusqu'au 23 novembre 2018 date de fin du marché.
  - Qu'il en résulte que cet avenant ne comporte pas de plus-value et n'impacte pas le seuil maximum du marché d'un montant de 850 000 € sur 4 ans.

**Décide en conséquence :**

- D'autoriser l'avenant n°1 modificatif du marché 3D05251140, concernant la mise en place de la verbalisation par voie électronique des infractions à la circulation routière ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique - Fonction 928, 921 ou 901 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée à la Sécurité à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 21/08/2017**  
**Madame l'Adjointe au Maire**

**Marie-Hélène SANTARELLI**



**Publiée le : 23/08/2017**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture**  
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Convention de mise à disposition de la Maison des  
Chœurs à l'association Ensemble vocal de  
l'Ecusson les 8 et 10 juillet 2017**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Sonia KERANGUEVEN, Adjointe déléguée à la Culture ;

**Considérant :**

- Que l'association Ensemble vocal de l'Ecusson a déposé une demande en vue d'utiliser la nef de la Maison des Chœurs les 8 juillet de 10h à 18h et 10 juillet 2017 de 19h à 23h ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 60 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2017/138 du 18 mai 2017;

**Décide en conséquence :**

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire

Montpellier, le 06/09/2017  
Madame l'Adjointe au Maire

Sonia KERANGUEVEN

**Publiée le : 07/09/2017**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture**  
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Convention de mise à disposition de la Maison des  
Chœurs à l'association Atout Chœur le 5  
septembre 2017**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Sonia KERANGUEVEN, Adjointe déléguée à la Culture ;

**Considérant :**

- Que l'association Atout Chœur a déposé une demande en vue d'utiliser la nef de la Maison des Chœurs le 5 septembre 2017 de 19h30 à 23h30 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2017/138 du 18 mai 2017;

**Décide en conséquence :**

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 06/09/2017  
Madame l'Adjointe au Maire

Sonia KERANGUEVEN

**Publiée le : 07/09/2017**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de la Culture**  
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Convention de mise à disposition de la Maison des  
Chœurs à l'association Chœur d'Ô de Montpellier  
les 7 septembre, 5 et 7 octobre 2017**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Sonia KERANGUEVEN, Adjointe déléguée à la Culture ;

**Considérant :**

- Que l'association Chœur d'Ô de Montpellier a déposé une demande en vue d'utiliser la nef de la Maison des Chœurs le 7 septembre 2017 de 19h30 à 23h, le 5 octobre de 19h30 à 23h30 et le 7 octobre de 16h à 23h30 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 120 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2017/138 du 18 mai 2017;

**Décide en conséquence :**

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 06/09/2017  
Madame l'Adjointe au Maire

Sonia KERANGUEVEN

**Publiée le :** 07/09/2017

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture**  
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Convention de mise à disposition de la Maison des  
Chœurs à l'association Fiamme Musicali le 23  
septembre 2017**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

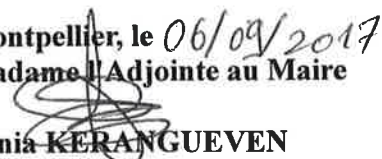
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Sonia KERANGUEVEN, Adjointe déléguée à la Culture ;

**Considérant :**

- Que l'association Fiamme Musicali a déposé une demande en vue d'utiliser la nef de la Maison des Chœurs le 23 septembre 2017 de 9h à 23h30;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 60 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2017/138 du 18 mai 2017;

**Décide en conséquence :**

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 06/09/2017  
Madame l'Adjointe au Maire  
  
Sonia KERANGUEVEN

**Publiée le :** 07/09/2017  
**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture**  
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens  
Mise à disposition de l'Espace Saint Ravy à Marie  
Havel du 14 septembre au 8 octobre 2017**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Sonia KERANGUEVEN, Adjointe déléguée à la Culture ;

**Considérant :**

- Que Marie HAVEL a déposé une demande en vue de procéder à une exposition de ses œuvres au sein de l'Espace Saint Ravy ;
- Que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- Que cette exposition aura lieu du 14 septembre au 8 octobre 2017 ;

**Décide en conséquence :**

- D'autoriser Marie HAVEL à exposer à l'Espace Saint Ravy du 14 septembre au 8 octobre 2017 (installation à partir du 4 septembre et démontage jusqu'au 9 octobre) ;
- De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'Espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont Marie HAVEL a eu connaissance et qu'elle s'engage à respecter ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 06/09/2017  
Madame l'Adjointe au Maire

  
Sonia KERANGUEVEN

**Publiée le : 07/09/2017**  
**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture**  
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens  
Mise à disposition de l'Espace Saint Ravy à  
Sandrine Ygrié du 14 octobre au 5 novembre  
2017**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Sonia KERANGUEVEN, Adjointe déléguée à la Culture ;

**Considérant :**

- Que Sandrine Ygrié, 15 quai des Tanneurs 34090 Montpellier a déposé une demande en vue de procéder à une exposition de ses œuvres au sein de l'Espace Saint Ravy ;
- Que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- Que cette exposition aura lieu du 14 octobre au 5 novembre 2017 ;

.../...

**Décide en conséquence :**

- D'autoriser Sandrine Ygrié à exposer à l'Espace Saint Ravy du 14 octobre au 5 novembre 2017 (installation à partir du 10 octobre et démontage jusqu'au 6 novembre) ;
- De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'Espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont Sandrine Ygrié a eu connaissance et qu'elle s'engage à respecter ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 06/09/2017  
Madame l'Adjointe au Maire

Sonia KERANGUEVEN

Publiée le : 07/09/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture**  
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens  
Mise à disposition de l'Espace Saint Ravy à  
l'association Maison de la Gravure du 18  
novembre au 10 décembre 2017**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Sonia KERANGUEVEN, Adjointe déléguée à la Culture ;

**Considérant :**

- Que l'association Maison de la Gravure, 10 rue Claude Debussy 34090 Montpellier a déposé une demande en vue de procéder à une exposition des œuvres de son collectif d'artistes au sein de l'Espace Saint Ravy ;
- Que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- Que cette exposition aura lieu du 18 novembre au 10 décembre 2017 ;

**Décide en conséquence :**

- D'autoriser l'association Maison de la Gravure à exposer à l'Espace Saint Ravy du 18 novembre au 10 décembre 2017 (installation à partir du 13 novembre et démontage jusqu'au 11 décembre) ;

.../...

- De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'Espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont l'association a eu connaissance et qu'elle s'engage à respecter ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 06/09/2017  
Madame l'Adjointe au Maire

Sonia KERANGUEVEN

Publiée le : 07/09/2017  
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture**  
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

## **Convention de mise à disposition de la Panacée à l'entreprise Razel Bec le 20 septembre 2017**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Sonia KERANGUEVEN, Adjointe déléguée à la Culture ;

**Considérant :**

- Que la société Razel Bec a déposé une demande en vue d'organiser une soirée privée intitulée *Toile et Vins* le 20 septembre 2017, de 19h30 à minuit;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 5 500 € sera due par l'entreprise Razel Bec en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération N° 2016/500 du 15 décembre 2016.

**Décide en conséquence :**

- D'approuver la convention d'occupation de la Panacée, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire

Montpellier, le 06/09/2017  
Madame l'Adjointe au Maire

Sonia KERANGUEVEN

**Publiée le :** 13/09/2017

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Systèmes d'Information**  
Service Réseaux et Télécom

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**ACCORD-CADRE**  
**Réseau radio TETRA et système numérique :**  
**Extension infrastructure, terminaux,**  
**maintenance infrastructure et logiciel**  
**N° 6D0054**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire ;

**Considérant :**

- Que la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont construit et utilisent des installations de communications radioélectriques sur la base d'infrastructures mutualisées utilisant la technologie radio numérique TETRA ;
- Que la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont constitué un groupement de commandes dont la Ville est le coordonnateur ;
- Qu'un appel d'offres ouvert a été lancé conformément aux dispositions des articles 25-I.1, 67 à 68 et 78 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum pour une durée de quatre ans ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - Valeur technique infrastructure et terminaux 35 %
  - Valeur technique des prestations et maintenance 15 %
  - Prix des prestations 40 %
  - Délai d'exécution 10 %
- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 4 juillet 2017, a attribué l'accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum à la société TALCO Languedoc sise 40 rue de Pinville – 34000 MONTPELLIER qui a présenté une offre économiquement avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

- D'autoriser la signature de l'accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum « Réseau radio TETRA et système numérique : Extension infrastructure, terminaux, maintenance infrastructure et logiciel » avec la société TALCO Languedoc pour une durée de quatre ans à compter de la date de notification pour un montant total estimé de 600 000 € HT sur la durée de l'accord-cadre ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville et de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec la société retenue par la commission d'appel d'offres.

Montpellier, le 07/09/2012  
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA

Publiée le : 07/09/2012

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Réglementation et Tranquillité Publique**  
Service Ressources Communes

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Attribution de l'accord cadre n° 7C0005 passé  
selon une procédure adaptée  
Mise à disposition d'un système externalisé  
d'automate d'appel dans le cadre  
du plan communal de sauvegarde de la Ville de  
Montpellier  
Autorisation à signer le marché**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal n° VA/2017/2826 du 2 août 2017 donnant délégation de signature à Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint au Maire, en remplacement de Madame Marie Hélène SANTARELLI, Adjointe au Maire déléguée à la sécurité ;

**Considérant :**

- Que la Ville de Montpellier souhaite mettre à disposition un système externalisé d'automate d'appel dans le cadre du plan communal de sauvegarde ;
- Qu'une procédure a été lancée en date du 24/05/2017 conformément à l'article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics pour une durée initiale de 12 mois à compter de la notification du marché qui pourra faire l'objet de 3 reconductions tacites par périodes successives d'un an ;
- Que les prestations feront l'objet d'un accord cadre à bons de commande sans minimum, et avec un maximum, passé à prix unitaires en application des articles 78 et 80 des accords-cadres,
- Que le seuil maximum pour la durée initiale est de 40 000,00 Euros H.T ; soit 160 000,00 Euros H.T. sur la durée totale de 4 ans ;
- Que la société GEDICOM sise 9 Avenue Joseph Cugnot – 94420 Le Plessis Tréville a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse selon les critères de jugement des offres suivants :
  - Valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique : 60 %
  - Montant des prestations : 40 %

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer l'accord cadre à bons de commande à la société suivante :  
GEDICOM sise 9 Avenue Joseph Cugnot – 94420 Le Plessis Tréville
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de la Direction de la Réglementation et de la  
Tranquillité Publique - Fonction : 921 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint au Maire à signer les marchés avec la société  
retenue, et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

**Montpellier, le 07/09/2017**  
**Monsieur l'Adjoint au Maire**

**Gérard CASTRE**



**Publiée le : 07/09/2017**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

# Recueil des Actes Administratifs

Secrétariat général

Service de l'Assemblée

## Arrêtés réglementaires

**Septembre 2017**

**Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier**

**Arrêté temporaire**  
**Mesures de circulation et de stationnement**  
**Rue Jean Vachet,**  
**Rue des Catalpas, Rue de Cherchell,**  
**Rue du Grau et Avenue du Maréchal Leclerc**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de renouvellement de réseaux d'eaux usées à la demande de la DEA ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du 11 septembre 2017 et jusqu'au 31 octobre 2017 inclus, la Rue Jean Vachet est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 selon les nécessités du chantier;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

À compter du 11 septembre 2017 et jusqu'au 31 octobre 2017 inclus, Rue des Catalpas à l'intersection de la rue Jean Vachet et selon les nécessités du chantier, la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.

**Article 3 :**

À compter du 11 septembre 2017 et jusqu'au 31 octobre 2017 inclus, Rue du Grau à l'intersection de la rue Jean Vachet et selon les nécessités du chantier, la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.

**Article 4 :**

À compter du **11 septembre 2017** et jusqu'au **31 octobre 2017** inclus, Rue de Chercell sur 20 mètres de part et d'autre de l'intersection avec la rue Jean Vachet, le stationnement est interdit.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 5 :**

À compter du **11 septembre 2017** et jusqu'au **31 octobre 2017** inclus, Avenue du Maréchal Leclerc face au n°526 sur 20 mètres, le stationnement est interdit.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 7 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la SOGEA.

**Article 8 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 9 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 01 septembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 01 SEP. 2017**



**Arrêté temporaire**  
**Mesures de circulation et de stationnement**  
**Avenue du Major Flandre**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre la suppression d'un branchement de gaz à la demande de GRDF ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **02 octobre 2017** et jusqu'au **06 octobre 2017** inclus, l'Avenue du Major Flandre, entre le n° 450 et le n° 480 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise TPSM.



**Article 4 :**

216

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 1 septembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 06 SEP. 2017**



**Arrêté temporaire**  
**Mesures de stationnement**  
**Rue Rondelet**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de la société FC TRA.DE.CO ;

Arrête :

**Article 1er :**

Le **04 septembre 2017**, Rue Rondelet au droit du n°2, le stationnement est interdit sur deux emplacements.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00**.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de déménagement de la société FC Tra. De. Co.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société FC TRA.DE.CO

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 1er septembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 01 SEP. 2017**



Arrêté n° 2017-T2325

**Arrêté temporaire**  
**Mesures de circulation et de stationnement**  
**Rue de l'Albigeois**  
**et Avenue de Gimel**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison d'un forage à la demande de la société For-Drill ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du 02 octobre 2017 et jusqu'au 24 novembre 2017 inclus, l'Avenue de Gimel est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale.

**Article 2 :**

À compter du 02 octobre 2017 et jusqu'au 24 novembre 2017 inclus, Rue de l'Albigeois, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de l'entreprise FOR-DRILL.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 01 septembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 06 SEP. 2017**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Boulevard Berthelot

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de renouvellement de réseau, à la demande d'orange ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **02 octobre 2017** et jusqu'au **06 octobre 2017** inclus, le Boulevard Berthelot, entre le n° 4 et le n° 10 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise d'orange chargée des travaux.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 1 Septembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 06 SEP. 2017**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue du Pioch de Boutonnet

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de grutage à la demande de la société LAFONT ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **18 septembre 2017** et jusqu'au **19 septembre 2017** inclus, la Rue du Pioch de Boutonnet au droit du N°158 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- la circulation est interdite.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de la société LAFONT.

**Article 2 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue du Pioch de Boutonnet, emprunte :

- la Rue des Loutres
- la Rue des Castors

et se termine sur la Rue du Pioch de Boutonnet.

**Article 3 :**

À compter du **18 septembre 2017** et jusqu'au **19 septembre 2017** inclus, Rue du Pioch de Boutonnet au droit du n°158 sur un emplacement de 20 mètres, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de la société LAFONT.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.



**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 5 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société LAFONT

**Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 7 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 1 septembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 06 SEP. 2017**





**Direction Secrétariat Général**  
Service de l'Assemblée (VM)

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Délégations de signature  
Département Solidarité et Vivre Ensemble  
Abroge et remplace l'arrêté n° A-2017/436**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-18 ;
- VU la délibération n° 2014/135 du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier du 24 avril 2014 donnant délégations au Maire modifiée ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :**

Le Département Solidarité et Vivre Ensemble est composé de :

- La Direction Cohésion Sociale,
- La Direction Relations aux Publics.

Monsieur Alain PONS DE VINCENT, Directeur Général Adjoint en charge par intérim du Département Solidarité et Vivre Ensemble, reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son département.
- En matière de marchés publics, délégation à l'effet de signer les actes relatifs à la préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins de 209 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alain PONS DE VINCENT à compter de cette date, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 2 :**

La Direction de la Cohésion Sociale est composée du service :

- Cohésion Sociale

Monsieur M'hamed BELHANDOUZ, Directeur de la Cohésion Sociale, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.

- En matière de marchés publics :

✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.

✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.

✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur M'hamed BELHANDOUZ, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Karine BARBIER pour ce qui relève du service Cohésion Sociale.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur M'hamed BELHANDOUZ et Madame Karine BARBIER, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur M'hamed BELHANDOUZ, la délégation est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

**ARTICLE 2-1 :**

Madame Karine BARBIER, responsable du service Cohésion Sociale, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Karine BARBIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur M'hamed BELHANDOUZ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Karine BARBIER et Monsieur M'hamed BELHANDOUZ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

### **ARTICLE 3 :**

La Direction des Relations aux Publics est composée des services :

- Population Accueil Standard
- Administration des Cimetières
- Communal Hygiène Santé
- Etat-civil
- Vie Quotidienne
- Presto

Madame Olga KROMPASZKY, Directrice des Relations aux Publics, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
  - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles) est inférieur à 25 000 € HT.
  - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
  - ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.
- Délégation de signature pour la délivrance des expéditions du registre des délibérations et des arrêtés municipaux, la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet, la légalisation des signatures, dans les conditions prévues dans l'article L 2122-30 du Code Général des Collectivités Territoriales.
- Délégation de fonction pour la réception des déclarations de naissance, de décès, d'enfants sans vie, de reconnaissance d'enfants, de déclaration parentale conjointe de changement de nom de l'enfant, du consentement de l'enfant à son changement de nom, pour la transcription, la mention en marge de tous actes ou jugements sur les registres d'Etat Civil, de même que pour dresser tous actes relatifs aux susdites déclarations et pourra valablement délivrer toutes copies ou extraits enregistrés à Montpellier.
- En application de l'article R 2122-10 du CGCT, délégation pour toutes les fonctions exercées par le Maire en tant qu'officier de l'état civil, sauf pour celles prévues par l'article 75 du code civil.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Olga KROMPASZKY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

**ARTICLE 3-1 :**

Madame Claudie GUYARD, responsable du service Population Accueil Standard, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet, la légalisation des signatures, dans les conditions prévues dans l'article L 2122-30 du Code Général des Collectivités Territoriales.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- Délégation de signature pour la réponse aux usagers et pour toutes réponses relevant de la gestion courante de l'activité du service.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Claudie GUYARD, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Olga KROMPASZKY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Claudie GUYARD et Olga KROMPASZKY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

**ARTICLE 3-2 :**

Madame Gilda VICART, responsable du service Administration des Cimetières, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet, la légalisation des signatures, dans les conditions prévues dans l'article L 2122-30 du Code Général des Collectivités Territoriales.
- Délégation de fonction pour la réception des déclarations de naissance, de décès, d'enfants sans vie, de reconnaissance d'enfants, de déclaration parentale conjointe de changement de nom de l'enfant, du consentement de l'enfant à son changement de nom, pour la transcription, la mention en marge de tous actes ou jugements sur les registres d'Etat Civil, de même que pour dresser tous actes relatifs aux susdites déclarations et pourra valablement délivrer toutes copies ou extraits enregistrés à Montpellier.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- Délégation de signature pour la réponse aux usagers et pour toutes réponses relevant de la gestion courante de l'activité du service.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Gilda VICART, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Olga KROMPASZKY. En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Gilda VICART et Olga KROMPASZKY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

### **ARTICLE 3-3 :**

Madame Betty ZUMBO, responsable du service Communal Hygiène Santé, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- Délégation de signature pour la réponse aux usagers et pour toutes réponses relevant de la gestion courante de l'activité du service.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Betty ZUMBO, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Olga KROMPASZKY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Betty ZUMBO et Olga KROMPASZKY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

### **ARTICLE 3-4 :**

Madame Floriane VERY, responsable du service Etat-civil, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous leur autorité :

- Délégation de signature pour la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet, la légalisation des signatures, dans les conditions prévues dans l'article L 2122-30 du Code Général des Collectivités Territoriales.
- Délégation de fonction pour la réception des déclarations de naissance, de décès, d'enfants sans vie, de reconnaissance d'enfants, de déclaration parentale conjointe de changement de nom de l'enfant, du consentement de l'enfant à son changement de nom, pour la transcription, la mention en marge de tous actes ou jugements sur les registres d'Etat Civil, de même que pour dresser tous actes relatifs aux susdites déclarations et pourra valablement délivrer toutes copies ou extraits enregistrés à Montpellier.
- En application de l'article R 2122-10 du CGCT, délégation pour toutes les fonctions exercées par le Maire en tant qu'officier de l'état civil, sauf pour celles prévues par l'article 75 du code civil.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- Délégation de signature pour la réponse aux usagers et pour toutes réponses relevant de la gestion courante de l'activité du service.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Floriane VERY la délégation ci-dessus est accordée à Madame Olga KROMPASZKY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Floriane VERY et Olga KROMPASZKY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

#### **ARTICLE 3-5 :**

Monsieur Michel REDAL, responsable du service Vie Quotidienne reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet, la légalisation des signatures, dans les conditions prévues dans l'article L 2122-30 du Code Général des Collectivités Territoriales.
- Délégation de fonction pour délivrer toutes copies ou extraits d'actes d'Etat-civil enregistrés à Montpellier.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- Délégation de signature pour la réponse aux usagers et pour toutes réponses relevant de la gestion courante de l'activité du service.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel REDAL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Olga KROMPASZKY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Michel REDAL et Madame Olga KROMPASZKY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

#### **ARTICLE 3-6 :**

Madame Stéphanie SAUVIER-DULAC, responsable du service Presto, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

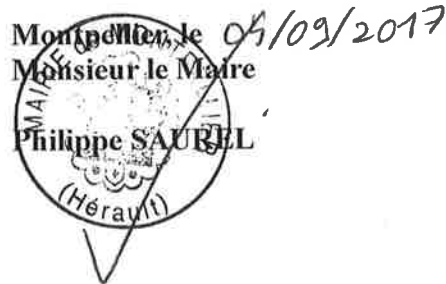
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- Délégation de signature pour la réponse aux usagers et pour toutes réponses relevant de la gestion courante de l'activité du service.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Stéphanie SAUVIER-DULAC, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Olga KROMPASZKY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Stéphanie SAUVIER-DULAC et Olga KROMPASZKY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

**ARTICLE 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.



**Publié le :** 04/09/2017

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Arrêté temporaire  
Mesures de circulation et de stationnement  
Voie Domitienne**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le remplacement de candélabre à la demande du Service Eclairage Public de Montpellier Méditerranée Métropole ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **07 septembre 2017** et jusqu'au **16 septembre 2017** inclus, la Voie Domitienne, dans sa partie comprise entre le n° 259 et Rond-Point Général Paris de Bollardièrre est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;  
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;  
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**
- Le stationnement est interdit.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SPIE.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 4 septembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 06 SEP. 2017**



Arrêté n° 2017-T2329

**Arrêté temporaire  
Mesures de circulation  
Rue de Bionne**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de pose de panneaux à la demande de l'entreprise SCAM ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du 06 septembre 2017 et jusqu'au 08 septembre 2017 inclus, la Rue de Bionne est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SCAM.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 4 septembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 06 SEP. 2017**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de la Taillade

Arrêté n° 2017-T2331

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2017-T2302 du **01 septembre 2017** ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de carottage à la demande de la société DOMOBAT ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **05 septembre 2017** les dispositions de l'arrêté 2017-T2302 du **01 septembre 2017** sont prorogées jusqu'au **29 septembre 2017** inclus.

#### Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 4 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 06 SEP. 2017



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Route de Mende

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de déménagement à la demande de la société sarl LEVERT ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

Le **08 septembre 2017**, sur la Route de Mende au droit du N°372 sur un emplacement de 10 mètres est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00**.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de déménagement de la société Sarl LEVERT.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### **Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société Sarl LEVERT

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 4 septembre 2017**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 06 SEP. 2017**



